

7 mai 2023 (Atlantico)

[Chèque éducation : et si l'idée de Milton Friedman était en passe d'atteindre son heure de gloire ? | Atlantico.fr](#)

LIBERTÉ SCOLAIRE

Chèque éducation : et si l'idée de Milton Friedman était en passe d'atteindre son heure de gloire ?

Pour l'économiste libéral, les parents devraient recevoir un chèque de l'État leur permettant de choisir l'école de leur choix pour leurs enfants. Aux Etats-Unis, plusieurs Etats l'appliquent désormais en réaction au wokisme et à la grande satisfaction des parents.

[Frédéric Mas](#)



Des parents qui accompagnent leurs enfants à l'école.

Atlantico : Aux Etats-Unis, plusieurs Etats ont [commencé à appliquer le chèque éducation, l'idée du libéral Milton Friedman](#), en réaction notamment, au wokisme. En quoi consiste cette idée ?

Frédéric Mas : Milton Friedman estime dans « Capitalisme et liberté » que l'Etat a un rôle minimal à jouer dans l'éducation, en raison des « effets de voisinage » qui empêchent la possibilité d'établir des échanges volontaires entre individus, c'est-à-dire un marché totalement libre.

L'intervention minimum de l'Etat pourrait prendre la forme de bons (vouchers) remboursables par personne et par an, à utiliser auprès d'établissements éducatifs agréés. Les parents pourraient ainsi consacrer une somme allouée par l'Etat uniquement dédiée à l'éducation, et seraient libres d'y ajouter leurs propres fonds pour choisir l'établissement le plus adapté pour leurs enfants.

Milton Friedman ajoute que ces services éducatifs pourraient très bien être assurés par des entreprises privées ou des institutions sans but lucratif.

L'idée générale d'un tel système est d'encourager la compétition entre écoles à un coût moindre que sa monopolisation étatique, le tout en vue d'améliorer les performances des établissements. Aujourd'hui, l'idée de chèque éducation a en plus pour elle de reposer sur la liberté pédagogique : la diversité dans des méthodes d'enseignement peut attirer les parents que l'offre publique dominante, médiocre et politisée, révolte. Aux Etats-Unis, la guerre

culturelle qui divise le pays donne à l'idée de Friedman des allures de stratégie de protection éducative contre un progressisme diversitaire devenu agressif et intolérant.

Quels sont les bénéfices de cette idée ?

Le monopole public de l'éducation nationale, qui tolère un secteur privé mais fait payer tous les citoyens pour son propre entretien, se fait au prix de l'uniformisation des enseignements, de l'organisation des matières en fonction des priorités du pouvoir politique et conditionne l'individu à travers des programmes politisés et nécessairement biaisés. Comme le disait déjà Frédéric Bastiat au 19^e siècle, nationaliser l'éducation signifie mettre tout le monde dans le même « moule », et inciter les groupes d'intérêt à manipuler ledit moule pour servir ses propres préférences. Les craintes concernant l'idéologie woke, ne sont pas totalement infondées, quand on voit que ladite éducation nationale est devenue au fil des années la chose des idéologues les plus à gauche, des pédagogues les plus allumés et le réceptacle des moralismes à la mode, de la religion diversitaire à l'alarmisme climatique.

Défendre le bon d'éducation à la Friedman, c'est vouloir casser le moule en question et permettre une meilleure offre de service dans le domaine grâce à la concurrence. Autant dire que l'idée n'est pas populaire en France : le Léviathan bureaucratique qu'est l'éducation nationale a tout sauf intérêt qu'une telle idée devienne populaire. Elle signifierait purement et simplement la fin de son existence.

Que pourrait-elle apporter en France à la manière dont fonctionne notre système d'éducation ?

L'idée de Friedman est une sortie possible de la catastrophe qui se déroule sous nos yeux, celle d'un système éducatif qui convulse sous le poids de l'incompétence de ses élites bureaucratiques. Depuis 30 ans, les dépenses éducatives ne cessent d'augmenter. Entre 1980 et 2010, selon l'INSEE, les dépenses intérieures d'éducation se sont envolées avec 88% d'augmentation. L'éducation est le premier poste de dépenses de l'Etat avec 77, 8 milliards d'euros en 2022 et pourtant, son niveau est en chute libre.

Cela fait maintenant plus de 10 ans que la France dévise dans le classement PISA, que l'éducation nationale peine à recruter parce qu'insuffisamment attractive, et que la vigueur du secteur privé témoigne de l'insatisfaction des citoyens, qui sont prêts à payer plus pour épargner à leurs enfants un enseignement au rabais qui s'apparente de plus en plus à une garderie.

Remarquons que la dégradation de l'enseignement est directement liée à la position de quasi-monopole étatique de l'éducation nationale. Comme il n'existe (pratiquement) qu'un seul offreur en matière d'éducation face à une multiplicité d'acheteurs captifs, libre à lui de fixer le prix des services qu'il vend, car de toute façon, il lui est impossible de perdre des clients. De plus, il n'existe aucun marché éducatif en dehors de lui-même pour le pousser à améliorer ses prestations et à rationaliser son organisation. En d'autres termes, les usagers du service public d'éducation paient toujours plus pour un service toujours plus médiocre, plus bureaucratisé et sans véritable alternative.

En France, l'idéologie républicaine est traditionnellement hostile à toute forme d'enseignement privé, qu'elle voit comme une forme de menace à l'emprise qu'elle prétend à avoir sur les esprits nationaux. On sait qu'à l'origine, l'idée est d'arracher à l'Eglise son empire sur l'éducation au nom de la laïcité dans le sillage de la révolution française, mais plus récemment, c'est la « menace terroriste » et l'islamisme radical qui ont donné des arguments supplémentaires contre la liberté scolaire et pédagogique. Ainsi, la loi sur le séparatisme de 2021, a fortement réduit la possibilité d'enseigner à la maison, c'est-à-dire la liberté d'enseigner et la diversité pédagogique qu'on retrouve dans la philosophie friedmanienne des vouchers. On se contentera d'observer que les terroristes islamistes qui ont frappé le pays ne sont pas sortis d'écoles privées hors contrat ou d'homeschooling, mais d'écoles publiques tout à fait banales.

7 mai 2023 (NYT)

[Why Is There a Chartreuse Shortage? Ask the Monks Who Make It. - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2023/05/07/us/food-and-drink/chartreuse-shortage.html)

Why Is Chartreuse Hard to Find Right Now? Ask the Monks Who Make It.



Just as the herbal liqueur is becoming more popular, the French order that has produced it for more than two centuries is pulling back to focus on faith.

According to lore, the formula for Chartreuse is based on a recipe that was entrusted to the Carthusian order of monks in 1605. Credit...Leor Miller for The New York Times

By Becky Cooper

April 14, 2023

Four months ago, Joshua Lutz started scouring the country for Chartreuse, the bright-green herbal liqueur based on a secret recipe of 130 botanicals and produced [in the French Alps](#) by the Carthusian order of monks for more than two centuries. Mr. Lutz, a health care technology professional based in Huntington Woods, Mich., has loved the liqueur for more than 20 years — long before it became a stalwart on cocktail lists across the country.

“It used to be something you could rely on being available, so I never really paid much attention to it,” he said. But Mr. Lutz’s local liquor store has been sold out for the past year, so he has taken matters into his own hands. Now, when he travels for work, he takes a shipping box with him. “Recent times have forced me into hoarding a little bit,” he said.

The shortage isn’t limited to Mr. Lutz’s liquor store.

While supplies of [some wines](#) and other spirits have dwindled because of a [glass shortage and shipping delays](#), Chartreuse — both the green variety and its mellower yellow sibling — has become scarce because the Carthusians have declined to increase production to match rising demand. “I stand with the monks,” said Tony Milici, the bar director at [Rolo’s](#), a restaurant in Ridgewood, Queens. “But I am also responsible for running a sick beverage program.” With a bit of cajoling, Mr. Milici persuaded his local distributor to double the restaurant’s Chartreuse allocation.



At Rolo's, a restaurant in Ridgewood, Queens, yellow Chartreuse and passion fruit form the base of the \$24 Sammy's Paradise cocktail. Credit...Leor Miller for The New York Times

Long regarded as the liqueur of choice for an older generation, Chartreuse became a favorite of bartenders in the know during the craft cocktail movement of the early 2000s, favored as much for the romance of its origin story — the recipe, entrusted to the monks in 1605, comes from an ancient manuscript on the “Elixir of Long Life” — as for its bittersweet profile and notes of anise, tarragon and fennel. According to [Chartreuse Diffusion](#), the business arm of the monks' operation, it took more than 150 years for the Carthusians to “unravel the secret of the manuscript.”

Chartreuse became “a mixologist's ace in the hole,” said Joe Kakos, an owner of [Kakos Market](#), a liquor store in Birmingham, Mich. Many credit Murray Stenson, a bartender at the [Zig Zag Café](#) in Seattle, with repopularizing the liqueur in 2003 when he resurrected the century-old [Last Word](#) cocktail, a mixture of gin, Chartreuse, lime juice and maraschino liqueur.

“I almost feel a little bit guilty,” said Ben Dougherty, the cafe's owner.

In 2020, as the pandemic turned many people into at-home mixologists, sales of Chartreuse in the United States doubled, a pattern that held true worldwide, according to Chartreuse Diffusion. Global sales topped \$30 million in 2022.

This rise in popularity directly conflicted with a collective decision that the monks quietly made in 2019 to cap production of their ingredient-intensive spirit in order to limit the environmental impact and to focus on their “primary goal” of solitude and prayer, as explained in [a letter](#) released in January.

“There's only so much Chartreuse you can make without ruining the balance of monastic life,” said the Rev. Michael K. Holleran, a former monk who oversaw Chartreuse production from 1986 to 1990.

Production is currently set at 1.6 million bottles per year — the highest level since the late 1800s, when the Vatican pointedly reminded the Carthusians that they were monks, not businessmen. But the United States is limited to 90 percent of its 2021 volume. Retailers and hospitality professionals say they are feeling the pinch.



At Astor Wines & Spirits in New York City, customers have been limited to just one bottle of Chartreuse per purchase. Even so, the store has been sold out since January. Credit...Leor Miller for The New York Times

“I literally cannot get it,” said Mr. Kakos, who has carried Chartreuse for 40 years but has recently had trouble keeping it in stock. He said that at least three customers ask for it every day.

Late last year, [Astor Wines & Spirits](#) in New York City instituted a limit of one bottle per purchase. Even so, the store has been sold out of the liqueur since January.

Mariah Neston, the executive pastry chef at the New York City restaurant [Le Rock](#), was forced to redesign her dessert menu. Her [baba aux muses verte](#) cake was “supposed to be fully centered around Chartreuse.” It now features a variety of other herbal liqueurs in addition to Chartreuse, including Dolin’s G n py le Chamois liqueur.

Other restaurants removed their Chartreuse offerings rather than use a substitute. “Nothing’s the same as Chartreuse,” said Mr. Dougherty of the Zig Zag Café.

[Frederick Wildman and Sons](#), the only Chartreuse importer in the United States, is working to meet demand from retailers, bars, restaurants and consumers.

“It’s a big ship to steer,” said Tim Master, the company’s senior director of spirits. Mr. Master expects that the acute shortage will ease by the end of the year as more batches of the 2023 allocation are released. In the meantime, he is hopeful that Chartreuse fans will honor the monks’ commitment to do “less but better for longer” by consuming the liqueur more mindfully.

And yet, there are no signs that Chartreuse’s popularity is waning. In March, Baghera Wines, an auction house based in Geneva, hosted the [largest Chartreuse auction in history](#). All lots, including Chartreuse-branded socks, sold.



The baba aux mûses verte at Le Rock, in New York City, normally focuses on Chartreuse. Now it also contains a variety of other herbal liqueurs. Credit...Karsten Moran for The New York Times

Mr. Lutz, the Chartreuse enthusiast in Michigan, is concerned that the liqueur will become the new bourbon, with secondary markets inflating the liqueur's price many times above its current retail baseline of \$64.99 for a 750-milliliter bottle. When a desirable product is scarce, he said, "it's all tulips and Bitcoin."

But Frederick Wildman and Chartreuse Diffusion, which doesn't plan to raise prices to take advantage of soaring demand, stand by the monks' decision. "Growth for growth's sake is nonsense for us," said Emmanuel Delafon, president of Chartreuse Diffusion.

"They're thinking about the long term," said the German filmmaker Philip Gröning, who waited 16 years while the monks pondered his request to capture life at the Grande Chartreuse monastery, "what's going to be best for us, and for the planet, over the next thousand years."

7 mai 2023 (NZZ)

[Massentourismus – Historiker Groebner erklärt das Reisen \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/massentourismus-historiker-groebner-erklart-das-reisen)

INTERVIEW

«Ich fürchte, Ferien haben mit Freiheit nichts zu tun»

Seit er im Touristen-Mekka Luzern wohnt, macht sich der österreichische Historiker Valentin Groebner Gedanken über das Reisen. Er sagt: «Der Tourismus ist eine kreative Dienstleistungsindustrie, die jede kritische Alternative verschluckt und sofort wieder als neues Geschäftsmodell ausspuckt.»

Christina Neuhaus

05.05.2023, 16.14 Uhr



Japanische Touristen in der Pilatusbahn von Alpnachstad nach Pilatus Kulm, aufgenommen am 31. August 1993.

Herr Groebner, es ist erst Anfang Mai, doch die Stadt ist voller Touristen. Wieso kommen eigentlich so viele Menschen nach Luzern?

Die kommen nach Luzern, weil die Touristen seit 170 Jahren nach Luzern kommen. Sie schauen sich auch praktisch dieselben Sehenswürdigkeiten an wie James Fenimore Cooper oder Mark Twain, die die Stadt vor 200 Jahren besucht haben – und meistens auch noch in derselben Reihenfolge.

Nämlich?

Es ist ein Rundgang: Hofkirche, Löwendenkmal, Altstadt, Spreuerbrücke, Kapellbrücke. Ausserhalb dieser Route, oft schon auf der anderen Strassenseite, sind die Touristen weiterhin dünn gesät. Sie besuchen das, was ihnen der Reiseführer empfiehlt. Viel Zeit für anderes haben die meisten nicht.

Man will das sehen, was alle anderen schon gesehen haben.

Man will das sehen, was tausendfach auf Postkarten, Fotos oder in Reiseführern abgebildet wurde und deshalb offenbar wichtig ist.

Schon James Fenimore Cooper oder der französische Schriftsteller Stendhal jammerten über die vielen Touristen. Stendhal schrieb über Florenz, die Stadt sei «verstopft von sechshundert Russen oder Engländern», sie sei «ein Museum voller Ausländer, die ihre eigenen Gepflogenheiten dorthin verpflanzen».

Stendhal übertrieb. Er wusste auch, dass er übertrieb. So viele Leute waren zu Beginn des 19. Jahrhunderts in Florenz noch nicht unterwegs. Nur schon, weil die Anreise so lange dauerte und für die meisten unerschwinglich war. Ich kann heute für 49 Franken von Basel nach Sardinien fliegen, und es dauert zwei Stunden.

Wir reisen, weil wir die Möglichkeit haben.

Und weil mich der schnelle Transport heute viel weniger Arbeitszeit kostet als früher. Sehen Sie, Luzern war ja nicht immer ein Touristenort. Etwa zur selben Zeit, als Stendhal in Florenz war, 1804, schrieb Schopenhauer über Luzern, dass es dort absolut nichts zu sehen gebe. Es sei ein trauriges, heruntergekommenes Städtchen, nur die Aussicht sei göttlich. Wegen der Aussicht kamen die Touristen, und mit der Zeit bildet sich eine sich selbst verstärkende mediale Schleife.

Das müssen Sie bitte erklären.

Heinrich Zschokke schrieb in seinem wunderbaren Buch «Die klassischen Stellen der Schweiz» schon in den 1830er Jahren, wo man sich hinstellen müsse, um die Schönheit der Landschaft am besten konsumieren zu können. Von Zschokke gibt es auch eine wunderbare Beschreibung von Luzern, in der er die Stadt und den Fluss mit dem Décolleté einer jungen Frau vergleicht.

Der Tourist soll sich nicht mit B-Lagen aufhalten?

Wer einen Reiseführer liest, bekommt stets Anleitungen, wie man möglichst schnell zu den besten Orten kommt. Und der Tourist möchte in der Regel möglichst schnell an den richtigen Punkt. Ich auch.

Interessanterweise ärgern sich die meisten Touristen über die anderen Touristen. Dennoch reisen sie dorthin, wo alle anderen hinreisen. Weshalb?

Es gibt einen guten Roman, auf den ich eben erst gestossen bin, «Grand Hotel Europa» des niederländischen Autors Ilja Leonard Pfeijffer. Ihm geht es darum, wie Italien von seinen Besuchern buchstäblich konsumiert wird, und er liefert so etwas wie eine Kurzgeschichte des Reisens in Massen. Der Tourist will nicht unbedingt als Erster da sein, aber er will früher sehen können, was andere nach ihm sehen wollen. Deswegen auch dieses grosse Mitteilungsbedürfnis.

Briefe, Postkarten, Instagram.

Die Revolutionierung der Fotografie, die Milliarden von Massenbildern hervorbrachte, kam schon sehr früh. Mit der Erfindung der Ansichtskarte durch einen österreichischen Hofrat Ende des 19. Jahrhunderts wurde diese halböffentliche Bildmitteilung erschwinglich. Heute sind diese Grüsse dank Instagram noch schneller und noch billiger geworden, und man kann sie an noch mehr Leute senden. Das iPhone ist, wenn man so will, die direkte Weiterentwicklung dessen, was auf Französisch «m'as-tu-vu» heisst. Bitte schaut's mich an, wie ich hier schau.



Valentin Groebner, Historiker und Autor.

In Ihrem Buch «Ferienmüde» schreiben Sie, die meisten Sehenswürdigkeiten seien Inszenierungen von Vergangenheit. Doch die Vergangenheit lässt sich nicht besichtigen, weil die Gegenwart sie verdrängt hat. Sind etwa die alten Häuser in Luzern heute mehr als Fassade?

Im Innern der Häuser gibt es teilweise grossartige Dinge. Nur kommt man in die nicht unbedingt hinein, und der Besuch ist zeitintensiver als der Rundgang. Die Luzerner Altstadt wurde Ende des 19. Jahrhunderts und dann noch einmal in den 1970er Jahren für Touristen optimiert. Was heute besonders echt und alt aussieht, entstand, als Luzern zu einer schicken Feriendestination für noble Besucher wurde. Zuerst am See, dann an der Reuss wurden Quais gebaut; damit die Touristen dort spazieren konnten, wo vorher Waren umgeladen worden waren. Die grösste der mittelalterlichen Brücken wurde abgerissen, weil sie der Aussicht von den eleganten Hotels am Schweizerhofquai auf die Berge im Weg war. Die Kapellbrücke sollte auch weg, durfte aber dann

doch bleiben, mit dem Argument: Die Touristen wollen das. Fremdenverkehr erzeugt seit langer Zeit Sonderwirtschaftszonen, Gated Communities für Privilegierte.

Die Kapellbrücke ist eine der ältesten Brücken Europas. Sie wurde um 1365 als Wehrgang gebaut. Sie war damals schon ein Denkmal.

Stimmt, aber wofür genau? Vor ein paar Jahren habe ich an einer Führung mit einem Spezialisten teilgenommen. Er hat uns erklärt, dass Holz über fliessendem Wasser nicht länger als fünfzig, maximal siebzig Jahre hält. Die Kapellbrücke wird seit sechs Jahrhunderten andauernd erneuert, aber heute muss sie dabei auch immer alt aussehen. Im Mittelalter war sie auf jeden Fall nicht mit Geranien geschmückt. Die Geranie, ohne die man sich seit hundert Jahren in der Innerschweiz kein altes Gebäude vorstellen kann, kommt aus Südafrika, eine Modeblume des 19. Jahrhunderts.

Der Tourismus ist demnach eine grosse Täuschung?

Sagen wir besser: Er ist eine Parallelwelt, auf eine ähnliche Weise, wie Nachrichtensendungen und Netflix-Serien Parallelwelten sind. Die Nachrichten sind meistens wahr, die Geschichten in den Serien meistens erfunden, aber in beiden Formaten muss das Publikum gut unterhalten und in seinen Ansichten bestätigt werden, sonst wechselt es den Kanal.

Der Tourismus ist also Teil der Unterhaltungsindustrie?

Wer sich eine Serie anschaut, saust virtuell durch eine künstlich verdichtete Zeit. Beim Tourismus ist das ganz ähnlich. Man bewegt sich durch einen künstlich verdichteten Raum, in der Vorstellung, man bekomme das mittelalterliche Luzern zu sehen. Was man erhält, ist aber eine eins zu eins gebaute Fiktion.



Postkarten aus vergangenen Zeiten, als der Gletscher noch direkt ans Hotel Belvédère am Furkapass angrenzte.

Annick Ramp / NZZ

Wann kamen die Ferien, so wie wir sie heute kennen, eigentlich auf?

Die Bildungsreisen des 16. und des 17. Jahrhunderts, die sogenannte Grand Tour, waren Ausbildungsreisen für die jungen Männer der Oberschicht. Sie lernten Französisch und Italienisch und trafen in den richtigen Städten die richtigen Leute. Das waren sehr mobile Gesellschaften, aber aus ganz anderen Gründen als die heutigen Touristen. Meine Grosseltern fuhren sehr viel weniger weg als ich. Ihre Kaufkraft war kleiner als meine, ihre Zeit beschränkter. Der wachsende Wohlstand hat im 20. Jahrhundert vielen Menschen das Reisen ermöglicht. Sie folgen dem Beispiel der Reichen und Schönen, die ihnen das seit 200 Jahren vormachen. Alle im Glauben, dass man in den Ferien intensiver lebe, sich intensiver spüre, dass man mehr man selbst sei, freier.

Sie schreiben, zu Beginn des 21. Jahrhunderts seien Ferien die letzte grosse Utopie: das Territorium der Freiheit, für ein paar Wochen im Jahr.

Ich fürchte, Ferien haben mit Freiheit nichts zu tun. Die Idee der Freiheit in den Ferien ist eine soziale Konvention. Wir sind es gewohnt, unser Arbeitsjahr mit ein paar Wochen Ferien zu strukturieren, als Selbstbelohnung. Ich komme mir selber natürlich höchst individuell vor, aber in den Ferien mache ich ziemlich

genau das, was Menschen in ähnlichen sozialen Positionen auch tun. Ich mache es zur selben Zeit im Jahr und meistens auch an denselben Orten. Deshalb trifft man in den Ferien gar nicht so selten Leute, die man kennt. Die Ferien sind eine soziale Sortiermaschine.

Wir machen das, was unsere Nachbarn in den Ferien auch machen?

Es gibt Skripts, und denen folgen wir. Wenn wir losfahren, haben wir Drehbücher im Kopf. Die haben wir selbst zusammengestellt, aber besonders originell sind sie nicht. Deshalb ist es vor Ostern am Gotthard immer so voll, offenbar haben alle dasselbe Sonnige-Idylle-im-Süden-Drehbuch im Kopf.

Auch in der Schweiz gibt es mittlerweile Orte, die regelrecht überrannt werden. Die Gemeinde Iseltwald installierte kürzlich ein Bezahl-Drehkreuz, um von den vielen koreanischen Touristen, die nichts konsumieren, wenigstens 5 Franken zu bekommen. Wer profitiert eigentlich von den vielen Gästen?

In der Schweiz wird der Tourismus immer noch mit den glanzvollen Anfangszeiten des Tourismus assoziiert. Der Hotelier ist wie der Bauer eine kollektive nationale Identifikationsfigur. Es wird so getan, als sei es die Pflicht aller Schweizer, für den Tourismus zu sein, weil der ökonomisch so wichtig sei.

Was nicht zutrifft?

Verglichen mit anderen europäischen Ländern ist in der Schweiz der Anteil des Tourismus an der Wertschöpfung niedrig. Aber die Touristiker sind eine gut organisierte und sehr lautstarke ökonomische Lobby. Und nicht zu vergessen: Sie vermarkten den Zugang zu etwas, wofür sie nichts bezahlen. Die Berge, die Seen und die Sehenswürdigkeiten sind ja einfach da. Natürlich ist das ein verlockendes Geschäftsmodell. Es wird immer so getan, als würden alle Bewohnerinnen und Bewohner von der touristischen Erschließung einer Region profitieren. Das ist aber nicht so.

Wer profitiert denn?

Vom Fremdenverkehr profitieren weit überproportional Immobilienbesitzerinnen und -besitzer. Die Tourismusindustrie schafft wenige nachhaltige Jobs, sie beruht auf saisonaler Arbeit zu niedrigen Löhnen. Das ist seit 200 Jahren so. Das Modell Airbnb hat das noch zugespitzt: Da gibt es nur noch den Vermieter, die Plattform und die prekär bezahlte Putzkraft. Kein Wunder, hat sich das Modell so stark verbreitet.

Sie übertreiben.

Ich habe kürzlich am Istituto Svizzero in Rom eine Tagung zu nachhaltigem Städtetourismus mitorganisiert. In Rom arbeiten mehr als zwei Drittel der Beschäftigten im Hotel- und Gastgewerbe an der italienischen Armutsgrenze oder darunter. Niemand weiss, wie viele Airbnb-Wohnungen es in Rom gibt. Und niemand weiss, wie viele illegal angestellte Putzkräfte die sauber halten. Tourismus ist Marktwirtschaft in Extremform, die attraktive öffentliche Räume – denn die gibt es gratis – mit schlecht bezahlten Dienstleistungen an eine hochmobile Kundschaft verkauft. Reisen ist ein soziales und ökonomisches Privileg. Aber die Fremdenverkehrsindustrie behauptet von sich, dass sie mit schlecht bezahlter Arbeit nichts zu tun habe, sondern dass es in dem ganzen Bereich nur um Freizeit und individuelle Wunscherfüllung gehe. Das ist eine Traumwelt. Daran ist nichts Schlimmes, man sollte sie aber nicht mit der Wirklichkeit verwechseln.



O Iseltwald! Der Ort zieht seit Monaten viele asiatische Gäste an, weil das koreanische Netflix-Drama «Crash Landing on You» in der Gegend rund um Interlaken gefilmt wurde.

Trotz Dauerkritik am Tourismus verreisen die Menschen mehr denn je.

Der Tourismus ist seit 200 Jahren die Industrie des schlechten Gewissens, deshalb bringt er ständig neue Alternativ-Versionen hervor. Wer Massentourismus verachtet, setzt auf Individualferien, wer Party-Inseln nicht mag, macht Wanderferien. Der Tourismus kann sich auf diese Weise problemlos immer neue Marktsegmente erschliessen. Die Wandervögel des frühen 20. Jahrhunderts und die Hippies der 1960er Jahre haben neue Varianten des Reisens für jüngere Leute mit wenig Geld erfunden. Der Tourismus ist eine kreative Dienstleistungsindustrie, die jede kritische Alternative verschluckt und sofort wieder als neues Geschäftsmodell ausspuckt.

Sie sind ein aufs Mittelalter spezialisierter Historiker, was fasziniert Sie eigentlich so am Thema Tourismus?

Ich wohne schon ziemlich lange in Luzern, einer Stadt mit 80 000 Einwohnern, die jährlich von über fünf Millionen Leuten besucht wird. Da fängt man zwangsläufig an, über Fremdenverkehr nachzudenken. Ausgelöst wurde mein Interesse am Tourismus aber auch durch die Beschäftigung mit dem Mittelalter. Denn das Mittelalter, das wir besichtigen, wurde erst von der Industriegesellschaft der Moderne erzeugt.



Zahlreiche Tagestouristen geniessen den Ostermontag 2023 an der Reuss in der Altstadt von Luzern.

Was wäre Ihre Traumreise?

Die habe ich schon gemacht. Meine Beschäftigung mit der Geschichte des Tourismus hat mich da nachdenklich werden lassen: Sind das wirklich meine eigenen Träume?

Macht uns das Reisen wenigstens zu neugierigeren, weltoffeneren Menschen?

Reisen verändert gar nichts – höchstens die eigene Darmflora, aber auch die nur temporär. Wer meint, der Besuch der Uffizien, der Hagia Sophia oder des Taj Mahal mache sie oder ihn zu einem anderen, besseren Menschen, macht sich etwas vor. Im Gegenteil: Ich werde dort noch mehr ich selber. Denn mich als selbstgerechten weisen alten Mann habe ja ich immer dabei, wie mein Gepäck und meine Kreditkarte. Was einen verändert, sind nicht die Ferien. Sondern Arbeit.

Valentin Groebner

Valentin Groebner ist ein österreichischer Historiker mit dem Schwerpunkt Mittelalter und Renaissance. Seit 2004 lehrt er als Professor an der Universität Luzern. Er hat mehrere Bücher verfasst, darunter «Retroland. Geschichtstourismus und die Sehnsucht nach dem Authentischen» (S.-Fischer-Verlag, 2018) und «Ferienmüde. Als das Reisen nicht mehr geholfen hat» (Konstanz University Press, 2020).

7 mai 2023 (NZZ)

[Politiker, Philosoph John Stuart Mill: für Debatten unserer Zeit \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Kein Staat gedeiht ohne die Freiheit des Individuums – das Denken von John Stuart Mill wäre geeignet, die verengten Debatten unserer Zeit wieder zu öffnen

Leidenschaftlich kämpfte John Stuart Mill für die Meinungsfreiheit und gegen sämtliche Denkverbote, polemisierte gegen Konformismus und soziale Tyrannei. Zum 150. Todestag des britischen Philosophen und Politikers John Stuart Mill.

Ulrike Ackermann

07.05.2023, 05.30 Uhr



Der englische Philosoph John Stuart Mill (1806–1873) war ein Freigeist und ein unkonventioneller Denker, der mit seinen Auffassungen über die Freiheit die Zeitgenossen in Aufregung versetzte. Die Aufnahme entstand um 1860.

Hulton Archive / Getty

«Über sich selbst, seinen Körper und Geist ist der Einzelne Souverän», schrieb 1859 John Stuart Mill, der grosse Freiheitsphilosoph, Nationalökonom, erste Feminist und Erfinder des Gender-Begriffs obendrein. Doch er wäre vermutlich entrüstet, wenn dieses Freiheitsprinzip zur Rechtfertigung des geplanten neu gefassten Selbstbestimmungsrechts für Transsexuelle herhalten müsste, das die Festlegung und Änderung des eigenen Geschlechts unabhängig von der biologischen Grundlage bereits Heranwachsenden einräumt.

John Stuart Mill wäre fassungslos darüber, dass Begriffe aus der obskuren Ideologie vom «fluiden Geschlecht» es bis in die «Tagesschau» schafften und von «gebärenden Personen» die Rede ist anstatt von Frauen und Müttern. Ebenso hätten ihn wohl viele Übertreibungen in der #MeToo-Kampagne irritiert. Wie auch der Umstand, dass die soziale Tyrannei heute nicht von der Mehrheit wie zu seinen Lebzeiten, sondern von lautstarken Minderheiten ausgeht, die selbstbewusst etwa als Queer-Community gegen die «strukturelle Herrschaft der Heteronormativität» kämpfen. Er wäre sehr verwundert darüber, dass heutige Postfeministinnen nach 150 Jahren erfolgreicher Kämpfe für die Gleichberechtigung der Frauen die «toxische Männlichkeit» im Visier haben und sich immer noch als Opfer des Patriarchats zuzüglich des Kapitalismus und Kolonialismus sehen und im alten weissen Mann den Hauptfeind ausmachen. **Intersektionalität** heisst dies heute akademisch verbrämt.

«Über die Freiheit»

Mill würde ärgerlich die Stirn runzeln angesichts des Furors einer Identitätspolitik, die ständig moralisiert und dabei erfolgreich die Grenzen des Sagbaren enger zieht sowie in der Debatte mehr auf verletzte Gefühle und die Zugehörigkeit zu einer sexuellen, ethnischen oder religiösen Gruppe pocht anstatt auf Argumente. Befremdlich erschienen Mill auch die Inflation von Triggerwarnungen und Safe Spaces, die vor potenziell verstörenden Inhalten aus Gegenwart und Vergangenheit schützen sollen in Büchern, Filmen, Museen, Schulen und Hochschulen, anstatt der freien Debatte ihren Lauf zu lassen. Ein Graus wären ihm von «Unwörtern» gereinigte Bücher, die Abhängung von Gemälden oder der Sturz von Statuen zugunsten eines politisch korrekten Regimes. **Empört wäre der grosse Kritiker des Paternalismus mit Sicherheit auch über eine staatliche, vorgeblich progressive Gesellschaftspolitik, die sich anmasst, neue Normen und Sprachregelungen für das gute und richtige Leben gegenüber der Bevölkerung durchzusetzen. Angesichts all dieser für eine hochentwickelte liberale Gesellschaft seltsamen Umtriebe liest sich Mills Schrift «Über die Freiheit» wie eine erfrischende, mutige Gegenrede.**

Wer war dieser unkonventionelle, 1806 in London geborene Geist, viktorianische Aufwiegler und Unruhestifter, der dem eingangs zitierten Motto in seinem öffentlichen, politischen, intellektuellen und privaten Leben bis zu seinem Tod 1873 treu blieb und dessen hochmoderne Einlassungen zur Freiheit die Gemüter der Zeitgenossen erhitzten?

Neben seinem umfangreichen Werk zur Logik, zur politischen Ökonomie, zum Utilitarismus und zur Frauenemanzipation ist Mill mit seinem 1859 erschienenen Essay «On Liberty» ein Meisterwerk gelungen. **Darin entfaltet er zusammen mit seiner Co-Autorin Harriet Taylor Grundprinzipien der Freiheit und rückt die Bedeutung der individuellen Freiheit und Selbstbestimmung – neben derjenigen der politischen und wirtschaftlichen – ins Zentrum.** Sein Freund Alexis de Tocqueville war der Erste, der ein Exemplar des druckfrischen Buchs erhalten hatte. **Die Freiheitsschrift war ein Meilenstein in der Ideengeschichte des Liberalismus** und hat bis heute nichts an Aktualität eingebüsst: Sie trifft ins Herz der Dilemmata der Moderne.

Gegen sämtliche Denkverbote

Als öffentlicher streitbarer Intellektueller initiierte Mill politische Debatten keineswegs nur in seiner Heimat, sondern mischte sich auch auf dem europäischen Kontinent, insbesondere in Frankreich, ein. **Seine Schriften zur repräsentativen Demokratie haben die moderne Demokratietheorie massgeblich geprägt. Leidenschaftlich kämpfte er für die Meinungsfreiheit und gegen sämtliche Denkverbote,** polemisierte gegen Konformismus, soziale Tyrannei und die Macht der Gewohnheit. **Und obendrein focht er als erster Parlamentsabgeordneter in Europa für die Gleichberechtigung der Geschlechter und das Frauenwahlrecht.** Denn die soziale Stellung der Frauen dient «als das sicherste und untrüglichste Merkmal für den Grad der Zivilisation eines Volkes oder Zeitalters».

In Zentralismus, Bürokratie und staatlicher Bevormundung sah er die grössten Gefahren für die Freiheit und darin Hemmnisse für den Wohlstand und den gesellschaftlichen Fortschritt. Mill blickte auf Individuum, Gesellschaft und Staat aus moralphilosophischer, politischer, demokratietheoretischer, soziologischer und ökonomischer Perspektive gleichermassen. Er stritt gegen absolute Wahrheiten und war stattdessen der Kultur geistiger Freiheit verpflichtet. **Und er betonte unermüdlich die Einsicht in die Fehlbarkeit und Unvollständigkeit aller Einzelmeinungen: Erkenntnis durch Infragestellung und Ausfechten von Argumenten.**

In «Über die Freiheit» formulierte Mill in der Einleitung das **Hauptprinzip**, welches das Verhältnis von Gesellschaft und Individuum in Bezug auf Zwang und Bevormundung regeln soll, gleichgültig, ob die dabei gebrauchten Mittel physische Gewalt in Form von gerichtlichen Strafen oder moralischer Zwang durch öffentliche Meinung seien: **«Das Prinzip lautet: dass der einzige Grund, aus dem die Menschheit, einzeln oder vereint, sich in die Handlungsfreiheit eines ihrer Mitglieder einzumengen befugt ist, der ist: sich selbst zu schützen. Dass der einzige Zweck, um dessentwillen man Zwang gegen den Willen eines Mitglieds einer zivilisierten Gemeinschaft rechtmässig ausüben darf, der ist: die Schädigung anderer zu verhüten.»**

Das eigentliche Gebiet der menschlichen Freiheit umfasst «das innere Feld des Bewusstseins und fordert hier Gewissensfreiheit im weitesten Sinne, ferner Freiheit des Denkens und des Fühlens, unbedingte Unabhängigkeit der Meinung und der Gesinnung bei allen Fragen, seien sie praktischer oder philosophischer, wissenschaftlicher, moralischer oder theologischer Natur . . .» Dieses Prinzip verlangt «Freiheit des Geschmacks und der Studien, Freiheit, einen Lebensplan, der unseren eigenen Charakteranlagen entspricht, zu entwerfen . . . Aus dieser Freiheit jedes Einzelnen folgt – in denselben Grenzen – diejenige, sich zusammenzuschliessen, **die Erlaubnis, sich zu jedem Zweck zu vereinigen, der andere nicht schädigt.**»



Die Philosophin Harriet Taylor Mill (1807–1858) gehörte zu den frühesten Kämpferinnen für die Rechte der Frauen und war wesentlich beteiligt an der Entstehung der Werke von John Stuart Mill, mit dem sie seit 1851 verheiratet war. (Bildnis eines unbekanntes Künstlers)

Moralische Neutralität

Weder der Staat noch die Gesellschaft haben nach diesem Prinzip das Recht, sich in die privaten Angelegenheiten und Handlungen der Individuen, die nur sie selbst etwas angehen, einzumischen oder sie gar mit Sanktionen zu belegen. **Von staatlicher oder gesellschaftlicher Seite sind Sanktionen nur zulässig, wenn diese Handlungen andere schädigen. Damit widerspricht Mill ganz vehement einem Paternalismus, der mithilfe rechtlicher und moralischer Reglementierungen die Individuen zum Zwecke ihres Wohlergehens fürsorglich lenken und umhegen will. Denn die «freie Entwicklung der Persönlichkeit ist eine der Hauptbedingungen der Wohlfahrt».**

Mills Vater James, selbst ein hochgebildeter Philosoph des Utilitarismus und Ökonom, unterrichtete seinen Sohn, **das älteste von neun Kindern**, ab seinem dritten Lebensjahr in Griechisch und Latein. Der hochbegabte Junge sprach bald fließend Französisch und Deutsch. **Mit sieben Jahren las er die**

ersten Dialoge von Platon und begann unter der Aufsicht seines Vaters mit dem Studium der Arithmetik. Mit dreizehn Jahren durchlief er einen kompletten Kurs der politischen Ökonomie. Ein Jahr später reiste er zu Freunden der Familie nach Montpellier und studierte dort Chemie, Zoologie, Mathematik, Logik und Metaphysik. Es war für ihn die erste Gelegenheit, mit Gleichaltrigen in Kontakt zu treten und die Freiheit zu atmen.

Eine tiefe Depression hat er später erfolgreich überwinden können. 1823 erhielt er seine Anstellung in der East India Company. **Zwei Jahre später gründete er die London Debating Society.** Parallel zu seinem «Brotjob» publizierte er schon eifrig in verschiedenen Zeitschriften, war Herausgeber und griff immer wieder in tagespolitische Debatten ein. **Bereits als 17-Jähriger wurde er kurzfristig verhaftet, weil er Flugblätter zur Geburtenkontrolle verteilt hatte.**

Mill bekannte sich in aller Klarheit zu moralischer Neutralität. Denn es gab für ihn keine einzig gültige und richtige Konzeption des guten Lebens. Sigmund Freud, der als Student einige Texte von Mill und Harriet Taylor übersetzt hatte, schrieb 1883 über ihn: «Er war vielleicht der Mann des Jahrhunderts, der es am besten zustande gebracht hat, sich von der Herrschaft der gewöhnlichen Vorurteile frei zu machen.» Mills Leben und Denken war angetrieben von der Suche nach einem plausiblen und zugleich lebensstauglichen Konzept personaler Autonomie, am deutlichsten in «Über die Freiheit». **Diese Schrift zählt ebenso wie «Die Unterwerfung der Frauen» – eine Zivilisationsgeschichte der Macht und Herrschaft – immer noch zu den Schlüsseltexten des Liberalismus.**

Das Prinzip der Wahlfreiheit

Mill vertraute auf die Entwicklungs- und Entfaltungsmöglichkeiten, die jedem Individuum eigen sind. **Deshalb spricht er von «Lebensexperimenten», die empirisch von jedem zu durchlaufen sind, um überhaupt ein Wissen über mögliche Konzepte des guten Lebens zu erlangen.** Voraussetzung für die Herausbildung von Individualität und die Praxis eines eigenen Lebensplans ist **deshalb die Freiheit eines jeden, zwischen verschiedenen Optionen unterscheiden und wählen zu können – das Prinzip der Wahlfreiheit. Und dabei keinem zu schaden – sein berühmtes Schadensprinzip.**

Wenn Individuen sich um ihr eigenes Glück und Wohlergehen kümmern, nehmen sie zugleich am gattungsgeschichtlichen Fortschritts- und Erkenntnisprozess teil. Sie produzieren damit ein allgemeines und öffentliches Wissen über die Möglichkeiten des guten Lebens, über dessen Varianten dann auch lauthals gestritten werden kann. Ihre Antriebsquelle ist dabei der eigene Wunsch, ein gelingendes, glückliches Leben zu führen. **Indem die Menschen entsprechend der Vielfalt der Charaktere und Meinungen ihren eigenen Lebensplan entwerfen und ihm folgen, schaffen sie überhaupt erst die Pluralität der Lebensstile, ein Kaleidoskop von Lebensmöglichkeiten, die dann alternativ zur Wahl stehen. Gerade darin liegt die Voraussetzung für die Produktivität und Innovationskraft einer Gesellschaft.** Die Menschen sind nicht perfekt und begehen ständig Irrtümer, auch das Scheitern begleitet sie.

Mill war davon überzeugt, dass gesellschaftliche Reformen und kultureller Fortschritt einhergehen mit Selbsterziehung. Im Konzept der personalen Autonomie sah er politisch die einzig taugliche Lösung, individuelles Glück und Gemeinwohl in Einklang zu bringen. **Als brillanter Kritiker von staatlichem Paternalismus und der Infantilisierung der Bürger betonte er: «Der Wert eines Staates ist auf lange Sicht nur der Wert der Individuen, aus denen er sich zusammensetzt . . . ein Staat, der seine Menschen zu Zwergen macht, damit sie gefügigere**

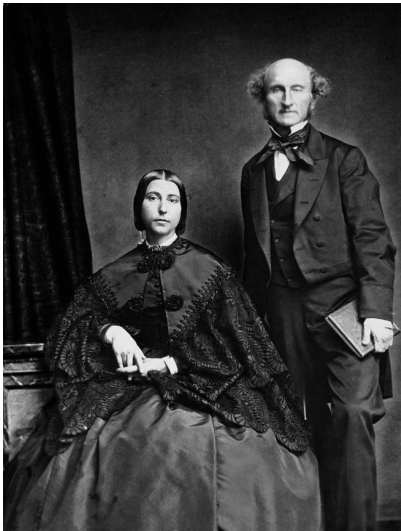
Werkzeuge in seinen Händen sind, selbst für nützliche Zwecke – ein solcher Staat wird feststellen, dass mit kleinen Menschen letztlich nichts Grosses vollbracht werden kann.»

Unkonventionelle Liebe zu Harriet Taylor

1830 lernte John Stuart Mill die schöne, kluge und wortgewandte verheiratete Harriet Taylor in einem liberalen Salon kennen. 1831 brachte sie ihre Tochter Helen, ihr drittes Kind, zur Welt. Aus ihrer Bekanntschaft entwickelte sich alsbald eine intensive Arbeitsbeziehung, Freundschaft und Liebe – bei formeller Aufrechterhaltung der Taylorschen Ehe, was im viktorianischen England ein Skandal war. Böartigster Klatsch begleitete das Paar auf Schritt und Tritt.

Ihr bis heute faszinierender Briefwechsel dokumentiert das Ringen um ihr Glück und ihre Liebe in einem Umfeld, das keinerlei Toleranz gegenüber dieser «**Liebe zwischen zwei Gleichen**» (**Harriet Taylor**) aufbrachte. Die Gleichberechtigung der Geschlechter und die Auflösung der traditionellen Geschlechterordnung waren für Mill und Taylor die Voraussetzung für die Entfaltung der personalen Autonomie in einer liberalen Gesellschaft, für Wahlfreiheit und Selbstbestimmung der Individuen. **Die Frauenemanzipation war für sie Bedingung und gleichermassen Resultat allgemeiner liberaler Prinzipien.**

Zwanzig Jahre nachdem John Stuart Mill und Harriet Taylor sich kennengelernt hatten, starb ihr Ehemann, und sie heiratete John Stuart Mill. Das Paar blieb auch nach der Hochzeit ein Skandalfall. Sie wollten schon länger England und dessen prüde und engstirnige Gesellschaft verlassen und sich in Avignon niederlassen. Doch am 3. November 1858 starb Harriet in Avignon an einer Lungenentzündung. Sie liegt dort begraben. Ein Jahr später erschien ihr gemeinsames Hauptwerk «Über die Freiheit».



John Stuart Mill in einer um 1860 entstandenen Aufnahme zusammen mit seiner Stieftochter Helen Taylor (1806–1873).

Hulton Archive / Getty

Sex und Gender

1865 ging Mill für die Liberalen ins englische Parlament und war dort der erste Vorkämpfer für das **Frauenwahlrecht**. 1868 zog er sich nach Avignon zurück, in ein Haus ganz in der Nähe der Grabstätte seiner Frau. Mit seiner Stieftochter Helen Taylor arbeitete er weiter. 1869 erschien der

gemeinschaftlich verfasste Essay «Die Unterwerfung der Frauen», in den grundlegende Ideen Harriet Taylors eingeflossen waren.

Faszinierend sind der moderne soziologische Blick auf die Gesellschaft und die feinsinnige Analyse von Sozialcharakteren und Geschlechterrollen. Die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung vornehmlich in der Kinderbetreuung spielte noch keine grosse Rolle. **Doch Mill und Taylor führten implizit bereits eine Unterscheidung zwischen dem biologischen («sex») und dem sozialen Geschlecht («gender») ein. Die rein körperlich-biologischen Unterschiede zwischen Männern und Frauen waren indes für sie keine Grundlage, daraus spezifisch maskuline oder feminine Eigenschaften abzuleiten.** «Ich halte es bei jedem für vermessen, bestimmen zu wollen, was Frauen ihrer natürlichen Veranlagung nach sein oder nicht sein, tun oder nicht tun können.» Da für Frauen in der Vergangenheit nie die gleichen Ausgangsbedingungen und Handlungsoptionen wie für Männer bestanden hätten, die Herausbildung von Fähigkeiten aber an Erfahrung, das heisst an die Möglichkeit, zu wachsen und sich weiterzuentwickeln, gebunden sei, könne eine haltbare Aussage über Frauen dazu auch nicht getroffen werden. Es ging ihnen um den Pluralismus der menschlichen Potenziale, um individuelle Selbstbestimmung, Selbstermächtigung und Wahlfreiheit der Lebensweisen.

Dieser liberale Feminismus forderte legale Reformen für die Gleichberechtigung in einer Demokratie und Gesellschaft, die das Individuum wertschätzt, dessen Freiheiten schützt und sich an den **universalen Menschenrechten orientiert.** Er sah sich in der Tradition der Aufklärung, der Vernunft und der Wissenschaft. **Doch solch liberaler Feminismus hatte es – wie im Übrigen der Liberalismus insgesamt – in Deutschland besonders seit der Studentenbewegung 1968 schwer. Er blieb, so er überhaupt sichtbar wurde, in der Frauenbewegung ebenso minoritär wie in der akademischen Frauenforschung und später erst recht in den Gender-Studies. Die Verabschiedung des Subjekts zugunsten von Gruppenidentitäten – der Klasse, der Rasse, des Geschlechts, später in umgekehrter Rangfolge – war von Anfang an antiliberal. Das bürgerliche Individuum und die bürgerliche Gesellschaft waren den dominanten feministischen Theorien ebenso wie vorher den marxistischen und neomarxistischen kritischen Gesellschaftstheorien mindestens suspekt, wenn sie ihnen nicht gar anachronistisch erschienen.**

Neue Aktualität

Es ist schon seltsam, dass man 150 Jahre nach dem Tod von Mill daran erinnern muss, wie mühselig über Jahrhunderte die Selbstermächtigung der Bürger und Bürgerinnen, der Aufstieg des Individuums aus kollektiven Zuschreibungen und Zwängen war. Aus den ehemals emanzipatorischen Bestrebungen gegen Diskriminierung und für Gleichberechtigung sind jedoch identitäre Communitys entstanden, die ihre Anliegen ideologisiert haben und einen lautstarken moralisierenden Feldzug gegen die sogenannte «Mehrheitsgesellschaft» führen: Gender-Studies, Queer-Studies, Postcolonial Studies und andere Varianten der Critical-Justice-Theories liefern die Bausteine dazu.

Was die Varianten der Identitätspolitik eint, ist ihre radikale Kritik an der westlichen Moderne und deren freiheitlichen Errungenschaften. Dem Universalismus der Aufklärung setzen sie den Partikularismus und die Relativierung der Kulturen beziehungsweise den Ethnopluralismus entgegen. Anstelle einer Wertschätzung des Individuums wird das Kollektiv gefeiert. Was wir allerdings am wenigsten brauchen, sind neue Ideologien, die uns auffordern, unsere freiheitlichen Grundlagen und Werte zu verwerfen. Denn identitärer Kollektivismus, Opfer-Täter-Polarisierungen und moralisierende Schuld diskurse

zerstören die Freiheit. Vor allem brauchen wir den Mut jedes Einzelnen, sozialem Konformitätsdruck zu widerstehen – auch wenn der Sog der Schweigespirale oft stärker ist.

Es ist höchste Zeit, Denkräume und Debatten wieder zu öffnen. Die grosse Krise hat erst begonnen mit dem Krieg in Europa, den Russland gegen die Ukraine und darüber hinaus gegen unseren «westlich dekadenten Liberalismus» führt. Auch deshalb ist es dringend geboten, ein breiteres Bewusstsein für die über Jahrhunderte hart erkämpften westlichen Freiheiten und ihre Zerbrechlichkeit zu schaffen. Um sie immer wieder neu zu verteidigen, empfiehlt sich die luzide Schrift «Über die Freiheit».

Am 7. Mai 1873 starb Mill in Avignon und wurde an der Seite seiner Frau beigesetzt.

7 mai 2023 (NZZ)

[Frankreich diskutiert nach der Rentenreform über die Verfassung \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/frankreich-diskutiert-nach-der-rentenreform-ueber-die-verfassung-nzz.ch)

Abkehr von der «Monarchie-Republik» – steckt Frankreich in einer Verfassungskrise?

Die Zerwürfnisse nach der Rentenreform sind laut Verfassungsrechtlern und Historikern mehr als nur eine Krise: Sie könnten der Anfang vom Ende der Fünften Republik sein, die dem Präsidenten so viel Macht verleiht.

Erika Burri

06.05.2023, 05.30 Uhr



Emmanuel Macron hat versprochen, die Institutionen Frankreichs zu reformieren. Doch es ist fraglich, ob er auch seine Macht als Präsident beschneiden wird.

Thibault Camus / AP

Unter den Demokratien Westeuropas hat Frankreichs System das Label «starke Exekutive, schwaches Parlament». Doch diese Kurzbeschreibung erscheint französischen Verfassungsrechtlern und Historikern heute, im Nachgang zur Rentenreform, verharmlosend: In Interviews und Gastbeiträgen in Zeitungen sprechen sie von einer «Wahlautokratie», von der «republikanischen Monarchie», einer «Anomalie» unter westlichen Demokratien oder gar von einem «historischen Unfall», der beseitigt gehöre.

Wie wenig die gewählten Abgeordneten zu sagen haben, zeigte sich jüngst bei der Rentenreform. (???) Der Staatspräsident und seine Premierministerin nutzten alle Instrumente der Verfassung, um eine unbeliebte, aber notwendige Reform im Eiltempo durchzuboxen. Auch zwei Vorstösse, die verlangten, dass über das Rentenalter von 64 Jahren ein Referendum abzuhalten sei, wies der Verfassungsrat, der Hüter des französischen Grundgesetzes, zurück.

Nicht nur die populistischen Polparteien, die über den Anstieg des Rentenalters eine Volksabstimmung verlangten, sondern auch gemässigte **Politiker beklagen, dass die Hürden für ein Referendum viel zu hoch seien.** So könne es gar nie zu einer Volksabstimmung über umstrittene Vorlagen kommen, obwohl die Verfassung diese Möglichkeit garantiere.

«Es geht nicht mehr um die Rentenreform, sondern um die Demokratie», schreibt der **Rechtshistoriker Philippe Fabry in einem Beitrag in «Le Figaro».** Er erinnert die Französisinnen und Franzosen daran, **was die Französische Republik ist: ein semipräsidentielles Regierungssystem, wie es von den meisten westlichen Demokratien längst aufgegeben worden sei. Statt von semipräsidentiell spricht Fabry lieber von hyperpräsidentiell,** von einem

Regierungssystem also, dessen Präsident nicht nur allgegenwärtig, sondern in vielen Bereichen auch allmächtig sei.

Staatspräsident und Chef der Regierung

In Frankreich gibt es in der Praxis keinen Unterschied zwischen dem Staatsoberhaupt und dem Regierungschef, da der Präsident der Republik dem Ministerrat vorsteht. **Das macht den Präsidenten faktisch zum Chef der Exekutive.** Doch weder müsse sich der Präsident gegenüber dem Parlament verantworten, schreibt Fabry, noch könne er in seiner fünfjährigen Amtszeit abgesetzt werden, während er umgekehrt die Premierministerin austauschen und sogar die Nationalversammlung auflösen könne.

Dieses **Ungleichgewicht** führe dazu, dass die öffentliche Debatte verarme, sich radikalisiere und **Kompromisse verunmögliche.** Auch der Historiker und Vorsitzende des parlamentarischen Geschichtsausschusses, Jean Garrigues, sieht in der Übermacht des Präsidenten ein Problem: Die «Überpräsidialisierung der Macht», sagte er in einem Fernsehinterview, stehe im Widerspruch zum stärker werdenden Bedürfnis der Franzosen nach demokratischer Partizipation.

Und wie Fabry kommt er zum Schluss, **dass das System revisionsbedürftig sei.** Der Konflikt um die Rentenreform habe erneut und so klar wie kein Ereignis zuvor gezeigt, wo die Grenzen der Verfassung lägen. Die Krise, so Garrigues, könnte gar der Anfang vom Ende der Fünften Republik sein.

Es ist keineswegs das erste Mal, dass in Frankreich die Verfassung der Fünften Republik kritisiert wird. Doch jetzt, mit dem Widerstand gegen die Rentenreform, wird gleichzeitig eine neue Generation politisiert. **Und diese Jungen fragen sich: Wieso kann der Präsident überhaupt die Nationalversammlung umgehen, um ein Gesetz zu verabschieden, wie bei der Rentenreform? (???)** Philippe Fabry, selber ein jüngerer Wissenschaftler, hält die Debatte für heilsam. **Plötzlich stellten die Jungen fest, dass «unsere Verfassung eher der von Russland gleicht als jener unserer Nachbarländer».** (???)

Der Verfassungsrechtler Thibaud Mulier von der Universität Paris-Nanterre möchte noch nicht von einer Regime-Krise reden, sieht aber die Gefahr, dass Frankreich sich auf eine Verfassungskrise zubewegt. **Die Rolle der französischen Exekutive müsse neu definiert werden.**

Charles de Gaulle wollte es so

Die geltende französische Verfassung wurde 1958 in Kraft gesetzt und begründete die Fünfte Republik. Die Umstände, die dazu führten, sind besonders: Eigentlich kämpfte General de Gaulle, der während des Zweiten Weltkriegs den Widerstand aus London anführte, schon 1946 für ein präsidentiales System. Doch **Frankreich führte stattdessen eine parlamentarische Demokratie ein, in der sich die Parteien in den kommenden Jahren derart zerstritten, dass die Regierung auf dem Höhepunkt der Algerien-Krise 1958 beinahe funktionsunfähig war.**

De Gaulle hatte schon 1946 in der bekannten Rede von Bayeux seine Vorstellungen klar geäußert: **Nur ein starker Staatspräsident könne das zerstrittene Frankreich einen, als Schiedsrichter zwischen den Parteien vermitteln und die Exekutive führen.** Eine «alte gallische Neigung zu Spaltung und Streit» gehöre nun einmal zu den «Eigentümlichkeiten des

nationalen Temperaments». Die französische Gesellschaft, so de Gaulle, sei deshalb nicht in der Lage, sich selbst zu verwalten.

Zwölf Jahre später, im Mai 1958, schien die Lage ausweglos. Frankreich befand sich im Krieg in Algerien, die Kosten explodierten, und die Generäle rebellierten. **De Gaulle erklärte sich bereit, die «Vollmachten der Republik» zu übernehmen – unter der Bedingung, eine neue Verfassung nach seinen Ideen einzuführen. Historiker sprechen im Rückblick von einem kalten Staatsstreich des Generals.** Doch die Franzosen wünschten sich damals einen starken Mann.

Heute ist das anders: Knapp zwei Drittel der Französinen und Franzosen geben an, dass sie weiter gegen die Rentenreform kämpfen werden. Und fast drei Viertel sind mit dem starken Mann im Land, Emmanuel Macron, nicht zufrieden.

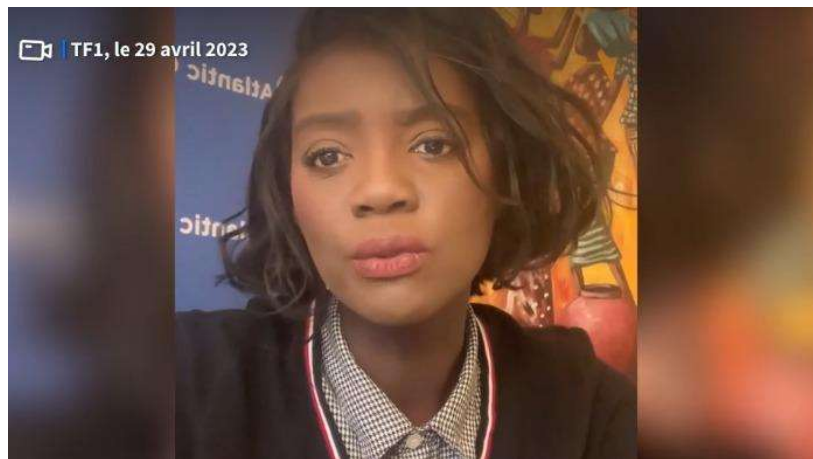
6 mai 2023 (Figaro)

[«Gims est moqué parce qu'il raconte n'importe quoi, pas en raison de ses origines» \(lefigaro.fr\)](#)

«Gims est moqué parce qu'il raconte n'importe quoi, pas en raison de ses origines»

Par [Fatiha Boudjahlat](#)

Publié hier à 21:04 , mis à jour hier à 21:05



Rama Yade a publié une vidéo où elle apporte son soutien au chanteur Gims. *Capture d'écran Twitter.*

FIGAROVOX/TRIBUNE - Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, l'ancienne secrétaire d'État Rama Yade a défendu Gims après ses déclarations contestées sur l'Afrique et les pyramides. L'essayiste Fatiha Boudjahlat fustige une lecture démagogique et idéologique de l'histoire.

Fatiha Agag-Boudjahlat est l'auteur de plusieurs ouvrages remarquables. Elle a notamment publié Combattre le voilement (éditions du Cerf), 2019.

Dans une vidéo partagée sur Twitter, Rama Yade, ancienne secrétaire d'Etat et éphémère candidate à la présidentielle, a souhaité apporter son soutien au chanteur Gims, après une interview dans laquelle il expliquait que l'or en haut des pyramides en faisait des antennes et que les Égyptiens, partant, l'Afrique, avaient inventé l'électricité. EDF a même lancé une campagne sur cette sortie. Rama Yade parle du lynchage dont Gims aurait été victime. Non, il a été moqué parce que sa sortie était grotesque et fausse. Il ajoutait, autre exemple, que les premiers habitants et chevaliers européens étaient noirs avant d'être massacrés par les blancs venus d'Asie... Rama Yade lit avec naturel un texte. Son intervention est préparée, une affiche de son employeur américain, l'Atlantic Council, lobby atlantiste et multiculturaliste, et une image artistique de deux Africaines complètent le tableau et forcent le trait : Rama Yade est une Africaine pleine d'africanité. Et c'est en tant qu'Africaine qu'elle veut apporter son soutien à Gims. Elle parle de connexion du Congo, elle intervient pour que *«leurs enfants ne rasant plus les murs et marchent la tête haute»*.

La vérité historique ne l'intéresse pas, elle parle au nom de la justice, Gims a *«juste voulu corriger une injustice et réparer les Africains dans leur dignité d'hommes»*. Ce n'est pas du «wokisme», qui n'existe pas nous dit-on, c'est de la justice sociale à laquelle les faits doivent se plier et devant laquelle les historiens doivent abjurer. Pas de science. Pas de faits. Chacun peut formuler sa vérité dans une entreprise de renarcissisation. Il faut réparer les Africains des préjudices que leurs ancêtres ont subis. Plagiant saint Paul, Rama Yade explique que dans les propos de Gims *«ce n'est pas la lettre qui est importante mais l'esprit»*. Il dit n'importe quoi, mais son but est noble, sauver l'honneur d'un continent.

Rama Yade participe désormais à la critique permanente de la France dont le modèle républicain et universaliste est un modèle à abattre pour les Américains.

Fatiha Boudjahlat

Personne ne sera dupe de l'opportunisme et de la démagogie de Rama Yade qui doit se faire pardonner son sarkozysme passé. Elle a le zèle des convertis, sa religion est le multiculturalisme de ses nouveaux employeurs. Elle participe désormais, comme Rokhaya Diallo, à la critique permanente de la France dont le modèle républicain et universaliste est un modèle à abattre pour les Américains. Rama Yade dit «*Il n'y avait peut-être pas d'électricité en haut des pyramides mais il y avait mieux que ça*», la bipédie, l'agriculture, l'artisanat seraient nés en Afrique. Non, l'agriculture puis la sédentarité sont apparues au Moyen-Orient. Ce n'est pas un concours, c'est la vérité historique.

Rama Yade parle des Pharaons comme le «*couronnement du leadership africain*»... Rama Yade remercie Netflix et son documentaire histoire consacré à Cléopâtre, un documentaire, pas une fiction, qui mettait en scène une Cléopâtre noire. C'est tellement révélateur de l'univers de décors de carton-pâte dans lequel elle baigne désormais. L'intersectionnalité trouve vite ses limites puisqu'un avocat égyptien a porté plainte contre Netflix. C'est comique : la très islamique Égypte aime l'argent du tourisme mais maltraite les descendants des Égyptiens de l'Antiquité, les Coptes. Elle minore tout ce qui est pré-islamique. Mais est vexée que l'on dise que les pharaons aient pu être noirs.

Dans la nouvelle doxa «progressiste» toutes les opinions sont respectables, toutes les opinions se valent puisqu'elles sont liées à l'identité.

Fatiha Boudjahlat

Cela prête à rire mais c'est sérieux. Des paillettes de Rama Yade au militantisme politique de l'identitaire Kemi Séba, il y a un *continuum* qui fait de l'ethnie l'identité absolue des individus, qui fait du passé un droit de créance à perpétuité et l'Europe ainsi que la France doivent payer. Un *continuum* qui présente le passé comme une opinion, et une opinion comme un fait indiscutable. Cela nous concerne, puisque des élèves ne tirent leurs informations et leur savoir que des réseaux sociaux et se mettent à croire que le Wakanda a vraiment existé. Ou alors qu'il aurait existé si l'Europe ne s'était pas emparée des richesses africaines. L'opinion, les valeurs sont présentées comme le prolongement de l'identité épidermique, elles sont donc incontestables. Les contredire ou les contredire est alors perçu comme de la violence comme une agression. Le «wokisme» est profondément nombriliste.

Notre attitude est à interroger. Dans la nouvelle doxa «progressiste» toutes les opinions sont respectables, toutes les opinions se valent puisqu'elles sont liées à l'identité. Il n'y a plus de frontière à tracer entre le souhait, le ressenti, l'opinion et le fait, historique, scientifique ou médical. Il ne faut pas cliver. Complotisme, souvent associé à l'antisémitisme, et révisionnisme historique, et nous devrions laisser dire et laisser faire, par peur d'être taxé de «facho» ou d'être accusé de harceler. On ne harcèle pas quand on dément un mensonge, on ne harcèle pas quand on pourfend une fiction présentée comme équivalente en valeur à la vérité historique forgée après un long travail d'archéologie, de paléographie, d'études de textes. Quand c'est faux il faut le dire. La fiction n'est pas la réalité. Rama Yade solde ses comptes avec la France. Avec l'intégrité et la vérité aussi.

5 mai 2023 (Figaro Vox)

[L'«antiwokisme», dernier épouvantail de la gauche intellectuelle \(lefigaro.fr\)](#)

L'«antiwokisme», dernier épouvantail de la gauche intellectuelle

Par [E.H.](#), [Pierre-henri Tavoillot](#) et [Xavier-laurent Salvador](#)

TRIBUNE - Mis en cause par 200 universitaires dans une tribune du Monde intitulée *L'antiwokisme est infiniment plus menaçant que ledit wokisme auquel il prétend s'attaquer*, les universitaires, Pierre-Henri Tavoillot, Emmanuelle Hénin, Xavier-Laurent Salvador*, répondent, dénonçant la cécité d'une partie de l'intelligentsia française.

Mardi dernier est parue une tribune signée de 200 universitaires, intitulée: «L'[antiwokisme](#) est infiniment plus menaçant que ledit wokisme auquel il prétend s'attaquer.» Le péché impardonnable imputé aux «antiwoke» est d'avoir organisé, puis publié un colloque, «Après la déconstruction» (dont les actes ont été publiés chez Odile Jacob), qui critique les dérives des courants inspirés des *cultural studies*, et d'avoir fait la publicité du livre dans une vidéo.

À défaut d'argumenter, les auteurs se contentent de crier au retour des Chemises brunes ou noires et à la haine de l'étranger, épouvantail décati auquel ils sont les seuls à croire - ou à feindre de croire. Seule la quantité de signataires pouvait suppléer à l'indigence du réquisitoire. Quand la raison disparaît, la force est le seul recours et la grégarité tient lieu de vertu.

Que tant d'intellectuels puissent signer un texte aussi caricatural a de quoi inquiéter et confirmer le diagnostic de «[crétinarcas](#)» posé dans la vidéo incriminée. Tout comme le terme de patriarcat, ce néologisme ne vise pas des personnes - même si certaines s'y sont apparemment reconnues -, mais un principe systémique: celui de l'émancipation érigée en absolu, qui perçoit la raison comme un carcan et lui substitue la logique obsessionnelle de la domination.

Souvent, l'explication développée se réduit à un mot, tel celui d'«hétéropatriarcat», aux connotations savantes, véritable mantra épistémologique, qui aurait, comme le poumon de Molière, la vertu magique d'expliquer la plupart des maux de la société et qui fournit autant de problématiques toutes faites à des étudiants dont on exploite l'aspiration légitime à un monde plus juste.

Vers une «cancel culture» d'extrême droite?

Pour ces esprits formatés à s'émanciper, il serait urgent de dénoncer le «*tournant réactionnaire*» et la menace de nouvelles «*dictatures*» portées par l'«*antiwokisme*». Feignant de s'effrayer devant le risque d'une «cancel culture» d'extrême droite, les auteurs ne citent que des exemples américains, et pour cause, car ils seraient bien en peine d'en trouver un seul en France.

Étrangement, ils n'évoquent aucune des nombreuses «cancellations» pour non-conformité à la doxa bien-pensante: qui annule les conférences de Caroline Eliacheff et de Céline Masson? Qui empêche de parler Nathalie Heinich ou Sylviane Agacinski? Qui, à Sciences Po, déprogramme les cours sur Darwin? Qui, à Paris I, supprime un séminaire de philosophie parce qu'il s'intitule «L'énigme transsexuelle»?

La justification implicite de ces rodomontades est la certitude de leurs auteurs ou sympathisants d'incarner le Progrès, d'obéir au sens de l'Histoire. Le XX^e siècle et son cortège d'atrocités auraient dû avoir raison de cette croyance naïve, mais le mythe progressiste demeure: sans cesse réactivé - donc littéralement réactionnaire -, mais jamais interrogé, il se réduit désormais à la création de droits, en l'occurrence celui de transgresser la raison.

Sur France Culture, un professeur de littérature favorable à la «cancel culture» peut ainsi affirmer doctement: «*Changer les mots, ce n'est pas réécrire.*» Il n'y a pas plus de droit à la déraison qu'il n'y a

de droit à la raison, car celle-ci est une exigence, une ascèse, même: seuls les moyens de l'exercer ou de la faire advenir peuvent faire l'objet d'un droit, tel celui à la *«libre communication des pensées et des opinions»*, défini par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. À ce titre, il convient de veiller à ce que l'opposition au wokisme n'emploie que les armes de la raison et ne devienne, par mimétisme, un populisme manichéen.

«La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre. Qu'elle soit accordée, et le reste suivra», écrivait Orwell dans *1984*. De fait, le héros du roman est torturé jusqu'à ce qu'il accepte d'écrire que deux et deux font cinq. *Comme le dit encore Orwell, «au bout du compte, le Parti annoncera que deux et deux font cinq et il faudra bien l'accepter. Ce que sa philosophie nie tacitement, ce n'est pas seulement la validité de l'expérience, mais l'existence même d'une réalité extérieure»*.

Cette prophétie prend une pertinence singulière à l'heure où certains affirment que « $2 + 2 = 4$ pue le suprémacisme du patriarcat blanc» (Laurie Rubel, Brooklyn College) et qu'«il n'y a pas d'objectivité du savoir scientifique» (Rachele Borghi, Sorbonne Université).

La vraie menace

Le 30 avril dernier, vingt-neuf éminents scientifiques du monde entier ont publié un article intitulé «In Defense of Merit in Science». Ils s'alarment du risque que les idéologies identitaires font peser sur les progrès de la science quand elles affirment que la science serait raciste, patriarcale et coloniale, rejetant l'idée d'une vérité objective au profit de récits alternatifs, relatifs à chaque culture. Or *«la science ne connaît ni race, ni genre, ni religion. (...) Il n'y a pas de chimie queer, de physique juive, de mathématiques blanches, ni d'astronomie féministe»*. Après les précédents de la science prolétarienne et de la science aryenne, quelle amnésie nous a donc frappés pour qu'il soit besoin de le rappeler?

Défendre la démocratie, ce n'est pas agiter des terreurs d'arrière-garde, mais sauver le débat d'idées face aux procédés violents de censeurs ineptes et grégaires. Faire le procès de la rationalité comme une valeur colonialiste, injurier et «canceller» les infréquentables, promouvoir la vision immature d'un monde en noir et blanc, où le mal serait toujours dans l'autre et dans la société, jamais en soi, de sorte qu'il faudrait l'éradiquer par tous les moyens, y compris les plus déloyaux: n'est-ce pas la vraie menace qui pèse sur la démocratie, et sur notre humanité même?

5 mai 2023 (NZZ)

[Wahl Geschlecht und Joghurt: Der Westen lockt mit Möglichkeiten \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Vom Joghurt bis zum eigenen Geschlecht: Die moderne westliche Gesellschaft kann auswählen – doch die vielen Optionen sind nicht für alle gut

Bereits vor 30 Jahren beschrieb der Soziologe Peter Gross die Multioptionsgesellschaft. Für unsere Gegenwart sagte er gigantische Migrationsströme, Überforderung und ein grosses Missverständnis voraus. Anfang Jahr ist er verstorben. Sein Vermächtnis bleibt.



Der Luxus, sich aus der Fülle für etwas entscheiden zu dürfen, wird für manche zum Druck. Im Bild: Schauspieler Desi Arnaz in einer Aufnahme von 1955. Hulton Archive / Getty

Jedes Jahr wollen Hunderttausende Menschen aus zentralamerikanischen Ländern in die USA und Kanada einwandern. Zehntausende versuchen, selbst unter grosser Lebensgefahr das Mittelmeer zu überqueren, um in einem europäischen Land Asyl zu beantragen. Was sie in den Westen zieht, sind unter anderem die zahllosen Möglichkeiten. Der Sog der Freiheit.

Diese bedeutet aber auch: die Qual der Wahl. Als solche erleben viele Menschen die stetig wachsende Zahl der Optionen, die immer mehr Entscheidungen erfordern. Der Luxus, sich aus der Fülle für etwas entscheiden zu dürfen, wird für manche zum Druck.

Beides hat der St. Galler Soziologieprofessor Peter Gross vor bald 30 Jahren vorausgesagt. Damals entwarf Gross das Zukunftsszenario einer «Multioptionsgesellschaft». Treiber dieser Gesellschaft sind nach Gross drei Kernprozesse: die fortlaufende Schaffung neuer Optionen, die Entobligationierung und die Individualisierung.

Die Treiber der Optionenvielfalt

Die Steigerung der Optionen erlebt man an der ungeheuren Warenavielfalt, auf die die westliche Gesellschaft Zugriff hat. Das KaDeWe, das berühmte Kaufhaus des Westens in Berlin, bietet derzeit über 400 000 Produkte an.

Die Optionenvielfalt wird aber auch in der Lebensstilgestaltung deutlich. Wer hätte sich vor 20 Jahren zum Beispiel vorstellen können, dass man in der Schweiz heutzutage die Geschlechtszugehörigkeit frei wählen kann? Und wen überrascht es, dass immer mehr Menschen Teilzeit arbeiten oder keine Kinder mehr haben wollen, weil ihnen anderes wichtiger ist?

Zur steigenden Anzahl an Optionen kommt es infolge einer Erosion der Verpflichtungen. Gross bezeichnet diesen Prozess als Entobligationierung. Traditionen, die einst unhinterfragt befolgt wurden, werden zu Optionen umgeschmolzen: Man kann immer noch heiraten, muss aber nicht. Das heisst, die Traditionen verschwinden nicht, sondern können als Optionen freiwillig weitergepflegt werden. Aber sie haben ihren verpflichtenden und selbstverständlichen Charakter verloren.

Man kann also sonntags den Gottesdienst besuchen, wenn man will. Müssen tut man es nicht mehr. Insofern ist der eher unübliche Begriff der Entobligationierung inhaltlich präziser als der verbreitete Begriff der Enttraditionalisierung, der eine Auflösung der Traditionen suggeriert. Wenn kollektive, traditionelle Verhaltensweisen optional werden, wird der Wahlentscheid dem einzelnen Individuum überantwortet. «Du musst halt selbst entscheiden, was du willst», lautet die Losung. Besonders dieser letzte Pfeiler der Multioptionsgesellschaft, die Individualisierung, kann überfordern.

Rückzug aus Überforderung

Wie wählt man im Restaurant, wenn es 50 verschiedene Pizzas gibt? Wie entscheidet man sich für einen bestimmten Partner, wenn Tinder Dutzende reizvolle Alternativen bietet? Welchen Beruf erlernt man, wenn der Schulabschluss die Tür zu 245 potenziellen Karrierewegen aufstösst? Wie erzieht man Kinder, wenn eine derartige Pluralität von Meinungen über «richtige Kindererziehung» herrscht?

Während die einen die Optionenvielfalt begrüssen und als Steigerung ihrer individuellen Freiheit erleben, fühlen sich andere in vielen Situationen überfordert. Wenn gesellschaftliche Leitplanken ihre Verbindlichkeit verlieren, nehmen Ungewissheit und Orientierungslosigkeit oft zu. Kein Wunder, haben Warentests, Vergleichsportale, Konsumentenforen und Ratgeberliteratur zu Lebensgestaltung und Selbstoptimierung Hochkonjunktur. Wir müssen laufend Komplexität reduzieren und Prioritäten setzen. Das kostet Energie.

Gegenbewegungen zum Modernisierungsprozess versprechen Entlastung. Fundamentalistisch-religiöse Sekten, die nach strengen Verhaltensregeln leben, aber auch Neokonservative, die der Entobligationierung einen Riegel schieben wollen, suggerieren die Möglichkeit von Gewissheit mittels klarer Orientierungsmassstäbe.

Gross war dennoch bereits vor drei Jahrzehnten überzeugt, dass sich der Sog der Multioptionsgesellschaft, der Trend zur Steigerung und Vielfalt der Optionen, gegen alle Widerstände durchsetzen werde. Und er hat trotz den genannten Gegenbewegungen grundsätzlich recht behalten. Das zeigte zuletzt etwa der Lockdown im Zuge der Corona-Pandemie: Ein Grossteil der Bevölkerung litt unter den restriktiven Corona-Massnahmen so sehr, dass man sich nicht zum grossen Umdenken entschlossen hat, sondern vielmehr einen grossen Nachholbedarf verspürt: Die Anzahl der Flugreisen beispielsweise ist wieder explodiert, obwohl viele während der Pandemie einen fundamentalen Umbruch der Gesellschaft prophezeiten. Die meisten Menschen wollen so weiterleben wie vor Corona.

Der Preis dafür, die Wahl zu haben

Ein weiterer Beleg dafür, dass der Sog der Multioptionsgesellschaft sich durchsetzen – und Gross damit recht behalten – wird, ist **die Wirkung, die er besonders auf die Bevölkerungen ärmerer und von Diktaturen beherrschter Staaten hat. Gross sagte voraus, was nun längst geschieht. Die Verheissungen der westlichen Multioptionsgesellschaften werden weltweit bis in die entlegensten Dörfer hinein aufgeblendet, in Werbeanzeigen und Filmen oft in idealisierter Form, und seit dem Internet sind sie auf jedem Mobiltelefon einsehbar.** Besonders die sozialen Netzwerke wurden zu wichtigen Treibern für die Ausbreitung der Multioptionsgesellschaft.

Die Motivation junger Menschen, das eigene Land und dessen Restriktionen zugunsten eines Lebens in Wohlstand, Frieden und Freiheit zu verlassen, ist laufend gestiegen. Die Schweiz bekundet, wie viele andere Länder, immer mehr Mühe damit, die vielen Asylsuchenden unterzubringen. Selbst in Grossbritannien blieb das grosse Versprechen der Brexiteers, die Immigration wieder selbständig zu kontrollieren, unerfüllt: Die Immigration nahm laufend zu. Statt Europäer kommen nun Afrikaner und Asiaten.

Die Aufnahmebevölkerungen sind gespalten zwischen schroffer Zurückweisung illegaler Immigranten und humanitärer Willkommenskultur. So stiess die Ankündigung des englischen Premierministers Rishi Sunak, alle illegalen Einwanderer rigoros abzuschieben, selbstverständlich umgehend ebenso auf grosse Zustimmung wie auf namhaften Widerspruch.

Das Missverständnis

Die Erwartungen und Hoffnungen der ankommenden Menschen bleiben denn auch oft unerfüllt: Die gesellschaftlichen Realitäten erweisen sich als härter und unerbittlicher als zuvor vorgestellt. Denn die Multioptionsgesellschaft wird oft dahingehend missverstanden, dass allen Menschen sämtliche Optionen zur Verfügung stehen. Aber die gesellschaftliche Ungleichheit, der Unterschied zwischen Arm und Reich, besteht weiter.

Auf der Ebene des Konsums begrenzt das eigene Budget die Optionen, und auf der Ebene der Lebensgestaltung sind viele Immigranten von der Vielfalt der Möglichkeiten überfordert. Es überrascht daher nicht, dass viele ihre angestammten und oft religiös legitimierten patriarchalischen und tribalen Strukturen importieren und in Form von Parallelgesellschaften weiterpflegen. Wenn Gross auch hier recht behält, werden die Kinder und Kindeskinde der Einwanderer ihr Leben aber freier gestalten wollen. ???

Option glücklich alt werden

Die Kernprozesse der Modernisierung lassen sich zwar in vielen gesellschaftlichen Feldern beobachten, reichen aber nicht aus, um komplexe Problemlagen analytisch ausreichend zu klären. Dies werde, so Gross, von genügend anderen Experten geleistet. Was ihn vor allem faszinierte, war, in Alternativen zu denken und Möglichkeitsräume zu erkunden. Eine solche Möglichkeit war für Gross etwa das Beibehalten der Optionen im Alter. Dabei scheute er sich nicht, vorherrschende Meinungen infrage zu stellen und andere zu provozieren.

Nach seiner eigenen Pensionierung etwa trat Gross vehement dafür ein, menschliches Altern nicht nur als Zerfall und die gesellschaftliche Überalterung nicht nur als Problem abzuhandeln, sondern vielmehr das Positive zu sehen. In «Glücksfall Alter» wie in «Wir werden immer älter. Vielen Dank. Doch wozu?» strich er heraus, was für grossartige neue Optionen ein Rentnerleben biete: eine neue Lebensphase, in der man sich – von den früheren Zwängen befreit – auf den Sinn seines Lebens konzentrieren könne.

Mit seiner Strategie, neue Möglichkeiten zu erkennen, wo andere nur Probleme sehen, fand Gross Resonanz. Im schriftlichen Ausdruck versiert und als manuskriptfreier Redner eloquent, vermochte er viele zu inspirieren. Im Intellektuellenranking 2006 der Zeitschrift «Cicero» wurde er als einer der zehn wichtigsten Denker der Schweiz ausgezeichnet. Ende Januar verschied Gross im Alter von 81 Jahren.

5 mai 2023 (The Economist)

[Emmanuel Macron hopes to reinvent himself in 100 days | The Economist](#)

Charlemagne

Emmanuel Macron hopes to reinvent himself in 100 days

France's president would also benefit from curbing some of his own instincts



May 4th 2023

During his audacious first bid for the French presidency, in 2017, Emmanuel Macron would scold supporters at campaign rallies who jeered when he name-checked his rivals. “Don’t whistle at them; let’s beat them!” the 39-year-old pretender urged the crowds with a smile, adapting a slogan borrowed from the high priest of political positivity, America’s Barack Obama. French politics, Mr Macron argued forcefully then, was in need of benevolence and collective endeavour not obstructive division. It was time to move an irritable, rebellious country to a more stable, consensual place.

Six years later, France seems stuck in an impasse. The French are once again fired up by revolutionary rage and seem convinced that the country is run by an anti-democratic despot bent on destroying the bedrock of all that the French cherish. The opposition trades in a form of declinist *misérabilisme*. The grotesque effigies of the president’s head in a noose, or the burning of bins on the cobbled streets of Paris, glorify violent revolt. On May 1st an armour-clad policeman was set alight by a Molotov cocktail. It was the low point of the 13th one-day strike against Mr Macron’s modest decision to raise the minimum pension age from 62 years to 64, which is now law. Petrol-bombing troublemakers represent a minuscule minority. But 63% of the French want to keep up the struggle against the new law, and 72% say they are unhappy with Mr Macron as their president.

The latest instrument of choice for protesters is more prosaic, but no less symbolic: the saucepan. A few years back the *gilets jaunes* (yellow jackets) adopted high-vis fluorescent jackets to mark the fury of those who felt invisible and ignored by the president. This time, protesters stage *casserolades*, or concerts of banging pots and pans, to signify discontent at his failure to listen. Saucepan-banging was popular in the 1830s among republicans contesting Louis-Philippe’s reign, and it did not end well for him. Today’s cacophony of metallic banging may not drive Mr Macron from his palace. But the message is forceful: if the president will not listen to us, then we will make sure we cannot hear what he has to say. Mr Macron has given himself 100 days to conduct a mini-tour of France, to talk to people and try to reset his presidency. The *casseroleurs* are set on drowning out his voice.

Take a step back, and there is something deeply strange about a society that has so much going for it working itself into such a frenzy about so little. France has a robust, redistributive welfare state, high levels of social spending, falling unemployment, long holidays, world-leading corporate brands, a healthy stockmarket, a thriving tech sector, lower inflation and stronger economic growth than Germany. Every evening, images of real war and extreme hardship on the European continent are beamed into its living rooms. Yet France has turned the raising of the pension age to 64 into a national psychodrama. Forget the coming upheaval of artificial intelligence, or quantum computing, or the worrying level of southern Europe’s water table. France is heading to the barricades to fight yesterday’s battles. And its re-elected

president is portrayed, absurdly, as an autocrat for having gone ahead and done what he said during his campaign that he would.

The reasons for all this are numerous. Obstreperous opposition parties at both extremes thrive on division and fear. The weak and divided centre-right Republicans cannot decide whether their future lies in co-operating with Mr Macron or making trouble. The constitution creates excessive expectations of a single leader. Militant unions care little for the culture of consensus. Among the books prominently displayed for sale during a recent day of protest in Paris were Lenin's "The State and Revolution" and Alan Woods's "The Ideas of Karl Marx".

The president also bears a big share of the blame. His original sin was a failure, after his re-election in April last year, to campaign properly for the parliamentary elections two months later. Mr Macron lost his majority, mishandled his pension reform, alienated even moderate union leaders, and found himself having to push the law through parliament without a direct vote. The advocate of consensus-building between the left and the right ended up driving a bulldozer through the centre of French politics. On April 28th Fitch, a ratings agency, downgraded France's sovereign debt to the same level as Britain's, citing "political deadlock and (sometimes violent) social movements".

No sound of silence

Where does this leave Mr Macron, who has four more years in office? Guiding and nudging the prickly French out of their comfort zone is a challenge for any leader. For the president, his "100 days" is a way of buying time, giving people a chance to let off steam and countering the populist charge that he is disconnected. For those who meet him on his walkabouts, it is a chance to tell him to his face—and boy, does he get close—how angry they are.

This period also gives Mr Macron time to work out how to govern differently. Fresh parliamentary elections would probably leave him even shorter of a majority. A new prime minister would make sense only if he or she could reboot the government. Without a formal coalition, bill-by-bill negotiation will render tricky anything but the most uncontroversial reform.

Mr Macron is a serious, intelligent, ideas-driven leader, who thinks ahead and knows where he is trying to take France. But he is also someone who reckons he knows better than everybody else, and has trouble concealing it. This makes his connection with the French tense, and his governing style solitary and abrasive. In this respect, the saucepan-banging is a broader metaphor. For there is a big difference between talking and listening, not to mention believing that your interlocutor has something useful to say. If a reinvented president is to emerge from the "100 days", it might usefully be one who has also learned to curb his own instincts.

5 mai 2023 (The Economist)

[Europe will need to fundamentally reset its fiscal policies | The Economist](#)

The reckoning

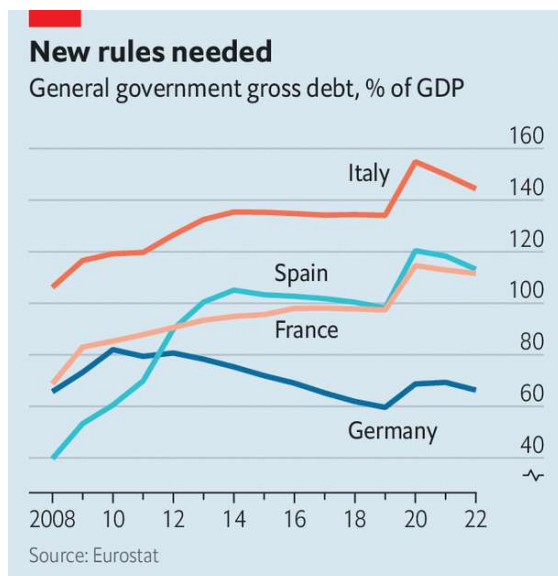
Europe will need to fundamentally reset its fiscal policies

With spending and interest rates high, a fight over the EU's debt rule is only the start



May 4th 2023

Fiscal rules always have exemptions. The one California passed in 1849 had an exception in case of insurrection. Many resource-rich countries' rules can be suspended if commodity prices crash. And most guidelines have some kind of out in case of a pandemic. But in Europe exemptions have become so frequent lately that it is not clear how to reinstate the rules at all.



The Economist

The eu's member states are arguing with Brussels over how to change the rules before re-applying them. Debt levels and interest rates are far higher than in 2019, when the rules last applied (see chart). But spending needs for security, defence, energy and climate protection have gone only one way. The European Commission's latest proposal for a new set of rules was criticised by all sides, which is often a sign of a decent compromise.

But this is a sideshow. "The risk of the current discussion on fiscal rules is that we lose sight of the bigger picture," says Sander Tordoir of the Centre for European Reform, a think-tank. The eu is heading for a spending squeeze that requires not rule-tweaking, but a new fiscal settlement.

Start with climate. The eu's target of cutting emissions by 55% by 2030, relative to 1990, requires additional public spending of more than 1% of gdp per year over the current decade, reckons Agora

Energiewende, a think-tank. The more governments allow the eu's carbon-permit price to rise, or impose tighter emissions regulations, the lower the public bill. But few governments are willing to be tough with voters: most would rather try to lower emissions by doling out subsidies.

The most egregious of these, in Italy, has cost the treasury around €130bn (\$144bn, or 7% of gdp) since 2020. Part of it is known as the "superbonus" scheme, which gave home-owners transferable tax credits amounting to 110% of the costs of energy-saving renovations. It was recently curtailed to a still generous 90%. More handouts are coming: Germany's proposal to make new domestic heating systems run on 65% renewable power from 2024 has elicited fierce resistance. Kevin Kühnert, the secretary-general of the governing Social Democrats (spd), has already hinted at further subsidies.

Defence is the next big-ticket item. Germany has set up a €100bn fund to plug its armed forces' most urgent gaps. Experts agree that it will not be enough. Defence spending is set to increase there from the current 1.5% of gdp in 2021 to about 2%. Within the euro zone, only Greece and the Baltic states spend more than 2% of their gdp on defence. Overall, European countries will have to spend about 0.5% of gdp more on defence in the coming years to reach nato's target of 2%.

The urgency of defence increases was prompted by Russia's invasion of Ukraine. But that invasion entails another big bill: rebuilding Ukraine, and perhaps integrating it into the eu. The cost of reconstruction will be around €380bn over a decade, reckon the World Bank, the eu, the un and the Ukrainian government in a joint assessment. America has shouldered by far the biggest chunk of military assistance, and will expect Europe to pay for much of the repair bill. Part will come from the private sector, but public spending on reconstruction could still amount to €30bn per year, another 0.17% of the eu's gdp.

Should Ukraine and its 44m citizens join the eu, the bloc's spending mechanisms will need an comprehensive overhaul. Bulgaria, a country of just 7m, is scheduled to get €28.5bn from the eu between 2021 and 2027, about €4,150 per citizen. If Ukraine got the same amount per head, the bill would come to around €180bn, or €25bn a year (0.14% of eu gdp). Either richer countries would have to pay more, or poorer countries would get less. But the latter seems highly unlikely: in April Poland and other border countries briefly blocked shipments of cheap Ukrainian grain because their farmers were angry at the competition.

Meanwhile the continent is getting old. Europe's working-age population is already shrinking; the total number of people in employment could soon follow. The commission projects annual age-related spending, which includes pensions and health care, will increase by 1.4 percentage points of gdp between 2019 and 2030. That will need to come from somewhere. Taken together, climate change, defence, Ukraine and ageing could add about 3.3% of gdp in spending per year.

There is little to offset the increased costs. A growing economy is unlikely to ease the burden. On the contrary, the party is over, as one Brussels official puts it, pointing out that the post-pandemic economic recovery is winding down. Medium-term projections put annual eu growth at below 2%. That is no surprise. A shrinking or at best stagnating workforce can only produce more with higher productivity or more capital. Most investment in renewables and energy efficiency will make the economy greener, but hardly more productive.

In the short term, most eu countries will manage. Inflation is pushing up revenues more than spending, for now. Southern Europe continues to enjoy the largesse of the eu's pandemic-recovery fund; as with defence, most countries are struggling to spend the cash. But the plans of fiscally strong places such as the Netherlands show increasing demand for government resources. The country that once led the "frugal four" plans to stick, just about, to the eu's old deficit limit of 3%, before looking set to breach it after 2025. Christian Lindner, Germany's finance minister, is pushing back against spending demands from his Green and spd coalition partners. The eu and its members will soon be forced to upend their fiscal policies. By comparison, the wrangling over fiscal rules is a walk in the park.

5 mai 2023 (The Economist)

[Governments are living in a fiscal fantasyland | The Economist](#)

Bust budgets

Governments are living in a fiscal fantasyland

The world over, they are failing to confront the dire state of their finances



May 4th 2023

Wrangling over budgets is always part of politics, but today's fiscal brinkmanship is truly frightening. In America Democrats and Republicans are playing a game of chicken over raising [the government's debt ceiling](#). As the drama intensifies, the stakes are getting dangerously high. Janet Yellen, the treasury secretary, says her department could run out of cash to pay the government's bills on June 1st if no deal is struck. Investors are beginning to price in the risk of what would be America's first-ever sovereign default.

The political point-scoring also misses a bigger and more enduring problem. America's budget deficit is set to balloon as its population ages, the cost of handouts swells and [the government's interest bill rises](#). We estimate that deficits could reach around 7% of gdp a year by the end of this decade—shortfalls America has not seen outside of wars and economic slumps. Worryingly, no one has a sensible plan to shrink them.

Governments elsewhere face similar pressures—and appear just as oblivious. Those in Europe are locked in a silly debate about how to tweak debt rules, at a time when the European Central Bank is indirectly propping up the finances of its weakest members. China's official debt figures purport to be healthy even as the central government prepares to bail out a province. Governments are stuck in a fiscal fantasyland, and they must find a way out before disaster strikes.

For the decade after the global financial crisis of 2007-09 falling interest rates allowed governments to sustain vast debt piles. Although Europe and, to a degree, America took an axe to public spending after the crisis, by the late 2010s it looked as if they needn't have bothered. Long-term interest rates kept falling even as debt rose. Japan's net debt passed 150% of gdp without consequence. When covid-19 struck, rich-world governments spent another 10% of gdp; Europe's energy crisis led to yet more handouts. Hardly anyone worried about more debt.

Those days of forgivingly low interest rates have now passed. This week the Federal Reserve raised rates again, to 5-5.25%. America will spend more on debt interest this year, as a share of gdp, than at any time so far this century; by 2030 the bill will be at an all-time high, even if rates fall as markets expect. Japan no longer looks so safe. Even though rates there are super-low the government spends 8% of its budget on interest, a figure that will shoot up should the central bank begin [tightening monetary policy](#).

Rising rates are squeezing budgets just as pressures to spend are mounting. Ageing populations mean that by the end of the decade the annual health-care and pension bill in the rich world will have risen by 3% of gdp. The figure is 2% even in emerging markets, including China, where by 2035 there will be

420m over-65s. In the West policymakers have yet to deliver on promises to spend more on defence in light of Russia's invasion of Ukraine and tensions between America and China over Taiwan. And the whole world needs more green public spending if it is to decarbonise rapidly.

All told, the picture is forbidding. Take America's Inflation Reduction Act, which was supposed to reduce deficits. Its green tax credits were forecast to cost \$391bn over a decade, but are now expected by Goldman Sachs to cost an eye-watering \$1.2trn. Add that and the likely extension of temporary tax cuts enacted during Donald Trump's presidency to official projections, and [America is on a path to budget deficits of 7% of gdp](#), even as the economy grows.

Such looming pressures make politicians' proposals look wildly unrealistic. The bill to raise America's debt ceiling passed by Republicans in the House of Representatives on April 27th caps spending in 2024 at its level in 2022, and then raises budgets by 1% a year. That may sound reasonable but it excludes mandatory spending on pensions and health care and ignores inflation. Exclude defence spending as well and it implies a real-terms budget cut of 27% compared with current plans.

Germany's government seems to think that a [target of 60% for debt-to-gdp ratios](#) can credibly apply to places like Italy, which has net debts of more than twice that amount. In Britain the government makes a mockery of its rules, for example by promising tax rises that are perennially postponed. A few months of better-than-expected receipts are enough to set off a clamour for tax cuts among the ruling Conservatives, only months after Britain faced a bond-market crisis.

China's increasing indebtedness is kept off the books in opaque "financing vehicles" used by local governments. Include everything and China's total public debts are over 120% of gdp, and will rise to nearly 150% by 2027, on imf forecasts. Such levels of debt are affordable only because China has an ocean of domestic savings, kept captive by its restrictions on capital flows. Public indebtedness means that the government cannot achieve its plan to rebalance its economy towards consumption and internationalise the yuan.

Politicians need to get real, fast. Public debts are in danger of becoming unmanageable, especially if interest rates stay high. Every step up in borrowing hampers governments' ability to respond to the next crisis. And there are limits to how far spending can be controlled. Politicians could dial down their promises to pensioners or ensure that their role in the green transition is not larger than it needs to be. But there is little public appetite for austerity, and spending is bound to rise as populations age. More defence spending and green investment are essential.

All this makes tax rises inevitable. And more taxation makes it crucial to raise money in ways that are friendly to economic growth. Britain's under-taxation of posh houses is scandalous; America lacks a value-added tax and China sorely needs its long-promised property tax. Carbon emissions should be taxed sufficiently everywhere, which would also encourage the private sector to invest more in decarbonisation and thereby reduce the need for public spending to that end.

Leaving fiscal fantasyland will be painful, and there will undoubtedly be calls to put off consolidation for another day. But it is far better to make a careful exit now than to wait for the illusion to come crashing down.

This article appeared in the Leaders section of the print edition under the headline "Stuck in fiscal fantasyland"

4 mai 2023 (NZZ)

[Die EU ist Zahlmeister und Zaungast im Nahostkonflikt \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch)

Die EU ist nur noch ein Zaungast in Nahost

Ursula von der Leyen hat mit einer harmlosen Grussbotschaft zu Israels Staatsgründung viel Wut auf sich gezogen. Der Vorfall zeigt, wie wenig die EU in der Region noch zu sagen hat.

Daniel Steinvorth, Brüssel

04.05.2023, 05.35 Uhr



EU-Kommissions-Präsidentin Ursula von der Leyen legt im Juni 2022 in der Holocaust-Gedenkstätte Yad Vashem in Jerusalem einen Kranz nieder.

Ronen Zvulun / Reuters

Im Nahostkonflikt kann man es keiner Seite recht machen. Davon können nicht nur sogenannte Friedensvermittler ein Lied singen. Auch die Präsidentin der EU-Kommission, Ursula von der Leyen, ist jetzt auf dieses politische Minenfeld getreten. Sie veröffentlichte vergangene Woche [ein Grusswort zum 75. Jahrestag der israelischen Staatsgründung](#). Seither muss sie sich von arabischen Kommentatoren anhören lassen, ein [Sprachrohr «antipalästinensischer Rhetorik»](#), eine [Komplizin des israelischen «Apartheidregimes»](#) und dergleichen mehr zu sein.

Beleidigte Autonomiebehörde

Ihr Vergehen? Von der Leyen gratulierte den Israeli dazu, nach dem Holocaust einen Traum verwirklicht zu haben. «Nach der grössten Tragödie der menschlichen Geschichte konnte das jüdische Volk endlich ein Zuhause im versprochenen Land errichten», sagte sie. «Heute feiern wir 75 Jahre lebendige Demokratie im Herzen des Nahen Ostens. 75 Jahre Dynamik, Einfallsreichtum und bahnbrechende Innovationen. Sie haben die Wüste buchstäblich zum Blühen gebracht, wie ich bei meinem Besuch in der Negev im vergangenen Jahr feststellen konnte.»

«Die Wüste blühen lassen» – das ist für viele Israeli ein geläufiges Sprachbild, um auf die vielen Erfolge des Landes seit 1948, [nicht nur bei der Urbarmachung des Bodens](#), hinzuweisen. Für die Regierung von Palästinenserpräsident Mahmud Abbas ist es dagegen ein Ausdruck, der suggerieren soll, dass die Region vor der Gründung des Staates Israel weder bewirtschaftet noch bewohnt gewesen sei. Von der Leyen habe mit ihrer «rassistischen» Rhetorik die Palästinenser beleidigt und dem Ansehen der EU geschadet, teilte die Autonomiebehörde mit. Dafür müsse sie sich entschuldigen.

In Brüssel versteht man die Kritik nicht. Ein Sprecher sagte, dass sich die Kommissionspräsidentin lediglich darauf bezogen habe, dass Israel frühere Wüstengebiete landwirtschaftlich nutzbar gemacht habe – ein Faktum; wovon sich von der Leyen bei ihrer letzten Israelreise 2022 ja selbst ein Bild habe machen können. Der Sprecher verwies auch darauf, dass die EU der wichtigste Geldgeber der Palästinenserbehörde sei; dass man das Streben des palästinensischen Volkes nach einem Staat unterstütze und dass man sich selbstverständlich weiterhin für eine Zweistaatenlösung einsetze.

Zahlmeister, mehr nicht

Tatsächlich beteiligt sich die EU seit bald drei Jahrzehnten an der Finanzierung des palästinensischen Gemeinwesens. [Laut von der Leyen betrogen die Mittel aus Brüssel allein für das Jahr 2021 rund 600 Millionen Euro.](#) Der Staatenbund ist [unbestritten ein grosser Zahlmeister, aber er ist trotz der beeindruckenden Hilfe politisch einflusslos geblieben.](#) Von seinen finanziellen Hebeln macht er keinen Gebrauch. Die Zeiten, in denen Israeli und Palästinenser auf die EU hörten, ja sie sogar als glaubwürdige Vermittlerin akzeptierten, sind passé.

Die EU hat vor dem Nahostkonflikt resigniert. Sie konzentriert sich auf andere Krisen, auf den Ukraine-Krieg, auf die Energiesicherheit, auf China. Sie gibt sich gegenüber den Israeli und Palästinensern mit ritualisierten diplomatischen Praktiken zufrieden, mit Erklärungen zum Gewaltverzicht «an beide Seiten», [mit dem formelhaften Beschwören der Zweistaatenlösung.](#) Ohnehin sprachen die 27 Mitgliedstaaten gegenüber den beiden Konfliktparteien noch nie mit einer Stimme. Das sind nur einige Gründe, die Europas Rückzug aus der Region erklären.

Vor diesem Hintergrund erscheint die Aufregung um von der Leyens harmlose Grussbotschaft eigentlich wie ein Weckruf: Zwischen Israeli und Palästinensern herrscht tiefe Sprachlosigkeit, eine neue Gewalttrunde ist absehbar. Man würde sich wünschen, dass die EU dann als Akteurin, nicht als Statistin in Erscheinung träte.

4 mai 2023 (WSJ)

[Why French Protesters Are Banging Pots and Pans - WSJ](#)

Why French Protesters Are Banging Pots and Pans

Anger at President Emmanuel Macron has revived the casseroade, an expression of popular discontent that dates back centuries.



A protester in front of Paris's city hall, April 24.

PHOTO: NOEMIE COISSAC/HANS LUCAS/REDUX

By Robert Zaretsky

May 4, 2023 10:56 am ET

Last month, after French President Emmanuel Macron raised the country's retirement age from 62 to 64 over bitter opposition, he gave a televised speech calling for "one hundred days of healing" through meetings and dialogues between the government and its opponents. Yet his declaration that he had "heard the anger" of the public went unheard in hundreds of public squares across France, where **crowds banged pots and pans in a form of protest known as casseroade, after the French word for saucepan, casserole.** "He did not listen to us," said one protester interviewed on French television, "so we won't listen to him."

The casseroade contagion has since enveloped Mr. Macron himself, whose first public appearances after his speech were also overwhelmed by pots and pans. Even corporations joined the **melee.** **When the president remarked that banging on casseroles "will not advance France," the French saucepan firm Cristel tweeted "Monsieur le Président, we make casseroles that do advance France."**

During his public appearances Mr. Macron is now surrounded by wide police cordons to keep out the cacophony, or at least keep it out of sight. **At a championship soccer match in Paris last week, he greeted players in a corridor by the locker room rather than on the field, as he traditionally does. (imprécis!)**

Even obscure government ministers have to be spirited out of back entrances or hustled into official cars by their staff, while others have curtailed or canceled their public appearances. On April 21, alarmed by the hemorrhage of cancellations, **the Economy Minister Bruno Le Maire insisted, "We must never flee our compatriots."** A few days later, his announced visit to the town of Sélestat was canceled when a local committee armed with pots and pans gathered at the local train station. During last week's Labor Day demonstrations, the sound of pots and pans punctuated the many chants and songs.

The 21st-century casserolade belongs to a tradition called the charivari in France and ‘rough music’ in England.

The 21st-century casserolade belongs to a tradition stretching back to the early modern era across much of Europe, called the charivari in France and “rough music” in England. Just how rough a music is captured in Thomas Hardy’s 1886 novel “The Mayor of Casterbridge,” in which a crowd produces “the din of cleavers, tongs, tambourines, kits, crowds, humstrums, serpents, ram’s horns and other historical kinds of music.”

The historian E.P. Thompson described this kind of protest as “raucous, ear-shattering noise” and “unpitying laughter,” creating a world of misrule where the traditional hierarchies of privilege and power were turned upside down. On such occasions, including prescribed ones like Mardi Gras, ordinary people reveled in razzing established authorities and razing ritual pieties. The noise-making and name-calling, argued historian Natalie Zemon Davis, were used to mark “affronts to the sense of order or justice,” even or especially when those affronts were committed by political authorities. **In the early modern world, it was one of the few chances for a king’s subjects to act rather than be acted upon.**

With the French Revolution, subjects became citizens with a stake in the nation, and **when efforts were made to restore the monarchy, the people dusted off their pots and pans.** In the 1830s, satiric newspapers like *Le Charivari* mocked King Louis-Philippe with pear-shaped caricatures, while bands of Parisian youths serenaded his ministers under the cover of darkness with a casserolade. **In an era when most French people could not vote, pots and pans were a way to make their voices heard.**

Today many French citizens also believe their voices have been ignored by President Macron, and they are once again turning to casserolades as politics by other means. Mr. Macron cites Charles de Gaulle as a source of inspiration, but his resemblance to Louis-Philippe is more telling. Both leaders presented themselves as technocrats who cared about economics more than politics, with the king embracing the industrial revolution and the president extolling the digital revolution.

Louis-Philippe, who had been brought to power by a revolution in 1830, was dethroned by another revolution in 1848. Unlike his royal predecessor, **President Macron is term-limited, with four more years to serve, and there is little hunger for another revolution.** **Yet the sound and fury of the casserolades signify something about the state of the nation he will preside over until he retires from the presidency—well before the age of 64.**

Mr. Zaretsky is a professor in the Honors College at the University of Houston and the author of “Victories Never Last: Reading and Caregiving in a Time of Plague” (University of Chicago Press).

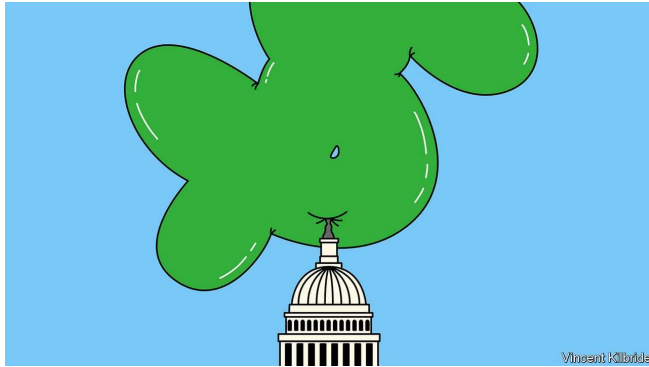
4 mai 2023 (The Economist)

[America faces a debt nightmare | The Economist](#)

In God we trust

America faces a debt nightmare

It is not just about gridlock in Washington



May 3rd 2023 | WASHINGTON, DC

On a wall in Manhattan, not far from Times Square, **America's debt clock ticks steadily higher, from \$3trn when it was inaugurated in 1989 to more than \$31trn today.** After climbing for so many years with no obvious economic fallout, it is easy to ignore, not least because it was moved from its location on a busy street corner to a quiet passageway. **But its relentless climb is suddenly a risk to the global economy.** That is because it is now butting up against **America's debt ceiling**—a [device](#) as manufactured as the clock itself, though which presents a far graver danger.

The debt ceiling is the amount Congress has authorised America's government to borrow in order to meet its **basic obligations, from providing medical insurance to paying military salaries.** The current ceiling for gross debt is **\$31.4trn (117% of gdp),** and America is careening towards it. On May 1st, Janet Yellen, the treasury secretary, warned that the government was set to exhaust its cash reserves and run out of budgetary gimmicks as soon as June 1st.

At this point, America would face either a sovereign default or swingeing cuts to state spending. Either outcome would be devastating for global markets. **A default would undermine faith in the world's most important financial system; big budget cuts could trigger a deep recession.** Even if Congress manages to raise the debt ceiling before anything so dire happens, **its flirtation with disaster serves as a warning about the deterioration of America's fiscal health and the difficulty of recovering it.**

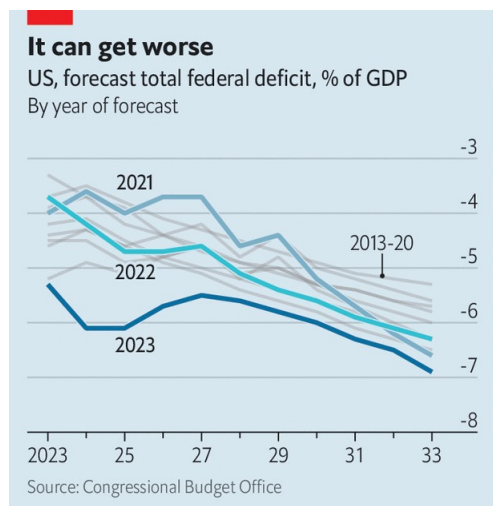
The debt ceiling is a political creation devoid of any fundamental economic meaning. No other country binds its hands in such a crude manner. However, this means it needs a political solution, which cannot be taken for granted given present gridlock. Investors have started to turn queasy amid **the uncertainty about whether Democrats and Republicans will be able to work together.** Yields on Treasury bills maturing in early June rose by a percentage point after Ms Yellen's warning, an indication few want to hold government paper that may get caught in the crossfire.

A bill proposed by Kevin McCarthy, Republican speaker of the House of Representatives, would push the ceiling into 2024, while slashing trillions of dollars in spending over the next decade and gutting plans to combat climate change. The bill passed the Republican-controlled House on April 27th but is a non-starter for Democrats, meaning it will not clear the Senate.

Separately, a gambit by Democrats in the House, known as a discharge petition, could enable a simple increase of the ceiling. But it would require five Republicans to break ranks with Mr McCarthy and side with the Democrats, which few are wont to do heading into an election year.

Still, the betting is that America's politicians will somehow find a way through the impasse, as they have **done in the past**. President Joe Biden has invited leaders from both parties to a meeting in the White House on May 9th, at which negotiations are likely to get under way—something Mr Biden had hoped to avoid, preferring a “clean” bill to raise the ceiling.

If and when this happens, America's budgetary gymnastics will fade from view, much like the debt clock itself. That, however, will be a shame, for **the country's finances are on increasingly precarious ground. The core measure of vulnerability is not, in the first instance, America's debt level but rather its ballooning fiscal deficit.**

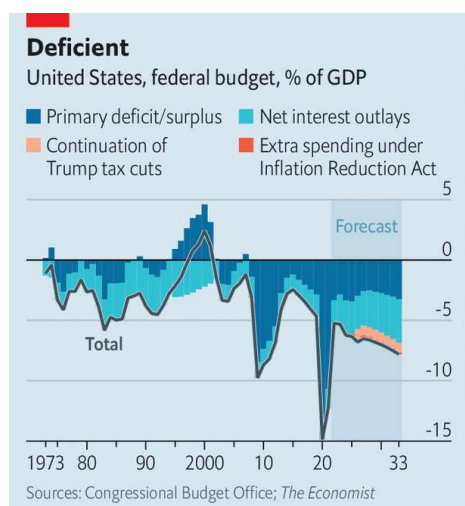


The Economist

Over the past half-century the federal deficit in America has averaged about 3.5% of gdp a year. In the near future such a deficit level—once seen by fiscal hawks as evidence of profligacy—may come to be viewed as a relic of a more prudent time. In its latest update in February, the Congressional Budget Office (cbo), a non-partisan body, projected that America's deficit would average 6.1% over the next decade.

This is probably an underestimate. The cbo does not include recessions in its projections. Even without the scale of spending unleashed when covid-19 struck, recessions lead to higher deficits as tax revenues fall and automatic stabilisers such as unemployment insurance rise.

Like many analysts, the cbo is also struggling to put a price tag on the Biden administration's vast new industrial policy. It initially thought spending on subsidies for electric vehicles, renewable energy and more would cost about \$400bn over the next decade. But because so many of the subsidies come in the form of uncapped tax credits, **Goldman Sachs, a bank, reckons the bill may be closer to \$1.2trn.**



The Economist

What's more, the cbo only offers projections based on current laws. As the political landscape changes, so do laws—with a disconcerting tendency for deficits to drift wider. In 2017 Donald Trump passed a series of tax cuts that are due to expire in 2025. In making its projections the cbo is required by statute to assume that they will expire as scheduled. Yet few politicians want to raise taxes. Mr Biden is also vying to implement a student-loan forgiveness plan that would add to the deficit.

When factoring in just a portion of these variables—the higher spending on industrial policy plus a continuation of Mr Trump's tax cuts—the deficit would average 7% over the next decade and hit nearly 8% by the early 2030s. Year after year, such expansive borrowing would lead to a vastly bigger national debt. On the cbo's trendline the federal debt would roughly double to nearly 250% of gdp by mid-century. Well before that time the debt clock in New York, which currently runs to 14 digits, would need to add a 15th as national debt crosses the \$100trn line.

There is no iron-clad threshold beyond which deficits or debt are a problem. Rather, they can be seen as corrosive, threatening to visit progressively more harm on the economy. **When debts are large to begin with, higher interest rates—in full display over the past year—are harder to digest.** The main reason the cbo recently revised up its deficit estimates for the 2020s is **higher financing costs for the government. At the start of 2022 it had anticipated rates on three-month bills to average 2% over the next three years; now it expects 3.3%. Whereas interest outlays amounted to less than half of defence spending over the past five decades, the cbo now projects they will be a third higher than such spending by 2033.** The guns-or-butter dilemma risks becoming a bonds-not-guns straitjacket.

Rates may come down in future. They may also stay high for a while yet. And in the higher-rate world that America now inhabits, large deficits can lead to pathologies. To fund so much borrowing, the government must attract a greater share of savings from the private sector. This leaves less capital for corporate spending, reducing the ability of firms to invest. With less new capital at their disposal, workers become less productive and growth slower.

At the same time, the government's need to attract savings from investors at home and abroad can place upward pressure on interest rates. The risk that investors, especially foreigners, decide to shift money elsewhere would add to America's fiscal vulnerability. That, in turn, would constrain the state's ability to deploy stimulus in the face of cyclical slowdowns.

The result would be an economy both poorer and more volatile than it would have been in a universe where deficits were kept under control. **In short, fiscal incontinence is something best avoided.**

How to avoid this sorry fate? The economic prescription is straightforward; the politics of delivering it are anything but. Even before the interest-rate shock, it was easy to anticipate that deficits would increase over time. **The biggest share of federal spending is mandatory expenditures on social security, health insurance and the like, which are prescribed by laws and not subject to the vagaries of the annual budget-setting process. Already big, they will bulge as the population ages. Annual spending on income support for the elderly will be as much as all spending on education, the environment, national defence, science and transportation by 2033.**

The government estimates that trust funds which help bankroll both social security and health programmes will be insolvent by the early 2030s. **At that moment America would face a basic choice between slashing benefits and raising taxes.** A similar calculation will apply to all other aspects of the federal budget: **some combination of reducing expenditures and raising revenues is the only way to prevent a crippling rise in the federal deficit.**

They ought to know

In reporting this article, your correspondent spoke to three former cbo bosses. As economists who have spent more time than just about anyone in America thinking about its fiscal picture, **they are uniformly worried about the risks of rising deficits and the lack of appetite for fixes.**

“The average American has gone through the 21st century with presidents who said we didn’t have a problem. So why should anyone bother now with hard reforms?” says Douglas Holtz-Eakin, who led the institution under George W. Bush. **“There’s going to be a generation of voters that can’t get anything they want, because all the money has been spoken for.”**

Doug Elmendorf, the cbo’s boss under Barack Obama, says Republicans have learned that it is toxic to cut entitlements, while Democrats have learned to steer clear of tax rises. “Both those positions are obviously politically popular, but they take off the table the biggest pieces of the federal budget,” he says. **“So it’s increasingly hard for either party to develop a plan that puts fiscal policy on a sustainable path, much less agree on a set of policies.”**

Keith Hall, boss from late in Mr Obama’s time through much of Mr Trump’s, **thinks it will take a fiscal crisis to force action.** “But then we’re looking at really draconian cuts that give us a bad recession, simply because they waited too long,” he says. “Policymakers, Congress and the president, they just don’t take it seriously.”

For all their concern about the fiscal outlook, the former cbo directors are, like most sane individuals, also unanimous in the view that **a failure to lift the debt ceiling now, therefore opening the door to default, is a horrific idea.** The mere threat of doing so risks further impairing the government’s finances by driving up borrowing costs and weighing down economic growth. **America requires a serious political debate and bipartisan agreement to put its budget on sounder footing.** Alas, its leaders are inclined **neither to seriousness nor to agreement**

4 mai 2023 (Le Point)

[Faut-il une grave crise de la dette pour réveiller la France ? \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr)

Faut-il une grave crise de la dette pour réveiller la France ?

ÉDITO. L'agence Fitch a eu beau dégrader la note de la France, les forces du déni empêchent encore que l'on prenne les mesures de redressement appropriées.

Par Étienne Gernelle



L'agence de notation Fitch a dégradé la note de la France. © Jakub Porzycki / NurPhoto / NurPhoto via AFP

Publié le 04/05/2023 à 07h15

La dégradation de la note de la France par l'agence Fitch a donné lieu à un exceptionnel **concours de tartufferies**. Celle-ci serait due, selon certains analystes de comptoir (en fin de soirée) et journalistes trop paresseux pour lire quelques pages d'austère littérature financière, à... la tourmente sociale. Autrement dit, si Macron n'avait rien fait sur les retraites, tout irait mieux... Autre sophisme frelaté : vous voyez bien que cela n'a servi à rien, puisque l'on est quand même mal noté. Les farceurs !

Quand on parcourt attentivement la prose de Fitch, on constate **que la France présentera un déficit public (5 % du PIB, selon elle, cette année) largement supérieur à la médiane des pays bénéficiant du label AA**. Sa dette, elle, a atteint 111,6 % fin 2022, plus du double de la même médiane des AA, située à 48,4 %... L'agence dit aussi que la réforme des retraites n'a qu'un effet « *modérément positif* ». Et lorsqu'elle mentionne les troubles qui l'ont accompagnée, c'est pour préciser que tout cela augure mal des réformes à venir **et fait même craindre que l'Élysée ne sorte - encore - son carnet de chèques**. Fitch regrette également que les prévisions du gouvernement soient trop optimistes. Bref, pas vraiment le délirant refrain, entendu durant nos débats, selon lequel il n'y aurait aucune urgence à réformer...

Paradoxe français. La France a-t-elle besoin d'une crise aiguë pour se réveiller ? L'Espagne et l'Italie, en 2011, ont réformé leurs retraites sous la pression directe des marchés. **En revanche, la Suède, dans les années 1990, et l'Allemagne, dans les années 2000, avaient réussi à refondre leur modèle avant que la banqueroute ne les guette vraiment**. Manifestement, ce n'est pas dans nos cordes. L'avertissement de Fitch ne sera probablement pas entendu tout de suite. Les forces du déni sont trop puissantes pour l'instant. **S'ajoute à cela le fait que la France dispose de filets de sécurité grâce à l'euro - garanti par la solidité de l'Allemagne - et au soutien de principe de la Banque centrale européenne**. Rien à voir avec la situation du Royaume-Uni, où, l'an dernier, la Première ministre, Liz Truss, fut débarquée en quelques jours après avoir annoncé un « minibudget » totalement irréaliste et fait plonger le cours de la livre.

En outre, et Fitch le dit aussi, la France dispose encore de robustes atouts : une économie puissante et « *diversifiée* », une inflation moindre que chez ses voisins, un marché du travail qui s'est amélioré sous l'effet des réformes (notamment celle de l'apprentissage), qui lui ont permis de se rapprocher de la moyenne européenne en matière de chômage, un secteur bancaire sain et des institutions fortes. **Paradoxe français : cela va très mal, mais pas encore tout à fait assez pour que l'on se décide à se soigner vraiment.** « *Là est la crise, la véritable crise, crise de caractère, crise de volonté* », disait Clemenceau.

Il n'y a pas de héros dans cette affaire. Évidemment pas du côté de l'Élysée, où on laisse la dette se creuser alors que - c'est un comble ! - nous faisons partie des pays d'Europe où l'on paie le plus mal les enseignants, et où l'on investit le moins - en proportion - dans la recherche fondamentale. **Assurément pas non plus chez les apôtres du déni.** Oh, certains d'entre eux se disent peut-être qu'une « *nouvelle révolution n'est possible qu'en conséquence d'une nouvelle crise* », **selon les mots de Marx.** Libre à eux d'y croire. L'expérience récente, notamment celle de la **Grèce**, montre plutôt qu'une grave crise de la dette mène moins au Grand Soir qu'à la grande purge budgétaire sous l'égide du FMI. **Alors, tout le monde se mettra peut-être à lire cette si ennuyeuse littérature financière.**

4 mai 2023 (Le Laboratoire de la République)

[Mur de la haine : « une logique qui rappelle les mouvements totalitaires » - Laboratoire de la République \(lelaboratoirede.larepublique.fr\)](https://lelaboratoirede.larepublique.fr)

RÉPUBLIQUE INDIVISIBLE

MUR DE LA HAINE : « UNE LOGIQUE QUI RAPPELLE LES MOUVEMENTS TOTALITAIRES »

par [Vincent Tournier](#) le 28 avril 2023

Les noms de 11 étudiants ont été inscrits dans la nuit du dimanche 2 au lundi 3 avril sur les murs de Sciences Po Lille par certains de leurs camarades. Leur seul tort : s'être opposés au blocage de leur école dans le cadre des manifestations pour la réforme des retraites. Vincent Tournier, professeur à Sciences Po Grenoble, qui avait subi un traitement comparable en 2021, réagit à l'évènement.



Le Laboratoire de la République : y a-t-il des éléments comparables entre l'évènement de ce week-end à l'IEP de Lille et ce que vous avez subi à Grenoble ? En particulier, les logiques à l'œuvre sont-elles les mêmes ?

En tout cas, cela commence à devenir une habitude. Nous avons eu l'honneur, mon collègue Klaus Kinzler et moi-même, d'ouvrir le bal en mars 2021. Puis est venu le tour de l'ancien directeur de Sciences po Lyon, Renaud Payre, et maintenant celui de ces malheureux étudiants de Sciences po Lille, cloués au pilori pour avoir osé contester les blocages.

Lorsqu'un évènement se produit une fois, il peut s'agir d'un accident ; mais lorsqu'il se répète, le problème est plus profond. Initialement, les accusations placardées sur les murs se contentaient de lancer des accusations générales, pointant par exemple le sexisme de Sciences Po. Le passage aux personnes est une nouvelle étape. On songe aux **dazibaos**, ces affiches chinoises qui, pendant la Révolution culturelle, consistaient à placarder le nom des déviationnistes pour les livrer à la vindicte populaire.

C'est triste à dire, mais nos étudiants ont beau avoir été biberonnés au lait de la démocratie et des grands principes libéraux, ils reproduisent une logique qui rappelle les mouvements totalitaires. On en est certes au stade embryonnaire, mais c'est quand même inquiétant.

Le Laboratoire de la République : le directeur de l'IEP de Lille a immédiatement réagi à l'évènement et a annoncé que l'établissement portera plainte. Dans le journal le Monde, il appelle à un « réveil collectif ». A-t-il des chances d'être entendu et suivi dans la communauté académique et les administrations universitaires ?

La réaction du directeur de l'IEP de Lille a été parfaite, même si lui-même, en janvier 2020, a annulé une conférence de l'avocat Charles Consigny et du journaliste Geoffroy Lejeune, qui devait se tenir dans son école. Cela nous rappelle qu'il faut éviter de créer des précédents qui peuvent encourager les excès.

C'est tout le problème : cela fait des années que, tout en prônant l'amour du débat, nous valorisons en réalité l'amour de la censure, comme le montre l'intense mobilisation contre les « discours de haine »,

soutenue activement par les institutions nationales et européennes. De ce point de vue, nos étudiants sont de braves petits soldats : ils ne font que mettre en œuvre les consignes officielles.

Quant au monde universitaire, il ne faut pas trop en attendre : non seulement la plupart des gens optent généralement pour la prudence, mais **de plus les étudiants sont officiellement encouragés à être eux-mêmes des délateurs, par exemple en matière de discriminations ou de sexisme.** Donc, là aussi, il ne faut pas être surpris par le résultat, et encore moins espérer une solution de ce côté tant que nous ne changerons pas le logiciel.

Le Laboratoire de la République : Pierre Mathiot évoque également « une forme de pureté militante », véritable bombe démocratique. Quelle solution pour traiter, auprès des étudiants, cette problématique ?

L'histoire nous apprend qu'il est quasiment impossible d'aller à l'encontre des grandes passions collectives, dont les causes sont certainement multiples et profondes.

La question que l'on peut quand même se poser concerne **l'impact de l'école.** Notre système scolaire a-t-il échoué à immuniser les étudiants contre les idéologies totalitaires ou a-t-il au contraire trop bien réussi en créant une sorte de conditionnement contre le fascisme, sorte de monstre brandi continuellement sans être réellement défini, **de sorte que les élèves sont amenés à accoler l'étiquette fasciste à tout et n'importe quoi,** prélude à des campagnes d'éradication au nom de la lutte du Bien contre le Mal ?

Cette seconde interprétation est d'autant moins exclue que l'activisme révolutionnaire n'a pas fait l'objet de la même délégitimation que le fascisme. **Un parfum de romantisme continue d'entourer la gauche radicale. Du reste, le système scolaire encourage les élèves à être des êtres hautement vertueux. La vertu actuelle ne consiste pas à aimer son pays et à respecter les lois, mais à traquer la moindre déviance supposée concernant l'immigration, le sexisme ou l'écologisme. D'une certaine façon, nous avons la jeunesse que nous voulons.** S'il y a un échec, la responsabilité est collective. Il faudrait peut-être en tirer des leçons pour les prochaines générations.

4 mai 2023 (The Spectator)

[Illinois high school offers racially segregated math classes - The Spectator World](#)

EDUCATION

Illinois high school offers racially segregated math classes

‘This course is restricted to students who identify as Latinx’

May 1, 2023 | 2:29 pm



Evanston Township High School, Illinois (Google screenshot)

Written By: [Amber Athey](#)

A high school in Illinois is offering math classes segregated by race, according to course listings for the 2023-24 school year found on the [school's website](#).

There are at least five course offerings at Evanston Township High School that are only open to either black or “Latinx” students.

A course description for an Algebra 2 class, for example, states that “this code for the course is restricted to students who identify as [Latinx](#), all genders.”

2 Algebra (Y) (N) Select		
MA0262	Grades 10, 11, 12	2023-2024
2 Credits		Pathway to Honors
Prerequisite: Geometry; recommend grade of C or better in Geometry and 1 Algebra course		
Students will study advanced algebra topics, including complex numbers, logarithms, polynomials, probability, rational expressions and conics. A graphing calculator is required. This code for the course is restricted to students who identify as Latinx, all genders.		

An Advanced Placement Calculus class is similarly “restricted to students who identify as Black, all genders.” There is a separate AP Calculus course for “Latinx” students, as well.

AP Calculus AB		Select
MA0515	Grades 11, 12	2023-2024
2 Credits	Advanced Placement	
Prerequisite: Precalculus; recommend grade of C or better in Precalculus		
<p>Students will study the equivalent of one semester of college calculus. Topics include a review of exponential, logarithmic, and trigonometric functions as well as limits, continuity, derivatives and their applications, slope fields, and integrals and their applications. Students will be able to create appropriate models for word problems, as well as use technology to explore new problems. Requires the use of a graphing calculator with functions of the TI-83 Plus or TI-84 Plus. This code for the course is restricted to students who identify as Black, all genders. AP Exam Information</p>		

There is only one course that is segregated by both race and gender: MA0512, a Precalculus course for sophomores and above that may only be taken by black males.

Precalculus		Select
MA0562	Grades 10, 11, 12	2023-2024
2 Credits	Pathway to Honors	
Prerequisite: 2 Algebra; recommend grade of C or better in 2 Algebra		
<p>Students will solve multi-part problems in context. Topics will include precalculus, trigonometry, function analysis, series, and limits. A graphing calculator is required. This code for the course is restricted to students who identify as Latinx, all genders.</p>		

Precalculus		Select
MA0512	Grades 10, 11, 12	2023-2024
2 Credits	Pathway to Honors	
Prerequisite: 2 Algebra; recommend grade of C or better in 2 Algebra		
<p>Students will solve multi-part problems in context. Topics will include precalculus, trigonometry, function analysis, series, and limits. A graphing calculator is required. This code for the course is restricted to students who identify as Black male students.</p>		

The prerequisites, credits and course descriptions for MA0512 (for “Black male” students) and MA0562 (for “Latinx” students of all genders) are otherwise identical to MA0502, the Precalculus course for tenth-, eleventh- and twelve-graders which is not restricted by racial group.

Evanston Township High School is located in Evanston, Illinois, an affluent suburb north of Chicago. It is the largest high school under one roof in the country, with the campus spanning sixty-five acres and boasting a greenhouse, planetarium, a nature center, gyms and two swimming pools. The high school’s move to offer separate math classes for students of certain racial groups echoes actions taken by colleges across the United States, which have started to offer [graduation ceremonies separated by race](#) in recent years.

Evanston is the fourth wealthiest city in the Midwest, according to [NerdWallet](#), and was the first city in the United States to issue reparations to black residents. The [first phase](#) of its reparations plan gave \$25,000 to sixteen residents for use on mortgage assistance, renovations or a down payment on a home to address historical segregation in housing. Evanston intends to give out \$10 million in reparations in total;

in 2023, the [city council voted](#) to expand the housing reparations program to include direct cash payments.

The Spectator has reached out to Evanston Township for comment.

Update, 3:35 p.m. ET: Evanston Township High School told *The Spectator* that while it is “proud” of its work increasing access to Advanced Placement math classes for “Black” and “Latinx” students, they do not “restrict” classes to students based on their identity. The high school acknowledged that language in its online course listings was not accurate.

“We do not have (and never have had) a process that restricts students from taking AP classes based on race. No ETHS student is restricted from taking an AP class based on identity or is required to take any class based on identity,” ETHS said in a statement.

The high school [updated the language](#) in its course listings after our report to indicate that courses are open to all students rather than restricted to students of a particular race or gender. However, certain course sections still say that they are “intended to support” students of color.

“While open to all students, this optional section of the course is intended to support students who identify as Latinx,” one section of Algebra 2 states.

“ETHS course offerings provide additional opportunities for students to take designated AP classes,” ETHS’s statement to *The Spectator* asserted. “This aligns with our goal to increase access to AP-level coursework at ETHS and is supported by the research on how to effectively increase access and success in AP classes for all students. As a result, access to AP classes for all students, including Black and Latinx students, has dramatically increased over the past decade. We are proud of our work.”

By [Amber Athey](#)

Amber Athey is *The Spectator*’s Washington editor and host of Unfit to Print on WCBM 680. She is the author of [The Snowflakes’ Revolt: How Woke Millennials Hijacked American Media](#). Amber was previously White House correspondent for the Daily Caller and a co-host of O’Connor & Company on WMAL.

4 mai 2023 (Le Figaro)

[Andreas Bikfalvi: «L'idéologie woke menace jusqu'à la science» \(lefigaro.fr\)](#)

«L'idéologie woke menace jusqu'à la science»

Par [Andreas Bikfalvi](#)

Publié hier à 19:56 , mis à jour il y a 56 minutes

TRIBUNE - Un groupe de scientifiques ont signé un article dans une revue universitaire pour alerter sur l'idéologie déconstructionniste, qui cherche à substituer au critère du mérite une logique identitaire, explique le professeur de biologie cellulaire et moléculaire à l'université de Bordeaux.

Andreas Bikfalvi travaille au Bordeaux Institute of Oncology. Ses travaux portent sur le cancer et la biologie vasculaire.

Vingt-neuf scientifiques de différentes nationalités, dont moi-même, se sont levés pour s'opposer aux attaques contre le mérite dans les sciences. Dans un article publié dans la revue à comité de lecture *Journal of Controversial Ideas*, nous mettons en lumière l'attaque idéologique contre la science qui se déroule dans les coulisses des universités, des maisons d'édition scientifiques et des instituts et agences de financement tels que l'Institut national de la santé (NIH) et la Fondation nationale des sciences américaine (NSF).

La notion de mérite est devenue politiquement incorrecte car elle perpétuerait des inégalités notamment en excluant des minorités sociales (ethniques, sexuelles ou genrées, religieuses, etc.) de divers secteurs de la société et en particulier des universités et des institutions scientifiques.

C'est la première fois qu'un groupe de scientifiques et intellectuels s'oppose publiquement aux tentatives actuelles de remplacer le mérite scientifique par une politique qui s'appuie sur une idéologie identitaire.

L'article, intitulé «In Defence of Merit in Science», est rédigé par une équipe interdisciplinaire de scientifiques et d'intellectuels issus d'un large éventail de domaines. Les auteurs comptent des scientifiques de très haut niveau qui travaillent aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Israël, et parmi lesquels figurent des lauréats du prix Nobel (Dan Shechtman, chimie, 2011, et Arieh Warshel, chimie, 2013), ainsi que cinq membres de l'Académie américaine des sciences (NAS).

Fin de la réalité objective

L'article décrit le conflit actuel dans la science entre les valeurs classiques issues de la modernité et des Lumières, et une nouvelle vision du monde issue du postmodernisme, de la théorie critique dans sa version raciale et du mouvement décolonial. La Social Justice Ideology, ou «théorie de la justice sociale», représente une nouvelle forme d'idéologie victimaire qui tend à déconstruire les acquis sociaux, scientifiques, artistiques et intellectuels de l'Occident accusés d'être l'expression d'une suprématie blanche ou hétéronormative.

Les différentes branches de la «théorie de la justice sociale» sont en tension entre elles, d'une part elles sont relativistes et transgressives (tels que la théorie du genre et la théorie queer) ou bien essentialistes (la race, même considérée comme une construction sociale, est essentialisée dans la «théorie critique de la race»), **mais elles ont en commun le concept d'intersectionnalité.**

Cette nouvelle vision s'oppose à l'existence d'une réalité objective et prétend que le monde ne peut être perçu qu'à travers l'«expérience vécue», qui à son tour dépend des caractéristiques

immuables du scientifique telles que son sexe et son origine ethnique. Par ailleurs, selon cette vision, la science est coupable car elle aurait perpétué le racisme et le sexisme et aurait été l'instrument d'un projet colonial.

Et cela ne concernerait pas seulement le passé mais perdurerait et s'appliquerait aussi à la situation présente. **Selon cette théorie, en raison de l'importance centrale de l'«expérience vécue», les scientifiques et leurs recherches devraient être évalués sur la base de leur identité de groupe (ethnie, sexuelle, genre, etc.) plutôt que sur leur mérite.**

Parce que la science est basée sur la recherche de vérités objectivables, l'idéologie de la « théorie de la justice sociale » menace l'ensemble de l'entreprise scientifique

Andreas Bikfalvi

Parce que la science est basée sur la recherche de vérités objectivables, l'idéologie de la «théorie de la justice sociale» menace l'ensemble de l'entreprise scientifique. Le mérite est l'un des piliers des sociétés modernes, de l'humanisme et de la démocratie car il est basé sur les qualités et les accomplissements de l'individu qui sont indépendants de son ethnie, de son sexe ou de ses croyances.

Même imparfait, le mérite se traduit dans les sciences par de la sélection des individus, de projets ou d'articles pour leurs qualités intrinsèques. Le mérite est attaqué par la «théorie de la justice sociale», car il fait fi des appartenances aux groupes sociaux spécifiques (qui ne doivent pas entrer comme critères dans l'évaluation) et perpétuerait donc inégalité et injustice sociale.

Or, la science, fondée sur le mérite, s'est avérée efficace et a produit une meilleure connaissance de la nature qui a conduit à des avancées technologiques et à l'amélioration de la condition humaine.

Nous lançons aussi un avertissement pour la science sur le continent européen. La pénétration de l'idéologie identitaire y est en marche forcée, notamment dans les pays du Nord, mais maintenant aussi en France.

Cette diffusion est aussi promue par certains appels d'offres de la Commission européenne, ainsi que des projets nationaux et régionaux (European Commission, Priorities for 2021-2027). La «théorie de la justice sociale» a une emprise forte sur les sciences sociales et s'est diffusée maintenant dans les sciences dures, les sciences de la nature et la médecine (STEMM). Certains chercheurs des disciplines STEMM sont devenus eux-mêmes des acteurs obsédés par la promotion des «théories de la justice sociale» dans les sciences et dans la médecine.

Cela a des conséquences importantes et entraîne: le remplacement du fondement épistémique par le «savoir» alternatif de «théorie de la justice sociale»; la recherche obsessionnelle du racisme et du sexisme supposés partout en sciences et en médecine; la conformité sociale et l'effacement de la diversité des points de vue en science et en médecine; la réduction de tout différentiel de santé au racisme, sexisme, etc.; l'introduction de la «théorie de la justice sociale» et surtout de la «théorie critique de la race» dans le programme d'études en médecine; l'adaptation des traitements de malades en fonction de la «théorie critique de la race» et des critères de genre; l'élimination («cancelling») des dissidents.

Il existe à présent de multiples exemples de pénétration dans les universités françaises et notamment dans les sciences sociales. Les sciences dures et la médecine ne sont pour l'instant qu'indirectement touchées. Mais pour les publications et projets de recherche sont demandées: la «déclaration des identités raciales et de genre» des auteurs; la «déclaration de diversité, équité et inclusion» (en anglais, «DEI statement», qui demande d'expliquer comment ce travail scientifique a contribué à la «justice sociale», à la représentation des minorités, etc.); équilibre des citations en fonction du critère de «race» et de genre des personnes citées, etc.

Ce n'est pas obligatoire pour l'instant, mais déjà fortement recommandé.

Le mérite remis en question

Pourquoi notre article a-t-il été publié dans le *Journal of Controversial Ideas* et non dans une revue scientifique interdisciplinaire comme *Nature*, *Science* ou *Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS)*? Nous avons tenté de le publier dans cette dernière, en contrepoint à plusieurs articles publiés par la revue, qui adoptaient le point de vue de la «théorie de la justice sociale». Mais on nous a conseillé de retirer le mot «mérite» du titre car, selon le comité de rédaction de la revue, «le concept de mérite, comme les auteurs le savent sûrement, a été largement et légitimement attaqué comme étant creux». L'article a finalement été rejeté par cette revue pour des raisons étranges, notamment parce qu'il serait «*nuisible*» pour les minorités. Cela nous a incités à mentionner à la fin de notre article que «*non seulement la méritocratie en science est une idée controversée, mais, dans certains cercles académiques, l'existence même du mérite en tant que concept est remise en question*».

3 mai 2023 (Le Point)

[Jean-Luc Mélenchon, la tentation de l'insurrection \(lepoint.fr\)](#)

Jean-Luc Mélenchon, la tentation de l'insurrection

Avant la manifestation du 1er Mai, l'Insoumis a souhaité mettre à bas « la mauvaise république », une façon ambiguë d'en appeler au renversement des institutions.

Par [Michel Revol](#)



Jean-Luc Mélenchon lors de son discours à l'occasion de la manifestation du 1^{er} Mai. « À bas la mauvaise république », lance-t-il de l'estrade. © GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Publié le 02/05/2023 à 14h08

Évidemment, quand un leader politique veut, dit-il, « tout conflictualiser », quand en bon trotskiste il désigne en permanence un ennemi à combattre, quand il prédit que demain « des millions de gens iront prendre aux cheveux les puissants » (1), il ne faut pas s'attendre de sa part à des propos de salon de thé. **Hier, avant la manifestation du 1^{er} Mai, entouré sur une estrade de députés LFI, tels Mathilde Panot et Bastien Lachaud, Jean-Luc Mélenchon a fait ce qu'il sait et veut faire : chauffer la foule.** « À bas la mauvaise république », a lancé en veste de cuir le leader Insoumis, dans une phrase un peu perverse qui sonne comme « à bas la république ».

Jean-Luc Mélenchon le sait mieux qu'un autre : les phrases vides tombent dans l'oubli. L'ex-député, qui passe beaucoup de temps à peaufiner ses formules afin qu'elles semblent spontanées, en rajoute pour rester au premier plan. **Le moment de la réforme des retraites n'a pas été le sien, en tout cas pas autant qu'il le souhaitait. Les syndicats ont su prendre, et conserver, la mainmise sur la contestation ; ironie de la séquence, ils l'ont fait en restant pondérés, à l'inverse des mélenchonistes.**

Quoi de mieux qu'un appel à l'insurrection pour frapper les esprits et tenter de reprendre le flambeau de la contestation ? Mélenchon pense ainsi jouer le peuple contre les élites. Fasciné par **Robespierre** et la Révolution française, le multiparlementaire (il a été élu sans discontinuer à Paris et à Bruxelles depuis 1986) veut ébranler les institutions pour instaurer une VI^e République plus respectueuse, dit-il, du fameux « peuple souverain ».

La mobilisation des Gilets jaunes, à partir de 2018, lui offre une occasion rêvée. Il loue « l'insurrection » et la « révolution » citoyennes en cours sur les ronds-points. Il dit aussi sa « fascination » pour l'un de ses leaders, Éric Drouet, homonyme heureux de l'homme qui repéra Louis XVI lors de sa fuite à Varennes. Ce même Drouet (Éric) avait pourtant assuré « être prêt à entrer à l'Élysée », sans doute sans attendre d'y être invité.

En octobre dernier, « l'insurrection citoyenne » des Gilets jaunes est terminée, réduite au silence par quelques milliards déversés par l'État, mais Mélenchon ne lâche pas l'affaire. Quelques heures avant une marche contre « la vie chère », il ose une référence avec un épisode célèbre de la Révolution : « Le 5 et le 6 octobre, les femmes marchent sur Versailles contre la vie chère. Elles ramènent le roi, la reine et le dauphin de force à Paris sous contrôle populaire. Faites mieux le 16 octobre. »

Au sein même de la Nupes, ses alliés s'offusquent. « Là, Jean-Luc, tu peux mieux faire. La provocation n'est pas toujours le meilleur moyen de se faire entendre. Il n'y a plus ni roi ni reine. Nous n'aurons ni pique ni fourche », répond le patron du PS, Olivier Faure. La députée écologiste Sandrine Rousseau, qui n'est en général pas la dernière pour verser dans la provocation, tempère, elle aussi, l'ardeur révolutionnaire de Mélenchon : « On marche, on râle, on crie, on danse, on est joyeux aussi, par contre on ne coupe pas de têtes. »

Mélenchon en prof de droit constitutionnel

L'insurrection est, aux yeux de Mélenchon, légitime parce qu'elle vient du peuple – et tant pis si ce même peuple a démocratiquement élu Emmanuel Macron, à la différence du processus qui a porté Louis XVI sur le trône. Lors de la précédente réforme des retraites, avant la crise due au Covid, il disait avoir trouvé dans les mouvements de contestation « la forme d'évidence et de légitimité de l'insurrection ». **Quelques milliers (voire centaines de milliers) de Français dans la rue suffisent, à ses yeux, pour former une sorte de révolution légitime.** En 2018, Jean-Luc Mélenchon se muait d'ailleurs sur Twitter en professeur de droit constitutionnel : « **La Constitution révolutionnaire de 1793 prévoyait que l'insurrection était un droit. Et même un devoir. Tel est le tempérament du peuple français.** »

Curieusement, pourtant, l'analyse juridique de Mélenchon semble à géométrie variable. L'an dernier, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* publie une tribune cosignée par plus d'un millier de militaires. Ils s'inquiètent de la possibilité d'une guerre civile et apportent leur soutien « aux politiques qui prendront en considération la sauvegarde de la nation ». Le sang légitimiste de Jean-Luc Mélenchon ne fait qu'un tour. **Il dénonce lors d'une conférence de presse un appel à « l'insurrection », et rappelle un point de droit constitutionnel : il est, dit-il, « interdit par la Constitution française d'attenter à la forme républicaine de l'État » et « l'appel à l'insurrection est puni » par le Code pénal, articles 421-4 et 412-6. Jean-Luc Mélenchon, lui, peut se féliciter de « l'insurrection citoyenne » et en appeler à mettre à bas « la mauvaise république ».**

(1) *Qu'ils s'en aillent tous*, Flammarion

3 mai 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/02/reforme-des-retraites-les-syndicats-vainqueurs-malgre-tout_6171752_3232.html

Réforme des retraites : les syndicats vainqueurs malgré tout

Éditorial

Impuissants à faire reculer Emmanuel Macron sur la retraite à 64 ans, **les syndicats sortent malgré tout renforcés du conflit**. Ils ont su rester unis, en phase avec les préoccupations de l'opinion et peuvent espérer peser sur des dossiers cruciaux comme le pouvoir d'achat et les conditions de travail.

Publié hier à 11h00, modifié hier à 11h00 Temps de Lecture 2 min. [Read in English](#)

Même si la mobilisation n'a pas atteint le million de manifestants qu'ils espéraient, les syndicats ont réussi, lundi 1^{er} mai, une treizième démonstration de force à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des travailleurs, placée cette année sous le signe du refus de la retraite à 64 ans. Depuis le début du conflit, jeudi 19 janvier, ils sont parvenus à rester unis au sein d'une intersyndicale qui a su orchestrer la mobilisation en tenant compte du contexte ambiant, marqué par l'inflation qui rogne le pouvoir d'achat et limite les possibilités de grève. Ils ont aussi tout fait pour contenir les inévitables débordements de violence, réussissant ainsi à s'adjoindre, dans la durée, le soutien de l'opinion.

Leur incapacité à ce jour à faire plier le président de la République, qui a promulgué la loi sur les retraites, samedi 15 avril, n'en apparaît que plus injuste : une majorité de Français est derrière eux et pourtant ils apparaissent impuissants. Certes, ils s'accrochent encore à l'espoir que le Conseil constitutionnel valide, mercredi 3 mai, [le référendum d'initiative partagée qu'a lancé la gauche dans l'espoir de faire annuler la réforme](#). Ils guettent aussi l'examen, jeudi 8 juin, de la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale par le groupe LIOT (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires), qui vise le même objectif.

Mais entretenir la mobilisation devient pour eux très difficile. Après la liesse du début, ils savent qu'ils sont entrés dans la période ingrate durant laquelle ils vont devoir rendre des comptes à leur base sans perdre la face. Dans le passé, cela s'est payé chèrement par des divisions, des rancœurs et des renvois de cartes par des adhérents en colère.

Cette fois, pourtant, la situation politique et sociale leur laisse l'espoir de peser réellement, même si c'est d'une autre façon. **Apparemment vaincus, les syndicats sortent en réalité renforcés du conflit sur la réforme des retraites**. D'abord, ils ont recruté des adhérents et élargi leur audience en rendant visible **un monde du travail dont le gouvernement a sous-estimé la souffrance et les aspirations, au lendemain du confinement**. Ensuite, ils ont tenu à distance Marine Le Pen, qui cherche à séduire dans leurs propres rangs.

Enfin, ils ont su promouvoir le jeu collectif et ont encouragé le renouvellement, comme le montre l'attitude des deux principaux syndicats. Surmontant ses divisions alors que le conflit risquait de les attiser, **la CGT a porté à sa tête une femme, Sophie Binet, qui était pourtant éloignée des canons traditionnels du syndicat**. Renonçant à l'hypermédiatisation dans laquelle l'a propulsé le conflit, Laurent Berger a, pour sa part, confirmé sa volonté de transmettre rapidement le flambeau ; fin juin, Marylise Léon deviendra la nouvelle secrétaire générale de la CFDT.

Ce printemps des syndicats tranche avec l'état crépusculaire dans lequel se trouve le gouvernement, qui continue de payer au prix fort l'usage du 49.3 pour faire adopter une réforme très impopulaire. C'est ce contraste qui ouvre réellement le jeu. Bloquée au Parlement par l'absence de majorité absolue, l'horizon contraint par [les « cent jours » fixés par Emmanuel Macron, la première ministre, Elisabeth Borne](#), a impérativement besoin de s'appuyer sur les partenaires sociaux pour tenter de faire bouger le pays, répondre aux revendications sur le pouvoir d'achat et les conditions de travail et tenter ainsi de faire baisser le ressentiment social. S'ils continuent de jouer groupés et s'ils mettent la barre haut, **les syndicats ont une réelle occasion de redorer le blason de la démocratie sociale**.

3 mai 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/02/l-antiwokisme-est-infiniment-plus-menacant-que-ledit-wokisme-auquel-il-pretend-s-attaquer_6171801_3232.html

« L'antiwokisme est infiniment plus menaçant que ledit wokisme auquel il prétend s'attaquer »

[Tribune](#)

[Collectif](#)

Face à l'offensive menée entre autres par l'extrême droite contre la « déconstruction », le « wokisme », les études de genre et les études postcoloniales, un collectif d'universitaires rappelle, dans une tribune au « Monde », que ces attaques sont profondément antidémocratiques.

Publié hier à 17h45 Temps de Lecture 3 min.



Un supporter de Donald Trump, le 27 avril 2023 à Manchester (New Hampshire). SPENCER PLATT / AFP

Un peu plus d'un an après la tenue à la Sorbonne d'un [colloque présidé par Jean-Michel Blanquer intitulé « Après la déconstruction : reconstruire les sciences et la culture »](#), l'offensive contre ladite « déconstruction » continue. A l'occasion de la parution des actes de ce colloque en mars, [les organisateurs et organisatrices de celui-ci se répandent sur les ondes et distillent le même message : la « déconstruction » saperait les fondements de la civilisation occidentale, menacerait l'ordre social et familial, etc.](#) Une fois encore, on multiplie les amalgames et les contresens, puisque celles et ceux qui conspuent la « déconstruction » n'ont évidemment lu, pour la plupart, ni les œuvres de Jacques Derrida ni celles des [penseuses et penseurs](#) qu'on rassemble sous ce nom.

Une fois encore, on recourt aux invectives. Ainsi une professeure de littérature comparée de la Sorbonne traite-elle de « *crétins* » certains de ses éminents collègues du même établissement, dont les travaux en littérature comparée et en études anglophones sont reconnus nationalement et internationalement. Cela parce que l'un et l'autre initient leurs étudiants à ces œuvres conspuées, ainsi qu'aux nombreuses problématiques élaborées ou réélaborées dans le champ des études de genre, avec la rigueur intellectuelle, la patience et le raffinement dans la pensée qui les caractérisent.

L'attaque contre la déconstruction n'est pas nouvelle. Elle a commencé il y a au moins trente ans, aux Etats-Unis. Déjà, des [polémistes réactionnaires – dans le sillage du politologue américain Samuel Huntington](#) – accusaient la déconstruction d'être un agent de l'étranger. Aujourd'hui, c'est Eric [Zemmour](#), en France, et bien d'autres à sa suite qui accusent les « déconstructeurs » de représenter le parti de l'étranger. Ironie de l'histoire, les prétendus défenseurs de la « rationalité française » reprennent ainsi une antienne développée dans les milieux conservateurs américains. La nouveauté, aujourd'hui, c'est l'association de la déconstruction, d'une part, audit wokisme, d'autre part, à un champ d'enseignement et de recherche, les études de genre, dont la déconstruction constituerait la matrice intellectuelle.

Nos démocraties menacées

Or, il importe de noter que l'attaque contre la déconstruction, aux Etats-Unis, n'était pas une réponse au wokisme. Signe d'un tournant réactionnaire et instrument d'un agenda politique qui ont leur propre logique, elle a commencé bien avant le renouveau des luttes antiracistes ou antisexistes qu'on désigne aujourd'hui sous ce nom à la vindicte publique.

Il faut souligner aussi que si les travaux menés par certains universitaires dans le domaine des études de genre ou des études postcoloniales, et qui s'appuient sur des œuvres de pensée parmi les plus fécondes depuis un demi-siècle, valent parfois à ceux-ci une reconnaissance internationale, ce n'est pas parce que l'université est mondialement « gangrenée » par l'extrême gauche. C'est parce qu'elle **reste aujourd'hui l'un des seuls lieux, peut-être le dernier, où des recherches permettant d'éclairer les grandes questions de notre temps, si pressantes et si nombreuses, peuvent encore être menées librement ; l'un des seuls lieux où l'on peut encore élaborer les outils scientifiques et conceptuels qui nous permettent de penser, pour les traiter, les maux du monde.**

Enfin, il nous paraît urgent d'alerter le public sur un fait massif : **l'antiwokisme** – qui alimente d'innombrables tribunes, numéros spéciaux de journaux, émissions de télévision ou sur Internet, et **qui est littéralement devenu en France une affaire d'Etat – est infiniment plus puissant et menaçant aujourd'hui que ledit wokisme auquel il prétend s'attaquer.** Ce n'est pas seulement l'alliance mondiale bien réelle des dictatures, de la Russie à la Chine en passant par l'Iran et l'Arabie saoudite, qui menace les démocraties occidentales – dictatures qui manient aussi la rhétorique de l'antiféminisme et de la xénophobie dont elles font des causes de guerres civilisationnelles.

Non, c'est au sein même des démocraties occidentales que la menace se fait pressante. En Floride, au Texas, au Tennessee, en Oklahoma, **on limoge des enseignants, on retire des livres des bibliothèques, on interdit d'enseignement des pans entiers de la science et même des œuvres de l'art occidental.** Et ce n'est qu'un début. La falsification de l'histoire, l'abolition de la culture, **la mise au pas de la pensée sont en marche.** Elles sont le fait, non pas des opprimés et des minorités sans pouvoir médiatique ni armes lourdes qui cherchent à faire entendre leurs voix, mais **du nouveau fascisme qui a fait de l'antiwokisme son fer de lance. C'est lui, ne nous y trompons pas, qui menace la démocratie.**

Premiers signataires : Isabelle Alfandary, professeure de littérature américaine, université Sorbonne-Nouvelle ; **Sylvie Bauer,** professeure de littérature américaine, université Rennes-II ; **Anne E. Berger,** professeure émérite de littérature française et d'études de genre, université Paris-VIII, et autrice de cette tribune ; **Fabrice Bourlez,** psychanalyste ; **Marc Crépon,** philosophe, ENS ; **Estelle Ferrarese,** professeure de philosophie, université de Picardie-Jules-Verne ; **Sandra Laugier,** philosophe, université Panthéon-Sorbonne ; **Cornelia Möser,** chargée de recherche au CNRS en philosophie et études de genre ; **Frédéric Regard,** professeur de littérature britannique, Sorbonne Université ; **Jacob Rogozinski,** professeur émérite, faculté de philosophie de Strasbourg ; **Anne Tomiche,** professeure de littérature comparée, Sorbonne Université

2 mai 2023 (FAZ)

[Cancel Culture? Publikation über Leistungsprinzip in Wissenschaft abgelehnt \(faz.net\)](#)

WISSENSCHAFT UND DIVERSITÄT:

Leistung unter Ideologieverdacht

VON [THOMAS THIEL](#)

-AKTUALISIERT AM 02.05.2023-12:37



Dient die westliche Wissenschaft der Reproduktion einer weißen Elite? Die Wortführer der Social Justice Studies sehen es so. Hier die Universität Harvard. Bild: AFP

Ein Publikation prominenter Autoren über das Leistungsprinzip in der Wissenschaft wird zurückgewiesen. Lag es daran, dass die Autoren gewagt hatten, es zu verteidigen?

Dass Publikationen zurückgewiesen werden, ist in der Wissenschaft nichts Ungewöhnliches. Wenn unter den Autoren zwei Nobelpreisträger und Professoren von bedeutenden Universitäten wie Oxford oder dem [Massachusetts Institute of Technology](#) firmieren, dann ist das aber doch kein alltäglicher Vorgang. Das Papier, das knapp dreißig Autoren vergangenen Sommer bei der angesehenen Zeitschrift „Proceedings of the National Academy of Sciences“ (PNAS) einreichten, verteidigt das Leistungsprinzip (merit) in der Wissenschaft. Die Autoren verstehen unter „merit“ die Zuteilung von Reputation nach den Kriterien rigoroser Wahrheitssuche, was in der Wissenschaft eigentlich eine Selbstverständlichkeit ist.

Den Autoren zufolge gilt diese Selbstverständlichkeit aber nicht mehr. Sie sehen das Leistungsprinzip durch eine identitätsbasierte Ideologie bedroht, die Wissenschaft weitgehend ohne Beleg als rassistisches Machtsystem diskreditiere und pauschalen Zweifel an der wissenschaftlichen Vernunft säe. Gemeint sind die Vertreter der Critical Social Justice Studies und anderer im weitesten Sinn postmoderner Schulen, für die der Wahrheitswert einer Aussage vom Sprechort abhängt. Mit Wissenschaft hat das in den Augen der Autoren nichts mehr zu tun. Es gibt für sie keine queere Chemie, keine feministische Astronomie, keine weiße Mathematik. Wie, fragen sie, wolle man den eigenen Aussagen Geltung verleihen, wenn man alle objektiven Kriterien über Bord wirft?

Wenn es stimmt, was die Autoren schreiben, dann tritt die identitätsbasierte Ideologie gerade einen Eroberungszug durch die wissenschaftlichen Institutionen an und hat, aus den Sozialwissenschaften kommend, mittlerweile auch die Natur- und Technikwissenschaften erreicht. Als Beleg wird eine Reihe von Akademien und Zeitschriften benannt, die westliche Wissenschaft in Richtlinien, Publikationen, Leitartikeln unter den Generalverdacht eines systemischen Rassismus stellten und ihrer Dekolonisierung das Wort redeten; an der Spitze hochrangige Journale wie „Science und Nature“ und namhafte Akademien wie die amerikanische National Academy of Sciences oder die American Physical Society.

Pauschale Diskreditierung der Wissenschaft

Von diesen und anderen wird die Wissenschaft den Autoren zufolge auf breiter Basis umerzogen. Worte wie Exzellenz, Impact oder Qualität würden problematisiert bis hin zur Empfehlung, Fachbegriffe wegen möglicher rassistischer Konnotationen zu vermeiden, etwa „high-risk“ oder „vulnerable“ in der Medizin. An vielen Universitäten müssten Wissenschaftler ihre Tauglichkeit durch Diversitätstrainings mit

fragwürdigen Methoden und ideologischen Vorgaben nachweisen. Als markantes Beispiel wird ein Evaluationsbogen für Diversitätserklärungen an der UC Berkeley benannt. Wer dort angebe, alle Studenten unabhängig von ihrem Hintergrund gleich behandeln zu wollen, bekomme das schwächste Ergebnis. Im gleichen Zug werde das Leistungsprinzip verächtlich gemacht. In den entsprechenden Publikationen firmiere es nur noch als westliches, weißes Unterdrückungsinstrument.

Die Autoren halten das für einen gefährlichen Trend. Zwar räumen sie die Schwächen der aktuellen Leistungsbewertung ein, sehen aber keinen Fortschritt darin, sie unter Identitätsvorgaben zu stellen. Man kann es als Ironie betrachten: Die Publikation wurde abgelehnt. Nachdem die Kontaktaufnahme zu anderen renommierten Zeitschriften wenig Erfolg versprechend verlief, reichten die Autoren den Artikel beim „Journal for Controversial Ideas“ ein, das vor zwei Jahren eigens für den Zweck gegründet wurde, streitbaren Publikationen, die unter die Räder der Cancel Culture geraten, ein Forum zu geben. Dort ist es am Freitag erschienen.

Es lohnt sich, einen genauen Blick auf den Publikationsvorgang zu werfen, um die Frage zu klären, ob ideologische Gründe für die Ablehnung maßgeblich waren. Der Redakteur des Beitrags warf den Autoren in einem knappen Schreiben vor, sie hätten Minderheiten verletzt mit der erwiesenermaßen falschen Behauptung, es gebe keine Identitätshürden in der Wissenschaft. Ausführlicher wird ein Juror im Peer-Review-Prozess. Er oder sie wirft den Autoren ein kenntnisloses Zerrbild der Critical Social Justice Studies, schlampige Zitation und den Rückgriff auf populärwissenschaftliche Literatur vor.

Leistungsprinzip im Fokus

Tatsächlich beschränken sich einige Fußnoten auf die Angabe von Buchtiteln ohne Seitenzahlen. Der Anteil populärwissenschaftlicher oder journalistischer Literatur ist dagegen gering und dort legitim, wo es um aktuelle Ereignisse geht, zu der noch keine wissenschaftliche Literatur existiert. Ernst zu nehmen ist dagegen der Juroren-Einwand, dass eine kritische Wissenschaft, die Karrierehürden wie eine Schwangerschaft in die Leistungsbewertung einbezieht, nicht allein deshalb schon leistungsfeindlich sei.

Weniger leicht ist die Frage zu beurteilen, ob die Radikalkritik an der Wissenschaft auf den Erkenntniskern oder nur auf den institutionellen Rahmen zielt. Die meisten Autoren des Beitrags sind Naturwissenschaftler und vertreten einen an der Naturerkenntnis geschulten Objektivitätsbegriff. Nun sind naturwissenschaftliche Standards auf soziale Ordnungen nicht bruchlos übertragbar. Die Autoren können jedoch an Zitaten belegen, dass der von sozialwissenschaftlicher Seite geäußerte Generalverdacht gegenüber der westlichen Wissenschaft diese Unterscheidung selbst nicht trifft: Wissenschaft wird pauschal als Unterdrückungsmaschinerie diskreditiert. Die Kritik berührt auch ihre Erkenntnisseite. In der Peer Review wird den Autoren etwa vorgehalten, ihre Klage, biologische Fakten würden heute unter einer postmodernen Ideologie begraben, sei ohne Beleg. Dann wird jedoch behauptet, dass „Frau“ primär eine soziale und weniger eine biologische Kategorie sei. Warum das? Wiegen soziale Fakten stärker als biologische?

Es ist kein Zufall, dass sich der Streit gerade am Leistungsprinzip entzündet. Bei der Leistungsbewertung muss entschieden werden, ob nach sozialpolitischen oder wissenschaftlichen Standards geurteilt wird oder einer Mischung aus beiden. Auch in diesem Punkt können die Autoren zeigen, dass die Kritiker des Leistungsprinzips keine Abgrenzung zwischen gerechtem Verdienst und unangemessenem Privileg treffen. Die letzte Fußnote erzählt dazu eine kleine Anekdote: In der frühen Korrespondenz habe der Redakteur den Autoren geraten, den seiner Meinung nach hohlen Begriff „merit“ im Titel durch ein anderes Wort zu ersetzen – als habe er einen Beleg für die Sprechverbote geben wollen, die der abgelehnte Beitrag kritisiert.

2 mai 2023 (SZ)

[Studium und Job: Arbeiterkinder haben Nachteile auf dem Arbeitsmarkt - Wirtschaft - SZ.de \(sueddeutsche.de\)](#)

Chancengleichheit:

Keine Akademiker-Eltern? Pech gehabt!

1. Mai 2023, 13:59 Uhr



Wer hat die richtigen Kontakte und wer hat die richtigen Eltern, um mit am Tisch zu sitzen? Das sind Faktoren, die den Joberfolg bestimmen. (Foto: Dirk Lindner/imago images/Image Source)

Wer aus einer Arbeiterfamilie kommt, hat es auch mit Studium schwer am Arbeitsmarkt. Das erzählen Betroffene, das sieht man in einer Umfrage. Doch es lässt sich einiges dagegen tun.

Von [Lea Hampel](#) und [Paulina Würminghausen](#)

Caro Aschemeier lebt in zwei Welten. Eine eigene Firma in Köln, das ist ihr neues Leben. Doch nur einmal ins Auto setzen, zweieinhalb Stunden fahren, und zack, ist die 30-Jährige zurück in ihrem alten Leben. Aschemeiers Vater hat Versicherungen verkauft, die Mutter war Hausfrau, arbeitete dann in einer Fabrik. Aschemeier selbst aber hat Lehramt studiert, ist mittlerweile Unternehmerin, viele ihrer Freunde und ihr Mann kommen aus Akademikerfamilien. Die Akademiker-Blase und das einfache Bürgertum, wie man früher vielleicht gesagt hätte - das sind die zwei Welten, zwischen denen sich Aschemeier immer wieder bewegt.

Fast jeder vierte Berufstätige in Deutschland hat ein abgeschlossenes Studium, gleichzeitig hat die Mehrheit eine Ausbildung. Und so gibt es zwar viele, die wie Aschemeier zwischen zwei Welten leben. Aber bis heute herrscht wenig Bewusstsein dafür, dass diese Menschen erhebliche Nachteile erleben. Sie haben es nicht nur im Bildungssystem schwerer, sondern auch im Job. Das zeigt [eine Umfrage](#), für die die Unternehmensberatung Boston Consulting Group (BCG) 1125 Berufstätige aus Deutschland, Österreich und der Schweiz befragt hat.

Der nicht akademische Hintergrund bleibt lange unsichtbar

Zwar ist der in der Umfrage verwendete Begriff der "First Generation Professionals" unscharf, also die erste Generation in einer Familie, die studiert. Details, beispielsweise ob die Befragten auch Migrationshintergrund hatten, bleiben unklar. Dennoch belegt die Analyse eindrücklich, was BildungsökonomInnen sagen: Menschen aus Nichtakademiker-Familien haben oft weniger Informationen und geringeren Zugang zu Netzwerken, sie treten deshalb weniger selbstbewusst auf. Führungskräfte wiederum unterschätzen, wie der Hintergrund ihre Mitarbeitenden einschränkt. Das alles führt dazu, dass sie in den gleichen Jobs weniger verdienen. "Class Pay Gap" nennt man das. Und im Gegensatz zum Geschlecht oder zu Behinderungen bleibt der nicht akademische Hintergrund lange unsichtbar.

Nancy Kracke arbeitet am Deutschen Zentrum für Hochschul- und Wissenschaftsforschung am sogenannten Bildungstrichter mit, der das Phänomen wissenschaftlich beleuchtet. Sie sagt: "Ein Großteil der Ungleichheit entsteht durch den Bildungsweg. Die Menschen durchschreiten ungleich das System. Sie machen seltener Abitur, studieren anschließend seltener, und die Abbruchwahrscheinlichkeit ist höher."



Caro Aschemeier, 30, ist Unternehmerin. Die studierte Lehrerin gründete eine Lernplattform für Schüler.

Bei Caro Aschemeier war zumindest das nicht der Fall. Sie wuchs idyllisch auf, sagt sie. Nach der Grundschule in einer Kleinstadt in Ostwestfalen-Lippe kam sie mittags ins Reihenhaus mit Garten, dort machte die Mutter mit ihr die Hausaufgaben. Die Schule fiel ihr leicht. Als all ihre Freunde auf Realschulen gingen, erhielt sie die Gymnasialempfehlung, als Erste in der Familie. Sie wollte studieren, ebenfalls als Erste. Ihr Traumberuf: Lehrerin. "Von wem du das hast, wissen wir nicht", sagten ihre Eltern oft über ihr Talent. Auf dem Gymnasium merkte sie dann: Zu Hause kann ihr niemand mit den Hausaufgaben helfen, ihre Eltern wären damit überfordert gewesen. Und ein Studium? Eine Ausbildung würde ausreichen, war die Antwort, studieren sei Wahnsinn. Und teuer. Als sie Teenagerin war, wurde gerade Letzteres wichtiger. Die Idylle war Vergangenheit, die Eltern getrennt, die Mutter in der Fabrik, der Vater Frührentner. Das Geld für Klassenfahrten musste angespart werden, das Highschool-Jahr in Amerika war nicht drin. Das waren die kleineren Dinge. "Für mich war das nicht tragisch", sagt Aschemeier.

Die einen studieren und feiern, die anderen arbeiten

Doch davon, dass diese Unterschiede in Zukunft große Probleme bringen könnten, bekam sie schon damals eine Ahnung. Mit 17 Jahren war sie bei einem Economic Summer Camp. Ihre Sozialwissenschaftslehrerin hatte ihr dazu geraten. Und während alle in Bluse und Schlips kamen, saß sie in Jeans und T-Shirt da. "Ich dachte mir nur: Oh wow, da habe ich eh keine Chance, irgendwie Eindruck zu machen", sagt sie. Sie unterhielt sich länger mit einem Unternehmer, er fragte, was ihre Eltern arbeiten. Als er die Antwort hörte, war er weg. Dass dies eine Reaktion auf ihre Herkunft gewesen sein musste, wurde ihr erst später klar. "Da wusste ich, dass ich nicht dazugehöre", sagt sie.

Es war ein Gefühl, das sich durchziehen sollte. Während ihre Freunde sich im Studium auf Prüfungen und Partys konzentrieren konnten, arbeitete Aschemeier. Fünf bis sieben Euro die Stunde, Mindestlohn gab es nicht, dafür den typischen Spagat von Menschen aus Nichtakademiker-Haushalten: Wer während des Studiums Geld verdienen muss, kann nur schwer die gleiche Leistung erbringen und hat weniger Zeit für unbezahlte Praktika. Aber genau die sind - ebenso wie das soziale Drumherum der Uni - entscheidend für den Job.

Denn einmal auf dem akademischen [Arbeitsmarkt](#) angekommen, scheint es zwar, als hätten alle gleiche Startbedingungen und es käme nur auf Leistung an. Doch tatsächlich wirkt Vitamin B zu Beginn der Karriere stark. "Netzwerke haben einen sehr großen Einfluss, vor allem am Arbeitsmarkt, da wirken anfangs ja sogar noch die elterlichen Kontakte oft mit", sagt Nancy Kracke. Der netzwerkende Unternehmer, der sich nicht für die Fabrikarbeiterinrentochter interessiert hat, ist also eher die Regel als die Ausnahme.

Bis heute denkt sie: "Ich bin nur ein Eindringling in dieser schönen neuen Welt."

Und dann wirken noch die Aspekte, die Aschemeier die "kleinen Dinge" nennt und die in der Forschung als "implizites Wissen" bezeichnet werden: Wie man bei einem Bewerbungsgespräch über Geld spricht, was angemessene Gehälter sind, dass bei einer Konferenz der wesentliche Teil abends in der Bar stattfindet: Das verborgene Regelgeflecht der Business-Welt lernen manche Menschen von klein auf. Andere müssen es sich aneignen wie eine Fremdsprache. Und gerade, weil sich Menschen mit Nichtakademiker-Hintergrund dieser Unterschiede oft bewusst sind, treten sie unsicherer auf. Die Umfrage zeigt: Erstakademiker sind weniger

kontaktfreudig im Job und haben seltener das Gefühl, auf Augenhöhe zu kommunizieren. Caro Aschemeier denkt in solchen Momenten bis heute: "Ich bin nur ein Eindringling in dieser schönen neuen Welt."

Das Fatale an diesen Unterschieden: Sie bestehen lebenslang. "Nichtakademiker-Kinder haben eine höhere Wahrscheinlichkeit, einer sogenannten unterwertigen Beschäftigung nachzugehen", sagt Forscherin Kracke. Es ist ein Grund von vielen, warum diese Menschen oft weniger Geld verdienen als gleich qualifizierte Kolleginnen, [wie zuletzt eine britische Studie gezeigt hat](#): Der Unterschied betrug dort bis zu 13 Prozent. Caro Aschemeier erwischt sich immer noch dabei, wie sie für ihre [Arbeit](#) zu wenig verlangt. Nach dem Studium gründete sie eine Lernplattform namens Deutschfuchs. Deshalb wird sie als Rednerin auf Veranstaltungen angefragt. Dafür wird ihr manchmal nur ein geringes Honorar angeboten - oder gar keins. Sie denkt dann: "Hey, jetzt sei doch froh, dass du überhaupt etwas sagen darfst."

Dabei hat sie aus der gegenteiligen Überzeugung heraus gegründet. Sie glaubt: Dem, was auf dem Arbeitsmarkt schiefläuft, können Firmen wie Arbeitnehmende entgegenwirken. Das ist auch eine Schlussfolgerung in der Umfrage der BCG. Hilfreich sei demnach größeres Bewusstsein für Unterschiede auf Seite der Chefinnen und Chefs, dazu Mentoring und Netzwerkmöglichkeiten.

Spezielle Mentoring- und Netzwerkplattformen sollen die Lücke schließen

Davon gibt es mittlerweile einige, "Arbeiterkind" und "Netzwerk Chancen" sind zwei bekannte, eine dritte: Aufsteiger.org. Stefanie Mattes hat die Plattform gegründet - und das vor allem, weil sie putzen, modeln und kellnern musste, um als Kind zweier Krankenpfleger ein Jura-Studium zu absolvieren, das ihr einen Job bei Siemens beschert hat. Wenn in den Anfangsjahren im Beruf Kollegen zusammenstanden und von ihren Uni-Auslandsaufenthalten schwärmten, war sie raus. Weil sie wollte, dass es anderen leichter fällt, bringt sie Mentees mit Menschen zusammen, die im Beruf erfolgreich sind. Sie hofft, dass nicht nur die Mentees lernen, welche Fähigkeiten ihnen noch für den Job fehlen. Sondern auch auf Effekte bei den Mentoren aus Unternehmen. "Einer unserer Mentoren stellt jetzt beispielsweise ganz anders ein. Er fordert jetzt nicht mehr unzählige Praktika ein", sagt sie. Gut für Menschen ohne Akademikerhintergrund wären aus ihrer Sicht beispielsweise andere Bewerbungsverfahren. "Am besten wäre es, wenn da nicht die klassischen Stationen im Lebenslauf bewertet werden - sondern die Fähigkeiten konkret getestet werden", sagt sie.

Es hat sich also schon ein wenig getan auf dem Arbeitsmarkt, aber auch im Kleinen. Caro Aschemeier geht heute selbstbewusst mit ihrer Herkunft um. Aber so ganz wird sie das Gefühl von zwei Welten nie ablegen können. Von ihrer Familie bekommt sie immer noch Dinge zu hören wie: "Unsere Welt ist dir nicht gut genug." Sie habe bei allem, was sie sagt, Angst. "Angst, dass meine Familie von mir denkt: Die hält sich jetzt für etwas Besseres."

2 mai 2023 (FAZ)

[Reform des EU-Stabilitätspakts: EU-Finanzminister gespalten \(faz.net\)](#)

STABILITÄTSPAKT

Was eine Einigung auf neue Schuldenregeln so schwierig macht

VON [WERNER MUSSLER](#), BRÜSSEL

-AKTUALISIERT AM 02.05.2023-08:22



EU-Kommissar Paolo Gentiloni und Bundesfinanzminister Christian Lindner (FDP) in Stockholm Bild: Ropi

Finanzminister Lindner will durchsetzen, dass der Schuldenabbau in den neuen Budgetregeln verankert bleibt. Die EU-Kommission will das zwar auch – aber nur theoretisch.

Schon in dieser Woche beginnen auf Beamtenebene erste Verhandlungen der EU-Mitgliedstaaten über die in der vergangenen Woche vorgeschlagene Neuausrichtung der EU-Schuldenregeln. Im Juni sollen die Finanzminister erstmals formal damit befasst werden, sodass die überarbeiteten Gesetze zum EU-Stabilitätspakt im zweiten Halbjahr unter spanischem EU-Ratsvorsitz definitiv beschlossen werden können. So lautet jedenfalls der Zeitplan der [EU-Kommission](#), die den Vorschlag in der vergangenen Woche vorgelegt hat. Die spanische Wirtschafts- und Finanzministerin Nadia Calviño, die den Rat der EU-Finanzminister im zweiten Halbjahr führen wird, hat es schon mehrfach zu ihrem Hauptziel erklärt, die neuen Schuldenregeln in dieser Zeit unter Dach und Fach zu bringen.

Auf einem informellen EU-Finanzministertreffen am Wochenende in Stockholm bekräftigten mehrere Kommissionsvertreter, aber auch die Präsidentin der Europäischen Zentralbank, [Christine Lagarde](#), und der französische Finanzminister Bruno Le Maire ihre Forderung, die neuen Gesetze zügig (und im Zweifel ohne große Änderungen) zu beschließen. „Die Zeit drängt“ – dieser Satz fiel in Stockholm fast dauernd. Der Grund ist, dass die „alten“ Pakt-Regeln nur noch bis zum Jahresende ausgesetzt sind und wieder in Kraft gesetzt werden müssten, falls die neuen noch nicht beschlossen wären.

Die alten Regeln bedeuten nicht zuletzt, dass etwa das hoch verschuldete Italien seine Schulden um mehr als vier Prozentpunkte des Bruttoinlandsprodukts (BIP) senken müsste. Die sogenannte Ein-Zwanzigstel-Regel, wonach ein Land, dessen Schulden über dem Maastrichter Referenzwert von 60 Prozent des BIP liegen, die Schuldenquote jährlich um ein Zwanzigstel der Differenz zwischen der tatsächlichen Schuldenquote und diesen 60 Prozent abbauen muss, hat die Kommission zwar nie durchgesetzt. Ländern wie Italien oder Frankreich war sie aber immer ein Dorn im Auge.

Lindner lehnt neue Vorschläge ab

Die neuen Vorschläge enthalten gegenüber dem Status quo drei grundlegende Änderungen. Erstens will die Kommission die Schuldenregeln nicht mehr für alle gleich gelten lassen, sondern mit jedem Land individuelle Abbaupläne aushandeln, die sich an den jeweiligen fiskalischen Möglichkeiten dieser Länder ausrichten, aber auch deren Reform- und Investitionspläne einbeziehen sollen. Diese sollen zweitens auf mittlere Frist, genauer auf vier bis sieben Jahre angelegt sein. Drittens sollen die Schuldenquoten nur noch mittelbar als Zielgröße eingesetzt werden. Stattdessen soll es um die geplanten

Nettoprimärausgaben eines Landes gehen – eine Größe, die sich der Kommission zufolge besser planen lässt.

Bundesfinanzminister [Christian Lindner](#) (FDP) lehnt alle drei Punkte mehr oder weniger explizit ab. Zwar äußerte der Minister seine Kritik am „bilateralen Ansatz“ der Kommission (also den individuellen Abbauplänen) in der vergangenen Woche nicht mehr so explizit wie früher, zufrieden ist er damit aber unverändert nicht. Am schwierigsten dürfte aber der Konflikt über den dritten Punkt zu lösen sein. Lindner bekräftigte in Stockholm, nötig seien „in Zahlen gegossene Anforderungen“. Die Berliner Forderung lautet unverändert, die Schuldenquote müsse jährlich um einen Prozentpunkt des BIP verringert werden.

Gleiche Regeln nicht mehr für alle

Die Kommission lehnt das kategorisch ab. Aus der EU-Behörde hieß es in [Stockholm](#), der Kommissionsvorschlag sei gerade darauf ausgerichtet, „metrische Vorgaben zu überwinden“. Lindners Argumente beruhten auf einem „Rezept aus der Vergangenheit“. Das weckt Zweifel, ob die Kommission die in ihrem Vorschlag enthaltene Vorgabe durchsetzen will, gegen ein Land ein Defizitverfahren einleiten zu wollen, wenn es nach Ablauf der Planperiode keine niedrigere Schuldenquote aufweist als zu Beginn. Die vorgeschlagene Regelung, dass Staaten mit einem Defizit oberhalb des Maastrichter Referenzwerts von 3 Prozent des BIP „als Zielgröße“ eine „fiskalische Anstrengung“ („fiscal effort“) von jährlich einem halben Prozentpunkt leisten müsste, ist offenbar erstens nicht so ernst gemeint und bezieht sich zweitens nicht auf die Schuldenquote, sondern auf die Nettoprimärausgaben. Mit Lindners Forderung nach einer Senkung der Schuldenquote um einen Punkt ist dieses Konzept grundlegend unvereinbar.

Diese weit reichenden methodischen Unterschiede machen einen Kompromiss so schwierig, dass in Brüssel schon geunkt wird, eine Einigung über das Gesetzespaket vor der Europawahl in einem Jahr sei sehr unwahrscheinlich. In Stockholm wurde jedenfalls deutlich, dass Lindner mit seiner Kritik nicht allein ist. „Ich bin auf der Linie meines deutschen Kollegen“, sagte etwa Österreichs Finanzminister Magnus Brunner. Wie Lindner hält auch er es nicht für schlimm, wenn von Anfang 2024 an wieder die „alten“ Regeln gelten. „Neue Regeln wären gut, aber es müssen auch gescheite Regeln sein“, sagte Brunner. Vorbehalte gegen die Vorschläge hätten auch Schweden, Finnland und die Tschechische Republik, hieß es in Stockholm.

2 mai 2023 (WSJ)

[Women in Science Are Doing All Right - WSJ](#)

Women in Science Are Doing All Right

A new study challenges the notion that sexism is rampant in the sciences.

By [The Editorial Board](#)

April 30, 2023 5:33 pm ET



PHOTO: GETTY IMAGES/ISTOCKPHOTO

The toy maker [Mattel](#) recently honored International Women's Day by making "role model dolls" of women in science, tech, engineering and math jobs, while **lamenting that "girls are systemically tracked away from STEM."** It's a cliché that these fields are rife with sexism, but **at least in academia the data disagree**, according to a [new paper](#) in the journal *Psychological Science in the Public Interest*.

"The literature on women in science, both scholarly and popular, portrays academic sexism today as an omnipresent, pervasive force in the daily lives of tenure-track women in science, technology, engineering, and mathematics (STEM) fields," write Stephen Ceci and Wendy Williams of Cornell and Shulamit Kahn of Boston University. **Yet their review of the evidence from 2000 to 2020 shows that women in scholarly sciences are doing fine.**

Tenure-track women are at parity with their male counterparts in grant funding, recommendation letters and having research accepted by journals, the authors say. **In hiring, women have an advantage over men: "Women are less likely than men to apply for tenure-track jobs, but when they do apply, they receive offers at an equal or higher rate than men do."**

Male scientists receive higher pay, the authors say, "although gender gaps in salary were much smaller than often claimed," and the story is **complicated**. **For one thing, "women and men are unevenly represented in fields that are remunerated the highest."**

Another factor could be “women’s work discontinuities for family leave.” Some of the “relatively small remaining pay gap may be due to women’s lower likelihood of negotiating higher salaries or their lower likelihood of pursuing more lucrative job offers.”

The authors did find some evidence of gender bias in teacher evaluations. But they “supplement this conclusion” by quoting Pennsylvania State University’s Angela Linse. Her 2017 paper on gender and student ratings found that while biases “definitely exist,” they “rarely, if ever, fully explain the student ratings results.” She also found that the effects “are neither uniform nor consistent across all disciplines, nor do they apply to all women.”

Executives often decry a shortage of STEM workers, which persists even though such jobs can pay handsomely. Mr. Ceci, Ms. Williams and Ms. Kahn rightly note that there are “costs of believing that sexism in academic science is pervasive when it is not—key among them that women will be discouraged from choosing academic careers in science, and resources will be wasted in combatting nonexistent bias claims.” **At some point maybe PR campaigns by the likes of Barbie do more harm than good.**

2 mai 2023 (The Economist)

[Life under the rule of the Taliban 2.0 | The Economist](#)

Afghan reality

Life under the rule of the Taliban 2.0

For half of Afghans the mullahs' regime is less bad than feared



May 1st 2023 | KABUL, PARWAN AND WARDAK

For two decades America and its allies expended thousands of lives and some two trillion dollars in Afghanistan to stop, they said, the Taliban returning the Central Asian country to al-Qaeda plotting and chaos. After the Islamist militants regained power 20 months ago, it was feared that would be Afghanistan's fate. The reality is a little different.

Ask the *hawala* dealers, operators of a vast money-transfer market, clustered in a warren-like bazaar beside the Kabul river. Having for years helped the Taliban finance their insurgency, these well-connected moneymen, who are estimated to provide twice the volume of commercial loans that Afghanistan's banking industry does, thought they had nothing to fear from them. The *hawaladars* had foiled previous efforts to regulate their largely untaxed trade by Ashraf Ghani, the country's last nato-backed leader, and his predecessor Hamid Karzai. Yet the Taliban government has proved a more committed reformer. It has forced the *hawaladars* to keep computerised records and follow "Know Your Customer" requirements. Non-compliant businesses have been shut down. The boss of the money-changers' union was stripped of his licence to operate. "With these guys, you do what you're told," says Babarak Amiri, a veteran *hawaladar*.

The picture in Taliban-governed Afghanistan is not straightforward. The militants' return has in many ways been disastrous for its 40m people—and for women and girls, the disaster has been unambiguous. Afghanistan is now the only country where it is [illegal to be female and study](#) above secondary-school level, or to [work in most professions](#). According to the UN, 80% of Afghanistan's 2.5m school-age women and girls are not being educated.

Much of the country has been plunged into hunger, due to a combination of volatile global food prices and an economic crisis triggered by the withdrawal of Western support. It led to a collapse in international trade, foreign investment and remittances. With foreign banks refusing to facilitate transactions with the country, Afghanistan's economy shrank by 35% between 2021-22, according to the World Bank.

The Taliban, predictably, have also refused to share power with their local rivals. The mullahs are mostly Pashtuns, members of Afghanistan's biggest ethnicity; many of their opponents belong to the Tajik group, the second-biggest. This raises the risk of a return to the ethnic conflict that razed the country in the 1990s, precipitating the Taliban's first takeover. Extrajudicial killings have accompanied their efforts to stomp out opposition.

Yet the Islamists are in some ways surpassing the—admittedly low—expectations for their rule. Take their approach to terrorism. They do not appear to be trying to constrain al-Qaeda's remnants in

Afghanistan; the group's former leader, Ayman al-Zawahiri, was living in Kabul when he was killed by an American drone last year. But al-Qaeda is globally at its lowest ebb, superseded by Islamic State (is), a terrorist outfit spawned by the wars in Syria and Iraq. And the Taliban are attacking is's local affiliate—which they consider a deadly rival—in its rugged hideouts in eastern Afghanistan and elsewhere. Consequently, as Zalmay Khalilzad, a former envoy to the Taliban for Joe Biden and Donald Trump, recently noted, the threat of Afghanistan-launched terrorism has not increased.

And some of the Taliban's efforts to govern Afghanistan are at least as good as their recent predecessors'. When the country's currency, the Afghani, crashed to record lows in December 2021, the clerics turned to a central bank stuffed with Western-trained bureaucrats for advice. It did not have the means to stabilise the currency through bulk-buying, America having frozen \$9.5bn of Afghanistan's foreign-currency reserves. The Taliban therefore stanching the flow of dollars leaving the country by imposing harsh capital controls, a crackdown on smuggling and the *hawala* overhaul. The Afghani stabilised and is now just 7% lower against the dollar than it was the day before Kabul fell.

The Taliban have improved economic-law enforcement across the board. Despite a drop in international trade, there has been a big increase in customs revenues. Overall revenues for the year ending March 2023 were \$2.3bn, up 10% on the year ending March 2021. The threat of Sharia law punishments, including hand amputation, is a strong disincentive for customs officials to accept bribes, says an adviser to Mullah Baradar, the deputy prime minister in charge of economic strategy. "The core competency of the Taliban government is the enforcement of laws and orders," he says. "If we find you are doing corruption and we implement Sharia laws on you, you will not do corruption again."

To acknowledge such progress is less a tribute to the Taliban's harsh methods than an indictment of the corrupt, nato-backed governments the Islamists replaced. In Kabul, a city of 4.5m, there are many signs of better law-enforcement. Road works held up for years by illegal squatters have been pushed through by Hamdullah Nomani, the city's mayor. Street vendors have been corralled into designated areas. Drug addicts have been taken off the streets and into rehab. Roundabouts have been beautified, filthy restaurants closed and 30,000 street dogs inoculated against rabies.

The proportion of businesses that bribe customs officials is down from 62% to 8%, according to a recent World Bank survey. Sanzar Kakar, an Afghan-American entrepreneur who owns the country's biggest auditing company, says his staff are no longer asked for bribes during their regular visits to the finance ministry, previously "a daily headache". The departure of a "whole crop of corrupt people", including mps, cabinet ministers and intelligence officials is "one of the biggest blessings".

Though Afghanistan has lost the 75% of its budget formerly donated by foreigners, the Taliban have raised enough revenue to pay 800,000 government employees. Some have received back-pay to make up for a bumpy early couple of months after the collapse of Mr Ghani's government.

The Taliban are most concerned, their limited budget disclosures suggest, about paying their fighters. A mini-budget published last year earmarked 41% of spending to defence and security. That is a vast outlay for a country no longer at war. With an army of 150,000 and 200,000 police, the Taliban have more forces than Mr Ghani's government. According to the Taliban army chief of staff, they aim to recruit another 50,000 soldiers and buy anti-aircraft missile systems to knock out American drones.

Too late for the Bamiyan buddhas

Crackpot as they can seem, the Taliban are winning solid reviews from surprising quarters. The boss of a Kabul-based media company, no fan of the mullahs, reckons "Afghanistan is better managed today than Pakistan". He also believes Afghan tv stations are freer to report the news than those in India and Turkey. A dogged band of foreign and local archaeologists and curators of Afghanistan's rich heritage, who remain in Kabul, give the Taliban credit for backing restoration of pre-Islamic sites.

Zia ul Haq Amarkhil, governor of Nangarhar province before the Taliban takeover, says they are running things “properly”. Like many others in Kabul, he is irritated by the narrative of unremitting doom perpetuated by rights groups and Afghans who fled in 2021. “My brother Afghans outside the country do not agree, but they are not here, they do not know the reality. I am here, I know the reality.”

Any improvement in the Taliban’s performance partly reflects the different circumstances in which the mullahs are governing. In the 1990s Afghanistan’s treasury was a safe-box in the Kandahar compound of Mullah Omar, their then leader. The Afghan state is vastly more capable today. But the Taliban are also improved. Their reclusive leader, Hibatullah Akhundzada, is a malign figure, responsible for ratcheting up curbs on women from his Kandahar base. Yet the Taliban cabinet in Kabul includes able pragmatists.

Afghanistan’s rulers are also assisted by the fact that they, unlike their immediate predecessors, do not have to contend with their own insurgency. It killed an estimated 69,000 soldiers and police between 2001-21 and made economic development perilous or impossible in much of the country. Because companies no longer have to pay for private security, the cost of building projects has fallen by more than 50%, businessmen in Kabul say. In rural areas, telecom companies are able to use masts that the Taliban had switched off to prevent locals reporting their movements.

Notwithstanding such improvements, suffering is rife. The un estimates 700,000 have lost their jobs. Middle-class families employed in the sectors most dependent on foreign support—including ngos, business services, hospitality and the media—are especially hard-hit. Fahima is a 26-year old television presenter who used to cut a glamorous figure on entertainment and news shows. Now she sells sex in Kabul to support her family. Finding her first customers, while adhering to Taliban dress code, was difficult, she says in a phone interview. It required flashing glossy high-heels from under a burqa. Another longtime sex worker also describes an influx of competitors from middle-class families. “This work has become more secret and more dangerous because it’s not possible to bribe police anymore,” she adds.



In the countryside, home to 75% of Afghans and blighted by years of drought, conditions are tougher. “We no longer have to risk our lives to get our crops to market,” says Mohammed Tahir, a farmer in Nirkh, a district in central Wardak province that saw heavy fighting as the Taliban advanced. “But everyone is cutting back how much they buy, how much they eat.”

In 2019, 6.3m Afghans were considered in need of humanitarian aid; now 28m are. The un reckons 97% of Afghans live below the poverty line. Some areas are on the brink of famine. The un’s World Food Programme (wfp) has established food distribution centres across the country, including in a dingy sports hall in Kabul where 2,500 people recently queued for food. They emerged with 50kg of flour, a bag of pulses, a bottle of cooking oil and a pouch of salt. Nawaz Ali, a disabled head of a family that includes five daughters, says the ration won’t get them through the month.

A funding shortage recently meant 4m people were cut from the list of those being targeted for food aid. “We are just not as attractive to donors—the guilt money is gone,” says the wfp’s Philippe Kropf. The wfp will stop assistance in May absent an urgent infusion of \$900m.

Last year the un spent more than \$3.25bn on humanitarian aid. This year, it has so far raised \$425m of the \$4.6bn needed. The aid is dispersed through un agencies and ngos. unicef has paid stipends to nearly 200,000 teachers; the International Committee of the Red Cross is paying 10,000 medical staff. The Taliban are naturally irate. “Barely 10% of un money gets to the people,” claims a Taliban finance-ministry official. “Giving it to the government would drastically reduce overheads.”

Some un officials agree that the emerging “republic of ngos” is unsustainable—and undermining two decades of efforts to build Afghan institutions. Inevitably, it is also assisting the Taliban. The millions of dollars of cash the un regularly flies into Kabul is supporting the Afghan currency. sigar, an American government watchdog, says the Taliban is also skimming off aid money through “licences”, “taxes” and other “administrative fees” imposed on ngos.

Two big things stand in the way of the Taliban winning a modicum more international acceptance. First, their uneven counter-terrorism efforts. Though they are attacking is’s local affiliate, the Islamic State Khorasan Province (iskp), they are allegedly still pally with their old terrorist ally, the remnants of al-Qaeda, and clearly pally with a newer one, the Pakistani Taliban (ttp). That group launches attacks into Pakistan from Afghanistan, including a blast in a mosque in Peshawar in January that killed nearly 100 policemen. Pakistan has mulled launching military strikes in retaliation. In April, China, Iran, Russia and several Central Asian states complained about Taliban links to groups that threaten regional security.

Equally damaging to the Taliban’s hopes of recognition are their curbs on women and girls. Even Saudi Arabia, one of the few countries to recognise the Taliban’s first government, condemned the decision on March 22nd to bar them from Afghan secondary schools and universities. The Taliban have also this year banned women from working for ngos and un agencies.

A majority of the Taliban’s (all-male) cabinet are said to oppose these measures. During their long exiles in Pakistan and Qatar, some educated their daughters. But Mr Akhundzada, a former judge who once recruited his own son to become a suicide-bomber, has a veto on the issue. Beyond his personal views, he is believed to be anxious to keep the Taliban’s rank-and-file on-side. Some have defected to the more hardline iskp and, if the Taliban are perceived to have gone soft on the women’s issue, more might follow.

This difference led the powerful interior minister, Sirajuddin Haqqani, to have a rare public dig at Mr Akhundzada in February. “Monopolising power and hurting the reputation of the entire system are not to our benefit,” he said in a speech at an Islamic school. Mr Haqqani and other Taliban big shots, including Mullah Yaqoob, who is the defence minister and Mullah Omar’s son, have their own power bases within the movement. Their pictures are displayed at Taliban checkpoints. But there appears to be little prospect of their forcing a showdown with Mr Akhundzada, who has a bodyguard of thousands of his fellow Noorzai tribesmen in Kandahar. “All the Taliban ministers I meet are shaking their heads over girls’ education”, says Mr Amarkhil, the former provincial governor. “But at the end of the day they don’t have the courage to confront him.”

No place for women

Disagreement with the anti-women policies has led to patchy implementation, especially in Kabul and elsewhere outside the Pashtun south. Some ngos and un agencies, particularly in health services, have been granted exemptions by individual ministers and governors. Women are banned from working at ngos, but not in important private companies, including banks and telecommunications firms. They are supposed to work in separate spaces; but segregation is usually observed only when the vice-and-virtue police visit.

Thousands of girls are being educated underground. A women's activist took *The Economist* to visit a secret school in a Kabul side-street. Because she was forbidden to ride in a car with an unrelated man, she arrived separately by taxi, driven by a different unrelated man. She fears this nonsensical loophole will soon be closed. "They are going to come for all of us eventually," she said. The school, a dimly lit room in a rented house, which is part of a countrywide network, passes itself off as a *madrassa*. When the Taliban come knocking, the teacher switches from maths to the Koran.

Despite such brave anomalies, it is appalling to witness the freedoms of millions of Afghan women being asphyxiated. Tahira, a 28-year-old in Kabul, formerly worked as a teacher and personal trainer in a now-shuttered women's gym. (Women have also been barred from parks and women-only public baths.) Now her life consists of housework and daily visits to an actual *madrassa*. "My parents say I have to obey the new rules," she says. "They used to be so open-minded, but they have changed."

It is also demoralising to many men. "I have two daughters and a wife who trained as an engineer and is a teacher," says a senior civil servant who, unlike many of his peers, decided to stay on after the takeover. If the women's education ban is not overturned by the end of the year, he will join the exodus, further enfeebling the bureaucracy. A digital system introduced by the Ghani government has already been abandoned. "Everyone used to have a laptop on their desk, now we have to do everything with these," he says, holding up a piece of paper slowly gathering signatures as it crawls around his department.

Other problems for the Taliban loom. Revenues may not hold up; some businessmen say punitive taxation will force some firms to close. Despite the movement's fierce reputation, economic desperation is pushing up street crime, many Afghans say. In Kabul, even electricity cables are being stolen, says an ngo worker, who has been robbed of two mobile phones at gunpoint in the past year.

Despite the Taliban's success in killing its commanders, iskp is proving resilient. In recent months, the is affiliate has attacked prominent targets in the capital, including a hotel frequented by Chinese visitors. In March a suicide-bomber blew up a provincial governor as he sat in his heavily guarded office. iskp operatives are hard to detect because so many are Taliban defectors. Bearded, long-haired young men now receive the most scrutiny at the Taliban's roadside checkpoints.

Even so, the Taliban face no serious challenge for now. Their armed rivals control no terrain. The vast majority of Afghans are exhausted with conflict and resigned to Taliban rule. If the mullahs, taking note of public sentiment, could only accentuate their unpredicted positives, that might not end up too badly for Afghanistan. This is the Taliban's opportunity. If they instead defy public opinion, predicts Mr Amarkhil, disenchantment with the mullahs, and then opposition, will build: "from people who are starving, from those the Taliban are suppressing, from those who just want education for their daughters and sisters."

2 mai 2023 (Mediapart)

[Téhéran durcit sa guerre contre les femmes | Mediapart](#)

IRAN : UN PAYS EN RÉVOLTE

Téhéran durcit sa guerre contre les femmes

Ne pas porter le voile est désormais assimilé à un crime en Iran, où des caméras « intelligentes » traquent les contrevenantes. Dans tout le pays, les attaques chimiques contre les écoles pour filles ont repris.

[Jean-Pierre Perrin](#)

30 avril 2023 à 12h45

LesLes autorités l'appellent « *le plan pour le hidjab et la chasteté* ». Il est entré en vigueur le 15 avril et se veut la réponse, ultra-répressive, du régime à la révolution culturelle en cours, qui voit désormais des milliers d'Iraniennes sans le moindre voile marcher dans la rue, prendre le métro, aller à l'université ou faire leurs achats dans des supermarchés, ce qui était impensable avant la mort en détention, et sous les coups, de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, à Téhéran.

Dans la capitale iranienne, des vidéos montrent également de plus en plus de femmes porter des jupes sur les grandes avenues et même quelques hommes en short, des tenues strictement prohibées par le code vestimentaire et toujours passibles d'amendes, voire de peines de prison en cas de récidive.

Désormais, avec la nouvelle loi, refuser de porter le voile est assimilé à une menace contre la sécurité nationale – ce qui n'était pas le cas jusqu'alors. Fin mars, le tout-puissant chef de l'autorité judiciaire, l'ayatollah Gholamhossein Mohseni Ejei, a ainsi fait savoir que toutes celles qui seraient surprises sans hidjab dans l'espace public seraient considérées comme des ennemies de l'État et des valeurs islamiques. Et « *punies* » en conséquence.

« *Selon les lois en vigueur, le fait d'enlever le hidjab est considéré comme un crime* », a prévenu Hassan Mofakhami, le chef de la sécurité de la police, dans un communiqué.

Des parlementaires à l'origine de la nouvelle loi ont même souligné que « *le refus du voile faisait partie d'un plan complexe préparé par des ennemis pour déstabiliser le pays et perturber l'ordre social* ». Dans les villes du pays, les imams de la prière du vendredi, dont les prêches sont orientés par le Bureau du guide de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, ont invité les agents en civil à s'en prendre librement aux femmes non voilées.

La nouvelle loi reprend celle de 1983, qui rendait obligatoire, pour les Iraniennes et les étrangères, quelle que soit leur religion, le port du voile et d'un vêtement ample en public. Elle avait été renforcée par la loi du 5 juillet 2022, mise en place par le président Ebrahim Raïssi, qui impose de nouvelles restrictions aux femmes. Le foulard doit désormais couvrir, en plus des cheveux, le cou et les épaules. Pour aller plus loin dans la répression, les autorités ont commencé à installer des « caméras intelligentes » sur les places et les voies de circulation afin de pouvoir identifier les contrevenantes. « *Les personnes qui ôtent leur hidjab dans les lieux publics recevront d'abord un avertissement et seront en cas de récidive présentées aux tribunaux* », a fait savoir le chef de la police iranienne, Ahmad-Reza Radan, dans une interview à la télévision d'État.

Tolérance zéro

Les propriétaires de voitures recevront eux aussi une mise en garde si une passagère enfreint le code vestimentaire. Et, en cas de récidive, a ajouté Ahmad-Reza Radan, ils risquent la saisie de leur véhicule. « *Aucun comportement individuel ou collectif, ni aucune action contraire à la loi* » ne seront tolérés, a insisté la police dans un autre communiqué, qui appelle également les « *citoyens à continuer de coopérer* » avec les forces de l'ordre.

Estimant que la désobéissance à cette loi ternit l'image spirituelle du pays et répand l'insécurité, elle a même exhorté les employeurs à faire respecter les règles en menant des « *inspections assidues* ». Le voile y est aussi décrit comme « *l'un des fondements civilisationnels de la nation iranienne* ».

Autres victimes de cette guerre menée aux femmes, les commerces, grands et petits. À la mi-avril, 137 magasins, dont des pharmacies, et 18 restaurants avaient déjà été fermés pour avoir accueilli les femmes non voilées, selon un porte-parole de la police.

Alors que nombre de spécialistes pariaient sur un assouplissement du régime sur la question du voile, notamment sous la pression des factions réformatrices et, surtout, de certains officiers des pasdarans (gardiens de la révolution) inquiets de la détérioration de la situation intérieure, c'est au contraire un réel durcissement qui s'annonce. À l'évidence, bien plus que le président Raïssi, que l'on a pu entendre sur ce sujet, c'est le Guide suprême qui en est l'instigateur.

« *La tactique du Guide, c'est de ne rien changer*, souligne un politiste spécialiste de l'Iran, qui souhaite rester anonyme. *Il pense que cela entraînerait sa chute comme cela s'est passé avec le chah, en 1978, qui avait voulu réformer son pays en position de faiblesse. Résultat : il s'est effondré. C'est pour cela qu'il y a, en ce moment, une surenchère sécuritaire. La stratégie actuelle est de faire régner la terreur, d'augmenter le coût pour les manifestants et la prise de risque pour celles et ceux qui combattent l'ordre théocratique.* »

Nous ne porterons plus jamais le voile. [...] Nous ne céderons pas. Une habitante de Téhéran jointe par Mediapart

Jusqu'à présent, la répression n'a pas freiné l'appétit de liberté vestimentaire des femmes iraniennes. Certaines ont aussitôt répliqué en postant des selfies sur lesquels elles se montrent tête nue. « *Bonjour à tous, excepté au chef de la police et ses caméras* », a tweeté l'une d'elles.

Même prise de risque dans les milieux artistiques. Il y a quelques jours, l'actrice iranienne Pantea Bahram, âgée de 53 ans, s'est ainsi présentée tête nue au cinéma-théâtre Le Lotus, dans le sud de Téhéran, pour la projection publique de la nouvelle série *La Peau du lion*. On ne sait pas si elle a été ensuite inquiétée mais le directeur de l'établissement, lui, a été révoqué peu après par l'organisme de contrôle du cinéma iranien au motif « *d'avoir échoué à contrôler la situation et n'avoir pas dirigé la fautive en dehors du cinéma* ». D'autres actrices célèbres en Iran, comme Katayoun Riahi, ont été convoquées ou privées de passeport, de même que certains des réalisateurs qui les soutiennent, comme Hamid Pourazari.

« *Le nizam [système – ndlr] ne réussira pas à nous faire revenir en arrière. Nous ne porterons plus jamais le voile. Il nous menace d'amendes pouvant aller jusqu'à un milliard et demi de tomans [25 000 euros – ndlr] mais nous ne céderons pas* », s'exclame une habitante de Téhéran, contactée par téléphone.

Autre sujet qui suscite la colère des autorités et l'indignation des religieux, l'apparition sur les murs des universités et des parcs de Téhéran des premiers slogans pro-LGBTQ tels que « *La communauté LGBTQ s'est levée* » ou « *Nous sommes la voix des LGBTQ : libération ou nous mettons le feu à la nuit* ».

En revanche, la police ne s'intéresse visiblement pas aux attaques chimiques contre les écoles de filles qui ont repris après les vacances de Norouz, le nouvel an iranien. Les 16, 17 et 18 avril, les établissements d'une douzaine de villes, grandes et petites, ont ainsi été ciblés. Ces empoisonnements au gaz n'ont certes pas l'ampleur de ceux des mois précédents : au moins 245 collèves, lycées et écoles primaires avaient été frappés depuis novembre dans 26 provinces, et environ 13 000 filles, et quelques garçons, avaient souffert de différents symptômes.

Pour le ministère de l'intérieur, il ne s'agit désormais que de « *malaises simulés* » et de « *bêtises des élèves* » alors que les autorités avaient fait état, avant les vacances, d'une centaine d'arrestations.

Pour Amnesty International, « *ces empoisonnements, non revendiqués, semblent s'inscrire dans le cadre d'une campagne coordonnée et organisée visant à punir les écolières pour leur participation aux manifestations qui ont éclaté à la mi-septembre 2022* », ajoute l'organisation dans un récent [communiqué](#).

Pour la première fois, le Guide suprême, qu'il est interdit de critiquer sous peine de prison, l'a été publiquement, qui plus est par les siens. Le 18 avril, lors d'une réunion avec des étudiants membres du Bassidj (la milice islamique, dont Khamenei est le chef, selon la Constitution) triés sur le volet, l'un

d'eux lui a coupé la parole et a accusé le gouvernement de ne pas « *écouter la voix du peuple* » et de « *continuer à manquer de transparence* ». Cet [extrait](#) de la rencontre a été supprimé de la vidéo publiée sur le site officiel de Khamenei.

2 mai 2023 (NZZ)

[Psychologin Doris Bischof-Köhler über Geschlechtsunterschiede \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/psychologin-doris-bischof-koehler-ueber-geschlechtsunterschiede-nzz.ch)

«Ist das Geschlecht ein soziales Konstrukt?» – «Wer das behauptet, muss sich fragen, was er unter ‹Forschung› versteht»

Die Psychologin Doris Bischof-Köhler hat sich ihr Leben lang mit den Unterschieden zwischen Frauen und Männern beschäftigt. Sie kritisiert die heutige Genderdebatte: Diese verleugne die Biologie, und Gegenstimmen würden mundtot gemacht.

Birgit Schmid

02.05.2023, 05.30 Uhr



Buben lassen die Barbie eher links liegen oder benutzen sie manchmal wie eine Pistole. Alles anerzogen?

Karin Hofer / NZZ

Sie haben sich als Genderforscherin einen Namen gemacht, soeben ist Ihr Standardwerk «Von Natur aus anders» über die Psychologie der Geschlechtsunterschiede in fünfter Auflage erschienen. Wie viele Geschlechter gibt es?

Die Antwort darauf ist alles andere als einfach. **Man sollte die Zahl der Geschlechter jedoch bei zwei belassen. Das entspricht dem genetisch angelegten Bauplan aller vielzelligen Organismen, und der Mensch macht da keine Ausnahme.** Aber selbstverständlich gibt es, wie überall in der Natur, bei der Realisierung dieses Bauplans Abweichungen, die die Evolution begleiten, ohne eine besondere Funktion zu haben, ja die biologisch sogar dysfunktional sein können, da sie nicht zur Fortpflanzung führen. Dieser Umstand birgt ein Diskriminierungspotenzial, das nicht aus der Welt zu schaffen ist, schon gar nicht durch ein gutgemeintes oder auch militant verordnetes Narrativ von einer Vielzahl der Geschlechter.

Nonbinäre und Transmenschen dürften diese Sicht tatsächlich als ausgrenzend empfinden.

Es ist die moralische Pflicht der Gesellschaft, hier gegenzusteuern. **Aber das sollte in einer Haltung geschehen, die sich nicht anmasst, die Naturordnung neu zu erfinden.**



Die Psychologin Doris Bischof-Köhler.

PD

Ihre Haltung gilt heute als reduktionistisch. Universitäten könnten sich scheuen, Sie bei ihnen referieren zu lassen. Erlebten Sie je Einschüchterungsversuche?

«**Reduktionismus**» ist ein Totschlagargument. Ich warte bis heute, dass mir jemand erklärt, was das eigentlich heisst und warum es falsch ist. Was Anfeindungen anbelangt – im Zuge meiner Vorlesungs- und Vortragstätigkeit habe ich sie natürlich oft zu spüren bekommen. Neben ebenso entschiedener Zustimmung. Ausgeladen wurde ich noch nie. Die Tatsache, dass Universitäten heute vor so etwas nicht mehr zurückschrecken, bestätigt meine immer schon gehegten Zweifel am kulturellen Fortschritt. Aber deshalb vor offenkundiger Ideologie zu kapitulieren und nicht mehr zu sagen, was ich nach hinreichend sorgfältiger Prüfung für wahr halte, kann ja wohl auch nicht die Lösung sein.

Um Diskriminierung zu bekämpfen, postuliert die akademische Genderforschung, dass Geschlechtsunterschiede nicht angeboren, sondern ein Resultat der Sozialisation seien. **Was denken Sie, wenn Sie hören, Geschlecht sei ein soziales Konstrukt?**

Wer ein solches Postulat aufstellt, muss sich fragen, was er unter «Forschung» versteht. Er hält es nicht für nötig, auch nur darüber nachzudenken, warum die wichtigsten Geschlechtsunterschiede, die angeblich die Gesellschaft erfunden hat, auch im Tierreich so weit verbreitet sind. Vielleicht wären Gleichberechtigung und Gleichbewertung einfacher zu erreichen, wenn man alle Unterschiede aus der Welt schaffen könnte. Aber nicht einmal das ist sicher. Jedenfalls ist der guten Sache kein Dienst erwiesen, wenn man sich in die eigene Tasche lügt. Ich verstehe bis heute nicht, wie man meinen kann, Wunschenken würde wahr, wenn man es nur lautstark verkündet und alle Gegenstimmen mundtot macht.

Kürzlich war ich mit einem 18-monatigen Jungen unterwegs – von den Baggern auf einer Baustelle war er kaum wegzubringen. Seine Eltern lassen ihn auch mit Puppen spielen, was er aber nie so hingebungsvoll tut. Sind es bloss äussere Einflüsse, die bereits das Interesse von Kleinkindern so lenken?

Das Baggerbeispiel hat mich schon vor Jahren beschäftigt, als ein Reporter in einem Interview mir das Gleiche von seinem kleinen Neffen berichtete. Wir haben uns darauf geeinigt, dass da wohl wirklich Veranlagung eine Rolle spielt, was dann zu einigen unqualifizierten Kommentaren von Kolleginnen führte: ob ich denn meinte, es gebe ein Gen für die Vorliebe für Bagger. Ich weiss nicht, ob sie es wirklich nicht verstanden haben oder nur auf eine billige Pointe aus waren; womit man jedenfalls durchaus zu rechnen hat, ist eine genetisch angelegte Faszination durch einen bestimmten Typ von funktionalen Bewegungsabläufen.

Können Sie das erläutern?

Wenn man Buben und Mädchen bittet, einen Ball zu beschreiben, dann sagen die Mädchen eher, er sei rund, und die Buben, man könne damit werfen. Der Unterschied hat sich wahrscheinlich in Anpassung an die frühmenschliche Arbeitsteilung herausgebildet, aber da kann man nur spekulieren. Ein schönes Beispiel hat mir ein Mitarbeiter berichtet: Das Elternpaar, nicht verheiratet, aufgeschlossen für geschlechtsneutrale Erziehung, schenkte dem Sohn auch eine Puppe. Dieser nahm sie mit in die Badewanne und benutzte sie als Spritzpistole – sie hatte eine Öffnung im Rücken. Einzelne Anekdoten dieser Art beweisen natürlich nichts; empirische Forschung knüpft ein dichtes Netz aus vielen ineinandergreifenden Argumenten, die sich auf ganz unterschiedliche Datenbasis stützen. Sie kommen nicht von heute auf morgen zustande und lassen sich daher auch nicht auf so bequeme Weise erledigen.

In einem skandinavischen Kindergarten sollten die Kinder geschlechtsneutral erzogen werden bis hin zur Vermeidung der Personalpronomen «sie» und «er». Kann das funktionieren?

Das ist ein guter Beitrag zum Thema «Menschenversuche», bei denen Sozialpädagogen offenbar viel unverfrorener vorgehen als Biologen. Ist ein so massiver Eingriff zu rechtfertigen? Und was wäre im Erfolgsfall damit bewiesen? Der springende Punkt ist aber: Was genau geschehen ist, welchen Erfolg es hatte, welche Spätfolgen eingetreten sind – das alles wurde nie untersucht. Der Kindergarten hat die Erlaubnis zu einer Kontrolle verweigert.

Gab es nicht schon in der Vergangenheit solche Versuche?

Sicher gab es die. Denken Sie an die sogenannten **Kinderläden**. Das waren Einrichtungen in leerstehenden Tante-Emma-Läden, die im Zusammenhang mit der 1968er Bewegung entstanden sind. Deren Intention war allerdings eine andere, es gab dort eben gerade keinen Drill, auch keinen «sanften Zwang». Die Kinder sollten einfach frei von Rollenstereotypen aufwachsen. Davon erhoffte man sich, dass eine konfliktfreiere Problemlösung gefördert würde sowie dass Geschlechtsunterschiede vor allem in der Aggressivität zum Verschwinden gebracht würden. Es gibt gut dokumentierte Untersuchungen, die die dortige antiautoritäre Erziehung mit der in traditionellen Kindergärten verglichen.

Und was kam dabei heraus?

Zum Entsetzen der Untersucher trat genau das Gegenteil dessen ein, was man erwartet hatte: In den Kinderläden blieben die Jungen wild und ungebärdig und übertrafen in dieser Hinsicht sogar die Jungen aus den traditionellen Kindergärten, während die kleineren Mädchen mehr dazu neigten, sich zurückzuziehen, als ihre traditionell erzogenen Altersgenossinnen. Erst die etwas älteren hatten gelernt, sich zur Wehr zu setzen. Es handelte sich um eine ziemlich grosse Stichprobe, nahezu alle Kinderläden waren dabei. Deshalb liess sich das Ergebnis auch nicht einfach beiseiteschieben. Die Sozialisation kann nicht alles bewirken, wenn man die anlagebedingten Vorbedingungen nicht bedenkt.

Noch immer wählen Frauen viel seltener technische Berufe wie Ingenieur, während Männer sich weniger für Care-Arbeit interessieren. Biologie oder kulturell bedingte Vorlieben?

Natürlich spielt beides eine Rolle. **Allerdings ist die Diskrepanz nicht so gross. Frauen haben wohl wirklich seltener eine besondere Vorliebe für technische Berufe.** Wählen sie einen solchen aus, dann durchaus auch deshalb, weil sie sich ein gutes Einkommen oder Prestige versprechen. **Bei den Männern wiederum sollte man ein hormonal fundiertes fürsorgliches Potenzial nicht unterschätzen.** Sobald sie Vater werden, steigen bei ihnen das weibliche Hormon Progesteron und das sogenannte Bindungshormon Oxytocin an, und Testosteron fällt ab.

Geschlecht scheint heute eine subjektive Entscheidung. Egal, welches Geschlecht einem bei Geburt zugewiesen wurde: Jeder soll als Frau oder Mann leben können, wenn er das will. Wo liegt das Problem?

Die Bundesregierung hat gerade das Transsexuellengesetz mit allen seinen Hindernissen abgeschafft und durch das Selbstbestimmungsgesetz ersetzt. Jeder Mensch, der mit seinem Geschlecht unzufrieden ist, kann von nun an ohne medizinischen Nachweis frei entscheiden, welches Geschlecht er annehmen will. Es genügt ein Gang aufs Einwohnermeldeamt. Einen kleinen Haken hat das Ganze allerdings, der Feministinnen auf den Plan ruft. **Wie kann man verhindern, dass ein Mann sich mit seiner ganzen toxischen Männlichkeit in strikt abgegrenzte weibliche Zirkel einschleicht, indem er angibt, er sei eine Frau. Als Aussenstehender wartet man gespannt auf die weitere Entwicklung.**

Warum ist es gut, dass Frauen und Männer «von Natur aus anders» sind?

Es kommt nicht darauf an, ob man das gut findet oder nicht. Es ist eine Tatsachenfrage, die nur empirisch zu beantworten ist und sich im Übrigen auch gar nicht für eine Wertung anbietet. Entscheidend ist etwas anderes.

Nämlich?

Üblicherweise besteht die Ansicht, man müsse Männer und Frauen gleich machen, weil dies der einzige Weg sei, Gerechtigkeit zu erreichen, und das werde verhindert, wenn ihre Verschiedenheit natürlich bedingt sei. Hier liegt ganz ohne Zweifel ein Fehlschluss vor. Es ist richtig: Wenn die bestehenden Unterschiede nur gesellschaftliche Ursachen hätten, dann müsste man die Lehrpläne, die Normen und die Sprache und was weiss ich sonst noch eben ändern. Einige Volkspädagogen sind da ja recht experimentierfreudig, indem sie den Kindern die Verwendung von Personalpronomina abgewöhnen wollen.

Und wenn es eben doch natürliche Unterschiede gibt?

Dann werden alle Anstrengungen nichts nützen. Man schafft Probleme nicht aus der Welt, indem man sie für nichtexistent erklärt. Wenn Gerechtigkeit einkehren soll, wird man Lösungen finden müssen, die auf Gleichmacherei verzichten. Ich leugne nicht, dass das schwierig ist. Aber wir haben keine andere Wahl. Es müssen sich doch Strukturen finden lassen, die es beiden Geschlechtern ermöglichen, gemeinsam ein sinnvolles und befriedigendes Leben zu führen, auch wenn sie von Natur aus anders sind. Gegenseitige Achtung sollte trotz Anderssein keine Utopie sein. Das ist es jedenfalls, was man sich für das Zusammenleben von Frauen und Männern wünscht.

Die deutsche Psychologin Doris Bischof-Köhler (87) forschte und unterrichtete an den Universitäten Zürich und München. Zu ihren Schwerpunktthemen gehören die frühe Entwicklung im Kindesalter und Geschlechterunterschiede. Sie schrieb zahlreiche Bücher, darunter das Standardwerk «Von Natur aus anders», das 2022 in überarbeiteter Version in fünfter Auflage erschienen ist (Kohlhammer-Verlag). 2003 wurde sie mit dem Deutschen Psychologie-Preis ausgezeichnet. Mit ihrem Mann, dem Psychologen Norbert Bischof, hat sie drei Töchter. – Das Interview wurde schriftlich geführt.

2 mai 2023 (NZZ)

[Markus Brunnermeier: Kampf zwischen Regierungen und Notenbanken \(nzz.ch\)](https://www.nzz.ch/markus-brunnermeier-kampf-zwischen-regierungen-und-notenbanken)

INTERVIEW

«Die reale Verzinsung der Staatsschulden ist extrem niedrig. Im Euro-Raum werden gegen 10 Prozent der Schulden weginflationiert»

Wenn die EU immer neue Ausgabenprogramme auflege, bekomme man die Teuerung nicht in den Griff, sagt der Princeton-Ökonom Markus Brunnermeier. Im Gespräch verrät er, wie wir beim Meistern von Krisen besser werden können.

Christoph Eisenring, Thomas Fuster 02.05.2023, 05.30 Uhr



Nach dem Kollaps von Lehman Brothers packt ein Angestellter in New York seine Sachen. Der Princeton-Ökonom Brunnermeier schlägt vor, in Krisen jeweils das erste Institut pleitegehen zu lassen und die anderen aufzufangen. Chris Hondros / Getty

Irgendwie hat man das Gefühl, dass sich Krisen in immer kürzeren Abständen folgen. Meinen wir es bloss, oder wird die Welt krisenanfälliger?

Eine Krise kommt selten allein. Sie lädt vielmehr weitere Krisen ein. Ein Beispiel: Wenn die globale Lage im Februar 2022 solider gewesen wäre, hätte Putin die Ukraine vielleicht nicht angegriffen. Doch Putin dachte, der Westen sei wegen der Pandemie geschwächt. Also gab er den Befehl zur Invasion.

Welche Lehren sind zu ziehen aus der wachsenden Krisenanfälligkeit?

Wir müssen uns verabschieden vom Gedanken, Krisen vermeiden zu können. Besser ist es, Gesellschaften widerstandsfähiger zu machen, so dass sie zurückfedern können, wie Schilf im Sturm. Es braucht mehr Sicherheitspolster. So zeigte die Pandemie die Verletzlichkeit der Wirtschaft durch die Just-in-time-Produktion. Prozesse waren so ausgestaltet, dass Komponenten erst in letzter Minute eintrafen. Lager wurden aus Kostengründen auf ein Minimum reduziert.

Ein gemeinsamer Nenner der jüngsten Krisen ist, dass der Staat und die Notenbanken stets mit riesigen Geldsummen interveniert haben.

Ja, das verstärkt die Krisenanfälligkeit zusätzlich. So entsteht die Erwartung, dass der Staat auch in künftigen Krisen aushelfen wird. Also trifft man weniger Sicherheitsvorkehrungen, was gefährlich ist. Ziel müsste die Förderung der Eigeninitiative sein, so dass sich jeder Einzelne anpasst.

Wie kommt man aus dieser Erwartungshaltung heraus? Wie sorgt man dafür, dass nicht stets auf die Rettung durch die Geld- oder Finanzpolitik gesetzt wird?



Markus Brunnermeier, Princeton University. Adena Stevens

Der Staat muss darauf verzichten, bei kleineren Krisen einzugreifen. Um beim Meistern grosser Krisen besser zu werden, ist es hilfreich, ab und zu eine kleine Krise durchzumachen. Es ist wie beim menschlichen Immunsystem: Wenn Eltern ihr Kind in steriler Umgebung erziehen und fernhalten von Bakterien, wird das Kind als erwachsene Person sehr krankheitsanfällig. Kinder sollten Krankheiten durchleben, damit das Immunsystem lernt, wie man kleinere und auch grössere Krisen meistert.

Was heisst das bezogen auf den Staat?

Auch der Staat muss Krisen zulassen. Auf diese Weise bricht ein Teil des Systems weg, und ein anderer Teil wird erneuert. Damit das gelingt, sollte die Wirtschaft aber nicht hierarchisch, sondern dezentral organisiert sein. In einem solchen Netz können Teile abbrechen und durch neue ersetzt werden, im Sinn einer kreativen Zerstörung. Es tönt paradox, doch je stärker man die Teilsysteme anfällig hält und auf Hilfe verzichtet, umso stabiler wird das Ganze.

Machen wir es konkret: Bei was für einem Teilsystem sollte man stärker in Kauf nehmen, dass es in Schwierigkeiten gerät?

Wenn Staaten – wie jüngst in der Corona-Pandemie – zu sehr versuchen, den Konkurs von Firmen zu verhindern, führt dies dazu, dass Zombie-Firmen weiterleben und das Gesamtsystem schwächen. Wenn hingegen einige Firmen sterben und durch neue ersetzt werden, wird die Gesamtwirtschaft produktiver. Ein Beispiel ist die New Yorker Restaurantszene. Sie ist sehr kompetitiv und von hoher Qualität. Das auch deshalb, weil ständig Restaurants pleitegehen und neue entstehen. So wird die Szene robuster und besser.

Ist es ein Klischee, oder stimmt es, dass sich Europa mit Pleiten schwerer tut als die USA, wo eine ungezügeltere Form des Kapitalismus herrscht?

Ja, in Europa dominiert der Gedanke, dass alles am Laufen bleiben muss und nichts untergehen darf. Da muss man umdenken, vor allem in Zeiten tiefgreifender Transformationen. So wird die künstliche Intelligenz gewisse Jobs verschwinden und neue entstehen lassen. Da sollte man den Leuten auch Mut machen, den Umstieg zu wagen. In den USA ist es normal, dass sich 50-Jährige beruflich neu orientieren. In Europa denkt man in diesem Alter schon an die Pension.

Was bedeutet Ihre Analyse für die Inflation, das derzeit drängendste Wirtschaftsproblem?

Die Zentralbanken müssen ihre Politik straffen, auch wenn das zum Untergang einiger Zombie-Firmen oder kleinerer Banken führt. Zudem dürfen sie sich nicht einschüchtern lassen von der Sorge um die Stabilität des Finanzsystems. Wird Finanzstabilität wichtiger als Preisstabilität, kommt es zu finanzieller Dominanz. Wenn diese einmal da ist, bringt man sie kaum wieder weg. Die Leute denken dann, die Inflation werde nicht ernsthaft bekämpft, was zu höheren Preiserwartungen führt und die Teuerung erst recht befeuert.

Wie zuversichtlich sind Sie, dass die Inflation in den USA und im Euro-Raum bald wieder auf den Zielwert von 2 Prozent sinken wird?

Die Inflation wird sinken. Die letzten Schritte hin zu 2 Prozent werden aber sehr kostspielig sein. Wahrscheinlich wird man diese Kosten scheuen, und die Notenbanken werden schon vor Erreichung des Zielwertes aufgeben.

An welche Kosten denken Sie?

Um bei hohen Inflationserwartungen und historisch niedrigen Arbeitslosenquoten die Teuerung auf 2 Prozent zu drücken, muss typischerweise eine Rezession ausgelöst werden. Da werden sich viele fragen: Soll ich zum Preis einer Rezession die Inflation von 3 auf 2 Prozent drücken, oder genügen nicht auch 3 Prozent? In den USA gibt es bereits Ökonomen, etwa Paul Krugman und Olivier Blanchard, die sich für ein Inflationsziel von 4 Prozent starkmachen.

Hochverschuldete Staaten dürften eine anhaltend hohe Inflation durchaus begrüßen.

Ja, denn die reale Verzinsung der Staatsschulden ist derzeit extrem niedrig. Im Euro-Raum werden gegen 10 Prozent der Schulden «weginflationiert». Die Politiker denken daher weiterhin: Wir können uns billig verschulden und jedes noch so grosse Projekt finanzieren, auch industriepolitische Pläne. Das verstärkt die Inflation. Um die Inflation wegzubringen, muss daher auch die Finanzpolitik gezähmt werden.

Was derzeit aber noch kaum passiert.

Genau. Niemand sagt: Jetzt müssen wir den Gürtel enger schnallen. Ein Mentalitätswandel ist vor allem in Brüssel nicht erkennbar. Dort legt die EU immer neue Programme auf, mit Namen wie «Next Generation» oder «Green Transition». Wenn man dieses Ausgabenwachstum nicht stoppt, wird es schwierig, die Inflation in den Griff zu kriegen.

Was ist zu tun?

Die Zentralbanken müssen versuchen, die Fiskalpolitik zu beeinflussen. Sie müssen klar sagen: Solange die Staatsausgaben nicht sinken, können wir geldpolitisch nicht lockern und wird es sehr schwierig, die Inflation auf 2 Prozent zu bringen. Die Europäische Zentralbank darf auch nicht länger alle neuen Euro-Bonds der Staaten aufkaufen.

Sind Sie zuversichtlich, dass ein solches Umdenken einsetzt, sei es in den USA oder in Europa?

Es wird kommen – aber später, als wir denken. Weiterhin denken viele Politiker, die Notenbank könne die Inflation allein senken. Doch so einfach ist es nicht. Es braucht die Mitarbeit der Regierung. Der Kampf zwischen den Zentralbanken und Regierungen wird sich verschärfen. Einen Vorgeschmack lieferte im Herbst der Streit zwischen der Bank of England und Liz Truss aufgrund der ungedeckten Steuerpläne der damaligen Premierministerin.

Inflation und steigende Zinsen sind auch für Banken ein Stresstest. Das zeigte sich beim Kollaps der Silicon Valley Bank. Kommt da noch mehr auf uns zu? Oder sind die Banken solid genug?

Solange die Banken viel Marktmacht haben und ihre Zinsen auf Kundeneinlagen nicht stark anheben müssen, können sie allfällige Verluste, etwa im Hypothekengeschäft, gut refinanzieren. Wenn aber ein Schock die Kunden aufweckt und diese sich fragen, warum sie auf Einlagen nur 1 Prozent Zins erhalten, wird die Sache kritisch.

Nach der Finanzkrise 2008 hiess es, dass nie wieder Banken mit Steuergeld gerettet werden sollten. Nun hat man mit der Credit Suisse doch wieder eine Bank aufgefangen. Was ist schiefgelaufen?

Das Grundproblem der Credit Suisse war, dass sie acht Skandale in drei Jahren hatte. Es fehlte an Vertrauen ins Management. Bei einem schlechten Management hilft es auch nichts, wenn man toxische Vermögenswerte auslagert, wie das 2008 bei der UBS-Rettung der Fall war.

Weshalb hat man nicht die Abwicklungspläne aktiviert, die man in den letzten 15 Jahren ausarbeitete?

Man kam zum Schluss, dass die Pläne nicht umsetzbar sind. Wenn der Westen ausgerechnet jetzt in eine Banken- und Wirtschaftskrise geraten wäre, wäre das mit Blick auf den Ukraine-Krieg ein schlechtes Signal gewesen. Das wollte man nicht riskieren.

Wie kann verhindert werden, dass der Staat künftig wieder Banken auffängt?

Meine Idee ist, dass man in einer Krise immer die erste Bank fallenlässt, den Rest aber schützt. Man müsste das offensiv als Strategie verkünden. In diesem Fall hat jedes Finanzinstitut einen grossen Anreiz, nicht das erste zu sein, das Schwierigkeiten hat, weil es sonst fürchten muss, nicht aufgefangen zu werden.

Dieses Rezept galt ja schon in der Finanzkrise. Man liess Lehman Brothers untergehen, rettete nachher aber alle anderen Banken.

Das stimmt nur teilweise, denn dieses Vorgehen war nicht im Vorhinein so kommuniziert worden. Der Untergang der ersten Bank müsste als Strategie allen bekannt sein, von Anfang an. Dann würde sich jedes Geldhaus sagen: Ich will nicht die schlechteste Bank sein.

Die Rolle als schlechteste Grossbank scheint nun der CS zugefallen zu sein. Wie wurde deren Rettung in den USA wahrgenommen?

Die USA waren sehr beschäftigt mit der Silicon Valley Bank und weiteren Problembanken. Die Reputation der Schweiz hat unter dem Credit-Suisse-Debakel zwar ein bisschen gelitten, aber da wird rasch Gras darüber wachsen. Insgesamt ist der Ruf des Schweizer Finanzplatzes immer noch sehr gut.

Zwar sind die grössten amerikanischen Banken deutlich grösser als die UBS, dennoch stellt sich die Frage: Kann sich die Schweiz eine Riesenbank wie die UBS leisten?

Die Strategie der UBS sieht vor, vom traditionellen Bankgeschäft wegzukommen und stärker auf die Vermögensverwaltung zu setzen. Solches Wealth Management sollte risikoärmer sein als Teile des Investment Banking.

Kann man Banken mit mehr Eigenkapital sicherer machen?

Ich befürworte höhere Kapitalquoten. Wenn man jedoch vor allem auf die ungewichtete Kapitalquote setzt, bringt das Probleme. Wenn man alle Aktiven mit gleich viel Kapital unterlegen muss, investiert eine Bank lieber in risikoreichere Titel, die mehr Rendite versprechen.

Wenn man die Anforderungen an das Eigenkapital hochschraubt, werden dann Kredite und Hypotheken deutlich teurer?

Es wird eine gewisse Verteuerung geben. Im Gegenzug werden aber die Einlagen sicherer, womit die Bank dafür weniger Zinsen zahlen muss. Je mehr Eigenkapital da ist, umso weniger Risiken muss das Fremdkapital tragen.

Schweizer Banken argumentieren, höhere Kapitalquoten könnten nur im globalen Kontext vereinbart werden, weil sie sonst einen Wettbewerbsnachteil hätten. Ist das Argument stichhaltig?

Man muss abwägen: Die Kredite werden zwar etwas teurer, dafür wird das Schweizer Bankwesen stabiler und muss der Steuerzahler weniger oft ins Risiko gehen. Es gibt somit Argumente für einen Alleingang. Die USA können es sich vielleicht leisten, dass sie ab und zu die Grossbanken unterstützen, weil deren Wirtschaftskraft gross genug ist. Für die Schweiz wäre es aber dramatisch, wenn die UBS in Schwierigkeiten geraten würde. Es kann dann gehen wie in Irland, wo den Banken geholfen wurde, aber dadurch das ganze Land nach unten gezogen wurde.

2 mai 2023 (Contrepoints)

[Les gesticulations gouvernementales pour sauver la France de la faillite - Contrepoints](#)

Les gesticulations gouvernementales pour sauver la France de la faillite

La fraude fiscale et sociale en France : un fléau sous-évalué par les autorités ?



Publié le 27 avril 2023

Surprise totale ! Alors que le Tour de France des Casseroles Tintinnabulantes de Macron se poursuit sous les bravos d'une foule en délire, les récentes déclarations de plusieurs membres du gouvernement laissent entendre que des efforts allaient être vigoureusement entrepris pour éplucher les comptes publics.

C'est ainsi qu'on apprend que le gouvernement prétend à présent s'inspirer des travaux du Sénat pour lutter contre la fraude fiscale et sociale : fini le laxisme, finis les cadeaux du fisc, finis les petits arrangements, on va voir ce qu'on va voir !

C'est forcément vrai puisque c'est Mickey Le Porte Parole pardon Gabriel Attal qui le dit et qu'il estime cette fraude sociale à 8 milliards d'euros par an tout en admettant, *En Même Temps*, qu'elle reste difficile à chiffrer précisément, et qu'il convient donc de s'y attaquer pour remettre un peu d'ordre dans les comptes publics. Le contribuable (et futur électeur ?) y tient semble-t-il beaucoup et notre fine brochette de commis républicains vient tout juste de le réaliser.

Parmi ces commis froufrouants, on retrouve évidemment l'inénarrable Bruno Le Maire qui annonce lui aussi, de façon tonitruante et en ondes, qu'on va lutter contre la fraude sociale à grands renforts de phrases chocs dans lesquelles il dénonce les transferts de ces aides sociales vers le Maghreb ou ailleurs.

Le ministre est peut-être habile : indépendamment de savoir si elles seront suivies d'un quelconque effet, au moins ses déclarations seront-elles remarquées et commentées. Et c'est d'ailleurs sans surprise que toute la gauche s'effraie, bouche bée et yeux écarquillés, d'un tel amalgame entre Maghreb d'un côté et fraude sociale en France de l'autre. Pour un Jean-Luc Mélenchon qui n'oublie pas de rappeler qu'il est pied-noir, tout ceci est une diversion avant une inévitable bordée d'heures les plus sombres tralala.

Pour sûr, pour cette gauche de l'effroi et des bras en l'air, tout ceci ne peut que faire le lit de l'extrême droite ; après tout, c'est la droite, puis la droite de la droite, puis la droite dure, puis l'extrême droite qui n'ont eu de cesse de dénoncer les octrois de plus en plus généreux d'aides et de subsides à des personnes de moins en moins contrôlées, et comme chacun *sait* que ce que dit l'extrême droite est faux, xénophobe, complotiste, antivax et poutinolâtre ou pas loin, il va de soi que dénoncer la fraude sociale ne peut être que faux, xénophobe, complotiste, antivax et pour tout dire, probablement un peu poutinolâtre.

De surcroît, chacun sait que cette fraude sociale (gentille et compréhensible) n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des fraudes fiscales (méchantes et impardonnables) dont on ne connaît pas non plus le montant mais qui, *En Même Temps*, lui serait dix fois supérieure.

Lorsqu'on reprend une lichette de ce sang froid que Mélenchon tente de vendre sans en montrer le moindre échantillon pour lui-même, on trouve que cette agitation de tout ce que le pays contient de Bonnes Âmes À Gauche est très proche de celle [qui s'empara de la France en 2019](#) lorsqu'une enquête détaillée et approfondie avait commencé à éplucher la fraude sociale en France, ses tenants, ses aboutissants, et qui avait poussé [un certain Charles Prats](#) à produire [un livre](#) (que je vous encourage toujours à vous procurer, au passage).

Polémiques et cries d'orfraie pour se rendre compte quelques mois plus tard qu'en pratique, [les estimations de fraudes étaient... sous-évaluées](#).

Eh oui : la fraude est bien plus massive que n'osent l'annoncer les services concernés (qui sont directement responsables de l'état des lieux désastreux) et, bien évidemment, les ministres de tutelle qui se sont refilé la patate chaude depuis des décennies sans rien faire tant tout ceci n'était ni dans leur intérêt ni dans les programmes politiques agités devant leurs électeurs.

On peut dès lors se demander pourquoi les freluquets actuels se sentent obligés de se pencher un peu sur la question, alors que des élections sont (théoriquement) encore loin et que le problème n'apparaissait pas si prégnant il y a encore un an...

De la même façon, il convient de noter la soudaine prise en compte de l'état général de nos comptes publics avec les récentes interventions d'un frétilant Bruno Le Maire (il est vraiment de *toutes* les gesticulations, ce fier pruneau de Bercy) qui [déclare](#) ainsi, sans rire, que « la France veut accélérer le redressement de ses comptes publics » (comme si elle avait commencé et que des résultats étaient déjà palpables).



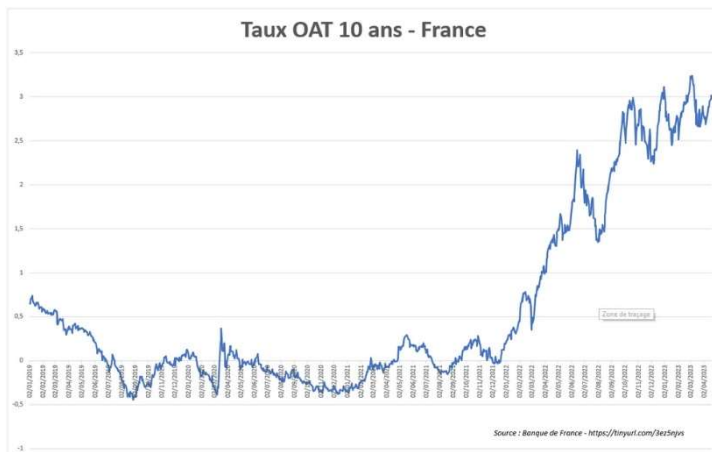
En fait, il est difficile de ne pas rapprocher cet empressement soudain voire cette quasi-précipitation à scruter (voire *redresser* ! Quelle audace !) nos comptes publics du pas de charge avec lequel fut menée la réforme des retraites ces derniers mois.

Il devient difficile de ne pas voir comme une volonté de plus en plus crispée d'essayer de ménager les comptes publics, ce qui, après le règne du prince Koikilenkouth, fait quelque peu sourire.

Et si l'on poussait l'imagination un peu plus loin, on pourrait même se dire que si la France était au bord de la faillite la plus retentissante, avec un assèchement brusque, rapide et cataclysmogène de nos comptes publics, on n'aurait pas procédé autrement.

Plus exactement, rappelons-nous que le budget de l'État est pour moitié financé par de la dette fraîche obtenue par un roulement de la dette ancienne, et que tout ceci à la condition expresse que les taux d'emprunt de cette dette ne soient pas trop forts sous peine de ne pas pouvoir rembourser.

Avec l'inflation actuelle et les petites tensions observées sur les marchés, ces taux n'ont malheureusement pas cessé de monter. Depuis 2022, où les OAT de référence (à 10 ans) français tournait autour de 0 %, ils ont gentiment grimpé jusqu'à plus de 3 % et la tendance ne montre aucun signe de fléchissement.



Autrement dit, ces gesticulations gouvernementales ressemblent de plus en plus à la prise de conscience confuse mais refroidissante que les prochains mois, les prochaines semaines (100 jours ?) pourraient être soudainement bien plus compliqués que prévu si on ne trouve pas rapidement des économies drastiques à faire.

2 mai 2023 (Le Point)

[Les neuf vies de la Kolyma \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

Les neuf vies de la Kolyma

Dans « Varlam », l'essayiste et documentariste Michaël Prazan retrace avec puissance et émotion l'histoire du système concentrationnaire soviétique.

Par [Peggy Sastre](#)



Michaël Prazan et le chat Varlam à l'entrée du restoroute de Kubume, surnommé par dérision le « Cuba du pôle Nord ». © Louis Didaux

Publié le 02/05/2023 à 07h30

Le tragique est son métier. Depuis plus de vingt ans, Michaël Prazan se consacre à l'étude des idéologies meurtrières du XX^e siècle. Étrangement, l'écrivain, journaliste, documentariste et ancien professeur de français, dont la carrière a commencé par une histoire de la très sanglante Armée rouge japonaise (*Les Fanatiques*, Seuil, 2002), s'est poursuivie avec une thèse intitulée *L'Écriture génocidaire : l'antisémitisme en style et en discours* (Calmann-Lévy, 2005) et s'est confirmée par une exploration de l'islamisme (*Frères musulmans. Enquête sur la dernière idéologie totalitaire*, Grasset, 2014), a mis du temps avant de s'attaquer au goulag. Il a même « traîné des pieds », comme il le confesse, rebuté par le rapprochement entre communisme et nazisme qu'avaient pu notamment porter Alexandre Soljenitsyne ou Imre Kertész. Ce qui l'a décidé à franchir le pas ? Des années à s'entendre dire « tu ne peux pas travailler comme ça sur la Shoah et laisser de côté le goulag » par son amie Asia Kovrigina, spécialiste de l'histoire et de la culture soviétiques et dont l'histoire familiale, comme tant d'autres dès qu'on penche un peu vers l'Est, est au carrefour des terreurs rouges et brunes. Jusqu'au jour où l'insistance de la jeune femme s'était muée en sommation : lire Varlam Chalamov, l'autre grand nom de la littérature concentrationnaire russe. En refermant ses *Récits de la Kolyma*, le petit-fils d'Avram et d'Estera Prazan, déportés et morts à Auschwitz, et fils de Bernard Prazan, enfant caché et sauvé à 7 ans par la résistante Thérèse Léopold (destins racontés dans *La Passeuse*, Grasset, 2017) sent qu'un « verrou a sauté ». Il en naîtra le documentaire *Goulag(s)*, coécrit avec Kovrigina, diffusé pour la première fois sur France 2 en 2019 et *Varlam*, publié ce printemps chez Rivages, à la veille du 70^e anniversaire de la mort de Staline. Un récit d'une rare force picturale mêlant la terrible histoire du système concentrationnaire soviétique à un journal intime, épatant d'émotion, centré sur l'adoption d'un animal trouvé à demi mort, les oreilles rongées par le gel, au bord de la « route des ossements ». Un petit chat tigré vite baptisé Varlam, en hommage à celui qui a été l'instigateur du périple de Prazan dans le cercle polaire, sur les traces des zeks et de leurs bourreaux, et grâce auquel l'animal allait avoir la vie sauve en rentrant inopinément dans la sienne.

Ce livre, et le documentaire dont il constitue les carnets de voyage, Prazan les qualifie de « *bataille contre le temps et l'espace* ». Contre l'oubli d'une tragédie qui, tout en étant aujourd'hui documentée, enseignée, soulignée, peine toujours à adhérer à notre mémoire collective. À y constituer une référence, une balise, une mise en garde. Sans qu'il y ait pour autant de raison de battre sa coulpe. Pour Prazan, le mouvement est aussi naturel que la tendance est universelle. « *L'histoire qui nous intéresse est celle qui nous a impactés* », justifie-t-il. Et celle du goulag « *est une histoire qui est loin de nous, à la fois géographiquement, et aussi qui s'éloigne de nous temporellement. Ma génération [l'auteur est né en 1970] a connu la guerre froide, les transfuges, les samizdats, et j'ai vécu cette disparition mémorielle* ». C'est d'ailleurs ce qui rend l'entreprise si nécessaire. « *Je peux d'autant mieux comprendre la pression qu'Asia a exercée sur moi. Il y avait quelque chose à ramener. Et pas seulement pour nous, Européens, mais aussi pour les Russes qui, pour beaucoup, et notamment dans les plus jeunes générations, ne connaissent même pas le mot "goulag". C'est une chape de plomb qui s'est véritablement abattue sur cette époque.* »

Déportations d'enfants



L'essayiste et documentariste Michaël Prazan avec le chat Varlam. © Vincent Alvarez

La citation de Chalamov, en exergue de *Varlam*, ne dit pas autre chose : « *Les documents de notre passé sont anéantis, les miradors abattus, les baraques rasées de la surface de la terre, le fil de fer barbelé rouillé a été enroulé et transporté ailleurs. Sur les décombres de la Serpentine fleurit l'épilobe, fleur des incendies et de l'oubli, ennemie des archives et de la mémoire humaine.* » Des mots vieux de plus d'un demi-siècle que l'ONG Mémorial, fondée durant la perestroïka par le dissident et Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, s'acharne à faire mentir en maintenant saillante la trace des crimes soviétiques. L'une de ses représentantes actuelles, l'historienne et documentaliste Masha Chilova, est au cœur de *Varlam*. Guide de Kovrigina et de Prazan, elle explique que le premier objectif de Mémorial, hier comme aujourd'hui, vise la « *préservation de la mémoire des victimes* » par un « *travail de recherches historiques et de conservation des faits, qui comprend la création de centres d'archives, et la constitution de collections muséales* ». Et aussi comment, « *en étudiant les erreurs du passé, Mémorial s'est donné pour mission d'éviter leur répétition. Il ne s'agit donc pas seulement d'un travail historique, mais aussi de prévenir tout retour au totalitarisme. Nous croyons à la démocratie, à l'État de droit, à un cadre législatif qui respecte la dignité humaine et la vie* ». Dans *Goulag(s)*, la jeune femme frêle à qui l'on donne largement moins que ses 24 ans, confirme que « *pour fonder un État démocratique, qui respecte les droits de l'homme dans son cadre législatif, qui respecte la dignité humaine et la vie en général, il est nécessaire de reconnaître et de révéler la vérité sur notre passé* ». Sans surprise, Mémorial aura été la bête noire de Poutine et sa dissolution, décidée par la Cour suprême russe le 28 décembre 2021 au

motif que l'association avait créé une « *image mensongère de l'URSS en tant qu'État terroriste* », a signé la disparition, écrit Prazan, du « *dernier avatar d'une Russie potentiellement démocratique.* »

Des contingents d'enfants ont été expédiés dans les camps de Sibérie. *Michaël Prazan*

De fait, comme le donne à voir *Varlam*, les crimes soviétiques apportent un démenti manifeste au « *narratif* » poutinien hissant la Russie au rang de grande dénazificatrice de l'Europe d'hier – pour l'envoyer terminer ce boulot en Ukraine aujourd'hui. Car si Allemagne nazie et Russie stalinienne étaient bâties sur deux idéologies ennemies (du moins, une fois rompu le pacte Molotov-Ribbentrop), leurs méthodes frappent par leur gémellité. À ceux qui croient que le goulag, contrairement aux camps de la mort nazis, épargnait les enfants, Prazan rappelle la loi du 7 avril 1935 supprimant les tribunaux pour mineurs et permettant ainsi de les juger et de les condamner aux mêmes peines que celles encourues par les adultes. « *C'est ainsi que des contingents d'enfants ont été expédiés dans les camps de Sibérie. Ce fut le cas d'Iraïda Nikolaevna Emelianovna* », envoyée à 10 ans dans le camp de Malinovka, dans l'actuel Kazakhstan, pour avoir ramassé dix patates dans un champ. À sa première peine de six ans viendront s'en ajouter six autres pour avoir mis le feu, sans doute de manière accidentelle, à un baraquement. Elle recouvrera la liberté à 22 ans et mènera une vie d'aide-soignante, comme Chalamov, non loin du bagne.

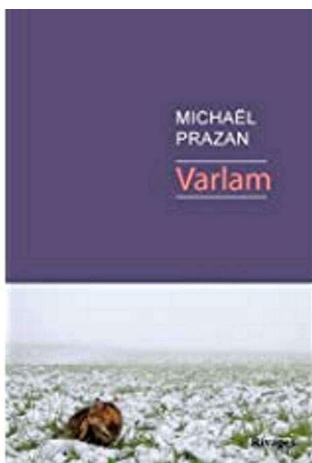
Une même non-spécificité nazie s'applique aux expérimentations médicales sur des humains non consentants. Nikita Petrov, historien russe avec lequel Prazan s'est entretenu, souligne comment « *au sein des centres de détention de [...] Moscou, des expériences étaient pratiquées sur des cobayes humains pour tester différents poisons, destinés à éliminer les opposants politiques de Staline* ». « *À partir de 1937, ajoute-t-il, on teste des empoisonnements à base de curare ou de bactéries [...]. On parle de ce genre d'expériences dans les camps de la mort nazis sans se rendre compte que des horreurs analogues étaient pratiquées au même moment à Moscou, en Union soviétique.* » C'est d'ailleurs ainsi que mourra, à 35 ans, le diplomate suédois Raoul Wallenberg, honoré à titre posthume « *Juste parmi les nations* » pour avoir sauvé, en 1944, 20 000 enfants juifs à Budapest. L'année suivante, quand la capitale hongroise était aussitôt libérée aussitôt occupée par l'Armée rouge, Wallenberg allait être accusé d'espionnage au profit des États-Unis et, le 17 juillet 1947, dans une cellule de la Loubianka, où il avait été conduit après son arrestation, exécuté par injection mortelle.

Au cœur des Grandes Purges staliniennes – « *Sur un mot, une plaisanterie, une dénonciation arbitraire, ou tout simplement pour remplir les quotas d'exécutions réclamés par le Politburo, la police politique peut débarquer chez vous au milieu de la nuit, vous arrêter, vous expédier dans une cellule de la Loubianka, avant de vous conduire par camion dans un "polygone" (champ de tir) du NKVD où vous serez fusillé par un peloton d'exécution* » – il était aussi courant qu'on véhicule les prisonniers « *après la séance de torture* » dans « *des camions maquillés avec le sigle d'une boulangerie pour pouvoir traverser la capitale sans être remarqués. Au bout d'une heure de transport, quand on les faisait descendre du camion, ils étaient inconscients ou à moitié morts. Ces camions préfigurent ceux de la SS sur le front de l'Est, à peine trois ans plus tard* ». Comme le détaille le père Artemi de l'église de Boutovo, une isba en rondins construite près d'un de ces « *polygones* », le « *pot d'échappement était dirigé vers l'intérieur, pour asphyxier les condamnés à mort qui, ainsi, étaient dans l'incapacité de se révolter. [...] Ensuite ils étaient conduits vers la fosse. Les soldats tiraient avec leur fusil dans la nuque des prisonniers, qui basculaient dans la fosse. [...] La pelleuse y entraînait directement. C'étaient des quantités industrielles.* »

Ne plus être hémiplogiques

Et le père Artemi de compléter sa description par ce qui, pour le coup, traduit une qualité réellement propre au communisme. Cette étrange capacité de l'idéologie marxiste, confinant au pouvoir magique, à toujours susciter l'adhésion malgré l'évidence de sa nocivité. « *La plupart des victimes étaient sincèrement communistes. Ces hommes étaient demeurés fidèles à Staline, si bien que, quand les exécutions ont commencé, ils criaient, face aux soldats : "Vive le camarade Staline ! Vive le PCUS !" Les tireurs étaient complètement décontenancés ! Ils hésitaient à leur tirer dessus. Ils ne savaient pas comment exécuter ces gens qui avaient tout l'air d'être des camarades. C'est pour ça que de telles mesures ont été prises, afin que les prisonniers ne se rendent pas compte de ce qui leur arrivait.* »

Le 10 avril 2005, à Weimar, à l'occasion du 60^e anniversaire de la libération du camp de concentration de Buchenwald, Jorge Semprun faisait valoir la nécessité d'une reconnaissance de la mémoire des crimes communistes en Europe et d'un partage des cultures mémorielles. Dans son plaidoyer, l'écrivain espagnol et francophone, rescapé du franquisme et du nazisme, et figure, lui aussi, de la littérature concentrationnaire, se projetait dix ans plus tard. En 2015, quand il n'y allait plus avoir « *de souvenir immédiat, plus de témoignage direct, plus de mémoire vivante* », quand « *l'expérience de cette mort aura pris fin* ». Mais aussi une époque, comme le souhaitait Semprun, où « *l'expérience du goulag sera intégrée dans notre mémoire européenne collective. Nous espérons qu'à côté des livres de Primo Levi, Imre Kertész ou David Rousset, les Récits de la Kolyma, de Varlam Chalamov, seront également mis en avant. Ce qui voudra dire, d'une part, que nous ne serons plus hémiplegiques et, de l'autre, que la Russie aura fait un pas décisif sur la voie de la démocratisation* ». Sur la deuxième partie de son rêve, on sait tous les progrès, et même toute l'inversion du retour en arrière qu'il nous faut encore attendre. Mais sur la première, Semprun pourrait être heureux de voir Michaël Prazan faire œuvre, obstinément, de remède à la paralysie.



Varlam, de Michaël Prazan (Rivages),

2 mai 2023 (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/05/01/les-partis-de-l-arc-republicain-semblent-oublier-que-marine-le-pen-est-en-train-de-se-nourrir-des-effets-du-climat-deletere-dans-lequel-evolue-le-pays_6171684_823448.html

« Face au Rassemblement national, l'impardonnable aveuglement »

[Chronique](#)

[Françoise Fresso](#)

La déstabilisation du bloc républicain a pour effet de mettre en sourdine la lutte contre le RN, qui est le seul dans le monde politique à engranger des points ces derniers temps, alerte Françoise Fresso, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Publié hier à 17h00, modifié à 04h47 Temps de Lecture 3 min.

Sont-ils devenus sourds et aveugles ? La façon qu'ont les partis dits de l'« arc républicain » d'agir comme si Marine Le Pen n'existait pas, comme si son mouvement, le Rassemblement national (RN), ne se banalisait pas, comme si les intentions de vote en sa faveur ne progressaient pas, est confondante.

Tout occupés à se livrer entre eux une guerre sans merci, ils semblent oublier que la fille de Jean-Marie Le Pen est en train de se nourrir des effets du climat délétère dans lequel évolue le pays depuis un an. Puisque personne ne vient la chercher, c'est elle qui engrange sans avoir besoin de beaucoup en faire. Il lui suffit, à épisodes réguliers, de pointer le désordre ambiant et se faire le chantre de « *la paix sociale* » comme elle l'a encore fait [lundi 1^{er} mai en participant au Havre \(Seine-Maritime\) à une fête de la nation](#), tandis que les syndicats réussissaient une nouvelle démonstration de force en la tenant soigneusement à l'écart.

Une récente étude menée par le think tank **Terra Nova** – [« Le RN à l'Assemblée nationale : une mue en trompe-l'œil »](#) – est de nature à rassurer les plus inquiets. En dépit des efforts déployés depuis un an par Marine Le Pen pour notabiliser les 88 députés de son groupe, **se couler dans le moule des institutions et tenter de faire reconnaître le RN comme un parti normal, c'est-à-dire débarrassé de « ses héritages réactionnaires, maurrassiens, vichystes et colonialistes », le cordon sanitaire fonctionne toujours.** De nombreuses manœuvres d'approche ont été tentées par le groupe, consistant par exemple à reprendre à son compte des propositions de loi issues d'autres sensibilités politiques, à voter des amendements de la droite voire à soutenir des motions de censure déposées par la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). **En vain, la vigilance républicaine demeure et personne n'a été pris en flagrant délit de pactiser avec Marine Le Pen.**

Des dehors aseptisés

Il n'en demeure pas moins que le climat général la sert sans que personne ne veuille admettre une once de responsabilité dans cet état de fait, préférant renvoyer la faute sur l'autre.

La gauche, comme les syndicats, accuse Emmanuel Macron et le gouvernement de la faire monter en faisant voter au forceps une réforme des retraites qui impacte fortement le bas des classes moyennes ; le gouvernement rétorque en pointant le jeu « *dangereux* » de La France insoumise lancée dans un dynamitage systématique des institutions de la V^e République.

La vérité est que Marine Le Pen s'alimente aux deux sources : d'un côté, elle pointe « *la brutalité* » sociale du gouvernement ; de l'autre elle s'insurge contre les risques de chaos dans une tentative d'incarner le parti de l'ordre, elle qui pourtant promet en cas d'élection un bras de fer avec le Conseil constitutionnel pour tenter d'imposer, par référendum, la préférence nationale qui tient d'armature à son projet.

Sous des dehors aseptisés, la présidente du groupe parlementaire RN n'a renoncé à aucun de ses fondamentaux. « *La lutte contre l'immigration et l'islam, la défense de la préférence nationale et de l'identité*

française, la promotion d'une politique nataliste pour résister à la "submersion migratoire" » dictent le positionnement des députés qu'elle cornaque à l'Assemblée nationale, constatent Thierry Pech et Annalivia Lacoste, les auteurs de la note de Terra Nova. Certes, le cadre européen n'est plus officiellement contesté depuis que le RN a renoncé à sortir de l'euro mais il est « *limité et miné de l'intérieur avec le concours des autres forces populistes du continent (Hongrie, Pologne, etc.)* ».

En face, **le camp républicain, en pleine recomposition, cherche encore ses marques. Tant qu'il ne les aura pas trouvées, Marine Le Pen aura l'avantage de la cohérence.**

Le résultat électoral de 2022 peut être lu comme une exacerbation des tensions nées de la recomposition politique lancée cinq ans plus tôt par Emmanuel Macron. Depuis sa réélection, le président de la République tente de consolider et d'élargir au forceps un bloc central libéral et européen suffisamment fort pour contrer la pulsion nationaliste incarnée par Marine Le Pen. La gauche et la droite s'y opposent autant qu'elles peuvent, aiguillonnées par l'impossibilité pour Emmanuel Macron de se représenter en 2027 et le pari que son parti, Renaissance, n'y résistera pas. L'absence de majorité absolue à l'Assemblée nationale exacerbe les tensions sans qu'aucun des revenants n'ait l'assurance d'avoir les moyens de ses ambitions.

Aucune trêve à prévoir

A gauche, l'objectif de Jean-Luc Mélenchon de dynamiser le bloc central pour laisser le champ libre à une confrontation directe entre une Nupes à sa main et le RN se heurte au réel : l'« insoumis » n'a pas dominé le mouvement social né de la réforme des retraites, qui a été contrôlé du début à la fin par l'intersyndicale. En outre, un concurrent, [François Ruffin, a émergé, qui va tenter de construire au cours des prochains mois une union des gauches](#) plus classique et moins radicale. **Encore faut-il que le Parti socialiste, miné par de profondes tensions internes, n'éclate pas d'ici là.**

A droite, les velléités du président (Les Républicains, LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez, d'incarner en 2027 une droite en reconquête se heurte à son effacement de la scène nationale et à l'incapacité du groupe LR d'affirmer une ligne claire à l'Assemblée nationale. **Le mauvais état des trois camps – majorité, gauche, droite – au lendemain de la réforme des retraites ne laisse augurer aucune trêve tant chacun lutte pour sa survie.**

Dans un contexte de fort ressentiment social, le camp républicain se trouve ainsi enfermé dans le piège mortifère de la division et du blocage. A court terme, aucun élément politique n'apparaît de nature à modifier la donne, comme le montre l'agenda poussif des « cent jours » censé faire redémarrer le quinquennat. **L'impuissance a rejoint l'aveuglement.**

2 mai 2023 (Le Figaro)

[Éric Ciotti: «Le déclassement Fitch est un coup de semonce et la France danse sur un volcan» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Éric Ciotti: «Le déclassement Fitch est un coup de semonce et la France danse sur un volcan»

Par [Emmanuel Galiero](#) et [Claire Conruyt](#)

Publié hier à 20:08 , mis à jour il y a 1 minute



«Les Français paient un montant considérable d'impôts pour un pays en déclin. Cela n'est définitivement plus acceptable», déclare Éric Ciotti. *Sébastien SORIANO/Le Figaro*

ENTRETIEN - Le député des Alpes-Maritimes et président des Républicains espère «que cette notation, qui sonne comme un redoutable réveil à la réalité, aura un effet salubre.»

LE FIGARO. - Vous attendiez-vous au recul de la notation de la France de AA à AA- par l'agence de notation Fitch?

ÉRIC CIOTTI. - Malheureusement, oui. Ce déclassement Fitch est un coup de semonce et la France danse sur un volcan. Il fallait être aveugle pour ne pas voir la dégradation continue de la situation économique et budgétaire. J'espère que cette notation, qui sonne comme un redoutable réveil à la réalité, aura un effet salubre. Trop de nos responsables politiques entretiennent le déni mais la France décline, elle est dangereusement engagée sur la pente du déclassement. Le poids écrasant de la dette est ignoré par à peu près tout le monde alors que celle-ci devrait pourtant constituer la première alarme.

À la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, la dette française était équivalente à la dette allemande. Aujourd'hui, rapportée à notre richesse nationale, elle est presque 50 % plus élevée que celle de l'Allemagne, 111 % contre 66 %. La charge de la dette pèse plus pour l'État que le budget de la défense nationale. De plus, cette dette, dont une partie est dangereusement indexée sur l'inflation, est souvent détenue par des fonds étrangers, ce qui peut demain menacer notre souveraineté. Alors que nous n'avons jamais autant dépensé d'argent public, jamais nos grands services publics, la sécurité, la justice, la défense, l'éducation ou la santé ne sont apparus aussi dégradés. Conséquence de cette dépense effrénée, nous avons atteint un record absolu de prélèvements obligatoires avec 45,3 %. Nous sommes engagés dans une spirale infernale. N'importe quel ménage sait qu'il ne peut vivre durablement à crédit. Pourtant, l'État s'autorise cette fuite en avant irresponsable depuis 1973.

Est-ce un camouflet politique pour Emmanuel Macron?

Emmanuel Macron n'a fait que poursuivre la politique de François Hollande. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Il n'a cessé d'accroître les dépenses et les prélèvements. Aucune réforme structurelle n'a été conduite jusqu'à la réforme des retraites. Il doit radicalement changer de politique et

de méthode. L'impuissance des conventions citoyennes et les déplacements Potemkine de l'exécutif ne nous permettront pas d'en sortir.

Dans quelle mesure le «quoi qu'il en coûte» sanitaire et énergétique y est pour quelque chose?

Ce «quoi qu'il en coûte» n'est en rien la conséquence du conflit ukrainien mais sanctionne des fautes politiques majeures qui ont bradé notre souveraineté énergétique et donc, notre souveraineté nationale en s'attaquant à la filière nucléaire. La conséquence de tout cela, c'est un coût budgétaire de plus de 100 milliards d'euros en deux ans au travers du bouclier énergétique. Il fallait bien entendu soutenir nos entreprises et nos concitoyens pendant la crise sanitaire mais nous sommes allés bien au-delà de la plupart de nos partenaires, tout en ayant une situation économique plus fragile puisque le nombre d'entreprises qui se trouvent en défaut ne cesse d'augmenter.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a aussitôt regretté une «appréciation pessimiste»? A-t-il raison?

Il a naturellement tort. Il faut dire la vérité aux Français. Rien n'est pire que ce discours d'autosatisfaction. Les Français mesurent bien lorsqu'ils paient leurs impôts que la lourdeur des prélèvements qu'ils subissent ne trouve pas de contrepartie à la hauteur de leurs sacrifices.

Pourquoi Moody's, l'une des trois principales agences de notation, n'a-t-elle pas abouti aux mêmes conclusions que Fitch?

Moody's n'a certes pas abouti aux mêmes conclusions mais les perspectives de la dernière note qu'elle a consacrée à la France ne sont pas de nature à nous rassurer. Nous avons une dépense publique supérieure de huit points à la moyenne des autres pays de la zone euro. Il faut avoir le courage de se poser les bonnes questions et d'aborder sans tabou la question de l'efficacité de la dépense publique. J'insiste: les Français paient un montant considérable d'impôts pour un pays en déclin. Cela n'est définitivement plus acceptable.

La réforme des retraites devait être un moyen de rassurer les marchés. Pourquoi cela n'a-t-il pas suffi?

Cette notation confirme naturellement que cette réforme était nécessaire et indispensable. Ma position dans ce débat n'a été guidée que par cette conviction. Plus que jamais, nous avons besoin de tourner le dos à la démagogie relevant des programmes économiques délirants de M. Mélenchon et de Mme Le Pen. Mais cette démagogie relève également de l'impuissance guidée par l'addiction à la dépense publique du pouvoir actuel. Elle a pu trouver quelques voix complaisantes et minoritaires dans notre propre famille politique mais je dis à tous ceux-là que la France ne retrouvera sa souveraineté et n'enrayera son déclin qu'en tournant le dos aux illusionnistes et en retrouvant le chemin du courage. C'est la droite qui doit être le moteur de cette ambition.

L'État régalien est devenu squelettique alors que l'État social est devenu obèse. Il est temps de changer de fond en comble notre modèle

Éric Ciotti

Comme Fitch, estimez-vous que «l'impasse politique» dans laquelle se trouve Emmanuel Macron risque d'empêcher toutes nouvelles réformes?

La réforme constitue naturellement la seule issue face à l'impasse actuelle mais arrêtons de faire porter les efforts de diminution de dépenses, comme cela a été fait depuis plusieurs années, sur le secteur régalien au profit de dépenses sociales qui ont doublé. L'État régalien est devenu squelettique alors que l'État social est devenu obèse. Il est temps de changer de fond en comble notre modèle. Veillons également à ce que les efforts ne soient pas uniquement imposés à ceux qui travaillent. Il faut aujourd'hui faire beaucoup plus confiance aux entreprises pour augmenter les salaires qu'à un État qui continuerait de distribuer un argent qu'il n'a plus. Je souhaite que Les Républicains portent ce nouveau modèle qui

doit faire baisser les dépenses, diminuer les prélèvements obligatoires et augmenter les salaires. À cet égard, la désindustrialisation qui frappe notre pays n'est pas pour rien dans ces résultats calamiteux. On me dit que c'est impossible mais tous les grands pays en croissance ont réussi cette révolution. Nous ne nous en sortirons pas avec les solutions technocratiques, classiques et habituelles.

Le 2 juin, tous les regards seront tournés vers les conclusions d'une autre agence américaine, Standard and Poor's. Anticipez-vous un nouveau coup rude pour l'économie française?

Nous savons que les mauvaises nouvelles vont se succéder. C'est un devoir de dire que ce résultat n'est pas le fait des agences de notation mais de notre situation catastrophique. Ces agences signalent le niveau de la fièvre. Nous connaissons le diagnostic de la maladie. Il nous faut maintenant mettre en œuvre un traitement de choc pour rompre avec nos habitudes impuissantes. Mais il est tard, très tard. Faisons en sorte qu'il ne soit pas trop tard. Les Républicains seront toujours force de proposition pour redresser la France.

1 mai 2023 (Contrepoints)

[\[Entretien\] - Rafaël Amselem : "Je refuse l'idée d'une nécessaire équivalence entre communisme et nazisme" - Contrepoints](#)

[Entretien] – Rafaël Amselem :

« Je refuse l'idée d'une nécessaire équivalence entre communisme et nazisme »

[Baptiste Gauthey](#)

Dans cet entretien, nous interrogeons Rafaël Amselem, chargé d'étude au think tank GenerationLibre, au sujet des récentes polémiques sur la place à attribuer au communisme au sein de la typologie des totalitarismes modernes.



Publié le 20 avril 2023

Baptiste Gauthey : Bonjour Rafael Amselem. Il y a quelques jours, Olivier Babeau a publié un tweet dans lequel il compare le communisme et le nazisme en avançant que la différence essentielle entre les deux régimes serait je le cite « le nombre de morts ». Que penser de cet argument ?

Rafaël Amselem : Le premier élément qui importe, c'est de voir les points d'accord et ceux sur lesquels nous devrions tous reconnaître une certaine forme de vérité. D'un point de vue historique et systémique, le communisme a abouti à des régimes totalitaires, criminels et radicalement violents. C'est une réalité que l'on a du mal à traiter aujourd'hui. Il suffit aussi de voir le nombre incroyable de réactions indignées qu'a suscité le tweet, relativisant parfois l'histoire violente du régime soviétique.

En revanche, j'ai un point de désaccord fondamental avec Olivier Babeau, ou plutôt sur l'idée qu'il expose : la nécessaire équivalence entre communisme et nazisme, sur la base d'un argument comptable – l'idée qu'il suffirait de faire le décompte des morts de chaque régime pour établir celui qui, d'entre les deux, incarne le mal radical. Passons sur les éléments de forme de cette comptabilité (les résultats du *Livre Noir* sont, au moins pour partie, contestés ; le communisme s'est étalé sur près d'un siècle, là où le nazisme a duré une dizaine d'années) : son postulat est surtout faux sur le plan philosophique.

L'impossibilité d'une telle équivalence est simple : le nazisme, *a contrario* du communisme, repose sur une ontologie raciale. Lucie Doublet, dans un excellent ouvrage (*Emmanuel Levinas et l'héritage de Karl Marx*, Édition Otrante, 2021), expose la pensée du philosophe Emmanuel Levinas sur la question. Levinas a vécu le nazisme dans sa chair, en tant que juif, et en tant que prisonnier politique durant la guerre ; ce qui l'amènera évidemment à traiter du nazisme en termes philosophiques. Il sera par exemple l'un des premiers à affirmer, très tôt dans les années 1930, la violence contenue dans la doctrine de Heidegger. Lui-même proche du socialisme libertaire, il exposera aussi une critique très nourrie du marxisme et des régimes qui s'en réclamèrent par la suite.

Levinas pense la construction de la civilisation occidentale comme l'avènement de « l'esprit des libertés ». Une grande histoire qui commence avec le judaïsme, ayant introduit la notion de pardon dans le monde ; et le pardon entretient avec la liberté un rapport fraternel, détachant notre être de l'enchaînement du passé, de nos erreurs d'hier ou d'avant-hier, inaugurant une voie de la rédemption qui s'ouvre sur un avenir radicalement indéterminé. Viennent ensuite le christianisme, mettant l'emphase sur l'au-delà et la sortie du monde terrestre, bref, en consacrant le primat de l'âme sur le corps ; le libéralisme, qui consacre les libertés politiques pour légitimer l'existence de la société politique ; le communisme, qui interroge la société libérale quant à la réalisation matérielle des libertés formelles (en d'autres termes, la société libérale déclare des droits, reste à savoir si ces droits deviennent concrets pour tous ou s'ils ne seraient pas au contraire réservés à une élite bourgeoise). Au fond, l'esprit des libertés se caractérise par un écart entre le soi et le monde, un recul vis-à-vis de l'être, une évasion de l'immanence de l'existant. La liberté consiste dans la capacité à transcender ses propres déterminations.

Le nazisme est essentiellement une négation de l'esprit des libertés. Le nazisme est une ontologie raciale. Le nazisme pense l'humain par le primat de l'expérience corporelle ; ou, pour le dire simplement, de la race. Le nazisme est l'impossibilité métaphysique pour le sujet de s'extraire de ses caractères biologiques, dont il résulte une pensée de la violence et de l'hérédité. Il y a bien un mal du stalinisme chez Levinas. Mais jamais les doctrines socialistes et communistes ne se font l'écho d'une telle ontologie. Georges Steiner le formula de la façon suivante (*Grammaires de la création*, Gallimard, 2001) : « *Il semble cependant que l'extermination par les nazis de la communauté juive d'Europe soit une « singularité », non pas tant par son ampleur – le stalinisme a tué infiniment plus – que par ses motivations. Toute une catégorie de personnes humaines, les enfants compris, a alors été déclarée coupable d'être. Leur seul crime était d'exister et de prétendre vivre.* » Là est la différence radicale, si ce n'est insurmontable, entre nazisme et communisme. Certes, les expériences communistes n'ont pas été étrangères à l'antisémitisme, notamment sous Staline. De même, sur le plan théorique, la critique du capital peut résulter sur des tropes antisémites (Moshe Postone, *Critique du fétiche capital*, Puf, 2013). Mais ces débouchés ne sont pas une fatalité *a priori*. Il a bien existé des phases où des juifs ont participé à l'édification du socialisme et du communisme. La métaphysique communiste ouvre cette possibilité ; à l'inverse, celle du nazisme ne permet même pas une poussière d'espoir en la matière.

D'où vient donc cette erreur d'analyse ? À mon sens, beaucoup de libéraux se trompent lorsqu'ils fondent leur analyse du communisme et du nazisme à l'aune d'un seul et unique critère : le totalitarisme. Au fond, nazisme et communisme ne seraient que deux faces de la même pièce : le holisme, ou le collectivisme. Je rejette radicalement cette interprétation. Elle est d'évidence (excessivement) incomplète. Les valeurs nazies et communistes ne se situent pas sur le même plan. Pour le dire simplement, je mange aisément à la table d'un communiste, pas à celle d'un nazi.

BG : En réaction, François Malaussena a publié un « thread » dans lequel il explique que s'il ne s'agit pas de réhabiliter le communisme, il ne faut pas le mettre sur le même pied d'égalité. Il écrit notamment qu'il « peut théoriquement exister un régime communiste qui ne tue personne, là ou c'est impossible pour un régime fasciste ». Est-ce juste ?

RA : Non et plusieurs argumentaires peuvent être mobilisés pour y répondre. En premier lieu, il y a les écrits de [Raymond Aron](#). L'État libéral, dit-il, celui de Constant ou Tocqueville, est bâti sur la séparation entre, d'une part, une sphère individuelle privée dans laquelle on s'appartient à soi, où la volonté d'autrui ne peut s'immiscer dans la conscience et les choix personnels, dont résulte l'illégitimité de l'État dans certains domaines d'intervention ; d'autre part, la sphère publique qui régule l'espace des communs. Cette distinction, qui consacre un espace de liberté individuelle, la doctrine marxiste s'y oppose frontalement. Pour [Marx](#), dit Aron, cet État, celui de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, est une aberration : si on sépare l'homme du citoyen, si on distingue le privé du public, si, dit autrement, on déclare que certains espaces de la vie sociale sont exclus de la loupe du législateur, ce n'est pas la liberté qu'on proclame, mais l'aliénation même du prolétaire : car sa vie privée, essentiellement vécue dans le monde du travail, est imprégnée d'aliénation. Consacrer l'étanchéité entre le travailleur et le citoyen, c'est bien entériner le rapport de force qui l'oppose au capitaliste, le laisser à la merci du

bourgeois. D'où cet appel à construire un régime qui confonde volontairement corps social et corps politique, société civile et administration, bref, qui abolisse la dualité entre la société civile et l'État.

Cet appel est d'autant plus fondé que la démocratie a montré aux hommes « *la vérité secrète, l'énigme résolue de toutes les constitutions parce que le peuple est l'origine, le créateur de toutes les superstructures politiques et que l'homme n'arrive à la vérité de lui-même, à la prise de conscience de cette vérité, qu'en se reconnaissant maître et possesseur de toutes les institutions dans lesquelles il s'est, à travers les siècles, aliéné* ». L'homme est le producteur de ses propres conditions d'existence : voilà la vérité de la démocratie dont le marxisme se fait le prophète. En séparant sphère publique et sphère privée, citoyen et travailleur, l'État libéral refuse d'acter cette suprême vérité. Pire, cette dualité consacre une illusion religieuse : de même qu'il y a dans le christianisme une séparation entre la vie terrestre (dégradée) et la destinée céleste (supérieure), on retrouve dans l'État libéral une vie prétendument privée (dégradée) et une participation épisodique aux affaires publiques (supérieure). Vient alors le marxisme qui affirme, contre les injustices du monde, contre les rapports de domination et de pouvoir : tout est politique. **Le marxisme** est radicalement « *le refus de tenir aucune des données de l'ordre social comme une fatalité, échappant à la maîtrise des hommes* ». Mais, ce faisant, et là est le point central, le champ d'intervention étatique devient illimité. Personne ne saurait échapper au regard du législateur. Or, si l'on suit la maxime libérale selon laquelle le pouvoir tend au pouvoir et à l'arbitraire, il est inévitable qu'un régime qui consacre une légitimité politique sans borne – il n'y a plus de vie privée ! – finira par déboucher sur de terribles dérives.

Ces dérives sont d'autant plus palpables qu'en réalité, il y a une violence intrinsèque à la doctrine marxiste. Cette violence est d'abord consacrée par une vision singulière de l'histoire. Le marxisme est un millénarisme : le monde se meut vers une fin de l'histoire, dont le marxisme prophétise le dénouement ; fin de l'histoire d'autant plus déterminée que le marxisme prétend fonder son discours sur un plan scientifique : Marx ne ferait que découvrir, à travers le matérialisme historique, l'inévitable conclusion du mouvement historique. Au fond, sa mission consiste à hâter cette fin inéluctable.

Cette posture pseudo-prophétique pose plusieurs difficultés. Elle consacre d'abord la supériorité du (faux) prophète. Lui seul maîtrise les dynamiques de l'histoire, et surtout, la place objective de chacun dans sa conclusion, sans qu'importe la subjectivité. La violence est contenue dans cette doctrine par l'effacement des individus qu'elle opère, d'autant plus marquée par une vision de la vie sociale tachée par la conflictualité (le prolétaire contre le bourgeois). Les vues et finalités individuelles ne sont pas significatives pour ce qu'elles sont, mais seulement dans leur participation à la nécessité historique ; la valeur de la subjectivité n'est comprise que dans sa place dans l'économie universelle et objective de la fin de l'histoire. Dit simplement, ce sont des moyens, non des fins ; des potentialités, non des sujets propres. Levinas affirme ainsi que cette perspective eschatologique transforme le philosophe en professionnel de l'herméneutique. Les actions individuelles n'ont pas de sens en soi, pas même celles que leur donnent les individus : elles sont englobées dans une perspective plus large, mystérieuse, que seul le philosophe adepte du matérialisme historique peut décoder. Toute vie intérieure et intime disparaît, elle se fait envahir par l'impératif de l'histoire. Levinas y voit un procédé viscéralement invasif et violent. Position d'autant plus marquée que, chez Levinas, la vie intérieure est irréductible à la vue de l'historien, elle constitue un espace de démarcation vis-à-vis de l'Être. La violence de cette pensée trouve enfin sa justification dans la téléologie marxienne : la résolution de la lutte des classes étant le moteur de l'émancipation universelle, le mal qui peut en résulter ne sert au fond qu'à faire advenir un bien encore plus grand. Il y a une logique presque sacrificielle qui imprègne le tout.

Il nous faut encore évoquer le prolétariat. Dans le marxisme, le prolétariat constitue une masse unitaire, souffrante, qu'il nous appartient de sauver. Or, le prolétariat étant composé de millions de personnes, il ne saurait se muer en une unité homogène d'expression. Si tant est que tous les prolétaires de Russie, du Mexique, des USA, de la France observent les mêmes vues et opinions quant à leur condition, rien ne conduit à en déduire, selon un raisonnement logique, la nécessité de la révolution comme résolution. Mais admettons malgré tout que l'ensemble du prolétariat adhère au projet de l'Émancipation : il n'existe aucune façon concrète d'institutionnaliser cette unité d'expression en un organe représentatif, institutionnel, à même de traduire fidèlement la volonté de chaque travailleur. La marche de l'Émancipation ne peut être qu'à la charge d'une administration, une bureaucratie, un appareil d'État qui

devrait incarner le prolétariat. Marx lui-même admettra qu'il y a un risque inhérent à ce processus : c'est que l'administration ne saurait être uniquement représentative. Elle a sa propre dynamique, ses propres organes, ses intérêts singuliers. L'appareil nécessaire pour la Justice risque ainsi de se prendre lui-même pour la Totalité. C'est une autre voie où la violence peut prospérer.

Abordons enfin un dernier point [avec François Furet](#). Il explique que cette nécessité historique, ce messianisme, fait que le marxisme se constitue en une nouvelle religion séculière. Il y a un sens religieux très fort, et puisqu'il y a un but plus transcendantal, une fin de l'histoire à réaliser, au fond toutes les turpitudes et les exactions peuvent être justifiées parce que le mal vise la réalisation d'un bien encore plus grand. Et c'est quelque chose dont parle Aron dans *L'Opium des intellectuels*, où il évoque la dispute entre Camus, Sartre et [Francis Jeanson](#). S'opposant à Camus, Francis Jeanson aura des mots très clairs sur cette fin de l'histoire, sur ce grand projet émancipateur qui peut justifier certaines exactions : « *Nous sommes donc à la fois contre lui [l'URSS], puisque nous en critiquons les méthodes, et pour lui, parce que nous ignorons si la révolution authentique n'est pas une pure chimère, s'il ne faut pas justement que l'entreprise révolutionnaire passe d'abord par ces chemins-là, avant de pouvoir instituer quelque ordre social plus humain, et si les imperfections de cette entreprise ne sont pas dans le contexte actuel, tout compte fait, préférable à son anéantissement pur et simple* ». Je crois que c'est assez clair.

BG : Comment expliquer cette « passion française du communisme », pour reprendre l'expression de l'historien Marc Lazar ? D'où vient cette fascination et comment continue-t-elle à persister aujourd'hui ?

RA : La première raison est celle d'une crise morale et spirituelle.

Dans *Le passé d'une illusion* : « *L'idée d'une autre société est presque impossible à penser, personne n'avance sur le sujet dans le monde d'aujourd'hui, même l'esquisse d'un concept neuf, nous voici condamnés dans le monde où nous vivons* ». Face à une société capitaliste, avec ses défauts, ses difficultés, ses turpitudes, il est extrêmement tentant (voire même nécessaire) de penser une forme d'utopie, de « sortie du monde ». Dans sa perspective eschatologique, messianique, le communisme répond admirablement à ce besoin-là.

Je pense ensuite qu'il y a une passion purement intellectuelle. C'est Raymond Aron, à nouveau, qui l'expose dans *L'Opium des intellectuels*. Il affirme qu'il existe deux voies possibles pour changer le monde : la voie de la réforme et celle de la révolution. L'intellectuel, *a priori*, est biaisé : il a tendance à être bien plus attiré par la voie de la révolution. Car la réforme est quelque chose de très prosaïque, c'est « l'œuvre des fonctionnaires », là où dans la révolution il y a toujours quelque chose de poétique, de narratif, de ce « peuple dressé contre les exploités ». Aron écrit à ce sujet : « *Pour l'intellectuel qui cherche dans la politique un divertissement, un objet de foi ou un thème de spéculation, la réforme est ennuyeuse et la révolution excitante* ».

[François Sureau](#) ajoute que nous Français n'aimons pas nous confronter au réel. On dit que la France est ultralibérale, avec des normes et des dépenses publiques qui n'ont jamais été aussi explosives, des libertés publiques remises en cause dans beaucoup de domaines... Donc on aime bien l'idole conceptuelle, l'objet, le jouet théorique qui nous autorise à divaguer en belles formules, qu'elles soient adaptées au réel, ou non.

Enfin, François Furet avance la thèse selon laquelle le [communisme](#) est une reprise du [jacobinisme](#) : l'idée que l'on peut construire par le haut la société. Marx ou les marxistes ne se diraient sans doute pas jacobins, mais dans cette idéal de confusion entre société civile et société politique, il y a quand même cette vision selon laquelle l'homme peut maîtriser l'ensemble des données propres à l'arène sociale, que l'on pourrait, en ayant les bonnes institutions, aboutir à un monde perfectionné.

BG : L'esprit totalitaire semble prendre des formes nouvelles aujourd'hui, quelles sont-elles et comment mobiliser une argumentation libérale afin de les combattre ?

RA : Le plus grand danger que nous sommes en train de courir, c'est le danger de la lassitude. Tant sur le plan économique, institutionnel... **il y a une grande fatigue**. Je ne pense pas que nous soyons au bord du grand soir (les révolutions toquent rarement à la porte avant de s'inviter à la fête) mais plutôt d'une immense lassitude. C'est un grand danger car quand on a une masse fatiguée, il est peut-être plus simple pour certains d'essayer de créer des discours homogénéisant, totalisant, qui visent à rassembler tout le monde derrière l'espérance d'une unique cause engageante. Des grands discours mobilisateurs qui réveillent les masses en faisant revenir l'attrait de l'utopie, d'une « libération idéale » pour reprendre la formule d'Aron.

Deuxième point, c'est que le grand danger est épistémique. Plus personne ne croit dans les vertus de la liberté. Beaucoup de doctrines constatent qu'il y a des dynamiques « raciales » si l'on prend le terme américain, qui empêchent certaines personnes à compétences et qualités égales de pouvoir s'élever dans la société. On ne croit pas non plus à la liberté en matière écologique car on explique que c'est bien le marché et la liberté qui ont provoqué l'émergence d'un problème planétaire et vital pour l'ensemble de la société humaine. Dans ce sens-là, il faudrait répondre à ces défaillances de la liberté par le plan, le retour de la verticalité, de la technocratie...

Sur le plan des relations internationales, on assiste à un recul net et marqué des démocraties libérales, et l'on voit que ce sont des régimes irrationnels, qui se rassemblent derrière un homme, une grande doctrine, qui gagnent du terrain. On assiste également à un retour des empires qui se reforment dans le monde et menacent nos existences. Au fond, face à des régimes qui agitent l'esthétique martiale, une sorte de foi irrationnelle, eh bien les démocraties libérales semblent un peu engluées dans une forme de passivité, dans une forme de société qui préfère le loisir à l'effort, et qu'en ce sens les démocraties libérales sont des sociétés faibles, fragiles, exposées à se faire balayer dès qu'il s'agit de montrer un peu de résistance...

Sur la question sociale encore, les libéraux ne parviennent pas à proposer une réponse doctrinale concrète et profonde sur des souffrances réelles.

Au-delà de ces réponses circonstanciées, de façon générale, il faut en revenir à un esprit de la liberté. Face à des gens qui agitent l'utopie, qui animent une forme de spiritualité, il nous faut raviver un discours de la liberté qui soit poétique, qui aille chercher dans les passions, les émotions, afin d'éveiller une conscience de la liberté. Sur la thématique des restrictions sécuritaires par exemple, le discours de l'**État de droit** apparaît comme inopérant. Ce sont des arguments justes sur le fond, résolument. Mais ils ne parlent à personne car face à une angoisse sécuritaire, on ne répond pas seulement par la voie du droit et de la technique. Il est donc nécessaire de recréer une adhésion émotionnelle à la liberté. Furet à nouveau démontre bien que ce qui a fait le succès du communisme, c'est cette capacité par l'utopie à réveiller des sentiments et des passions. En tant que libéraux, il faut repenser la liberté à l'aune de certains enjeux contemporains, tout en reformulant un discours poétique, qui va demander, sans doute, de dépasser la simple maîtrise de notre base doctrinale, à travers la littérature, la poésie... Si l'on peut expliquer le succès de personnalités comme François Sureau, c'est qu'**il parle de liberté** en littéraire, à travers des figures littéraires et historiques.

1 mai 2023 (Le Figaro)

[Jean-Pierre Robin: «Macron a dévoyé l'État-providence avec ses émissions de chèques à tout va» \(lefigaro.fr\)](#)

«Macron a dévoyé l'État-providence avec ses émissions de chèques à tout va»

Par [Jean-Pierre Robin](#)

Publié il y a 29 minutes , mis à jour il y a 29 minutes



«La priorité pour l'année à venir est de bâtir un État-providence émancipateur, universel, efficace, responsabilisant», promettait Emmanuel Macron en 2018. *DANIEL COLE/AFP*

CHRONIQUE - L'Élysée confond protection sociale et défense du pouvoir d'achat.

Si le Dieu de la Bible a créé le monde en sept jours, pourquoi Jupiter ne parviendrait-il pas à refonder la France en 100 jours? [Emmanuel Macron](#) qui croit à la verticalité et à l'autorité jupitériennes s'est «*donné 100 jours d'apaisement et d'action*». Sa référence légitime est le président américain Franklin Roosevelt, qui, en 1933, au lendemain de son élection, s'était assigné ce délai pour insuffler un New Deal (nouvelle donne) et sortir le pays de la dépression économique et sociale.

Mais la comparaison s'arrête là. Que ce soit [la feuille de route d'Élisabeth Borne](#), ou les contacts avec les Français que multiplie le chef de l'État, on chercherait en vain un grand dessein politique mobilisateur. L'une et l'autre privilégient au contraire «*les gestes concrets pour la vie des Français*», tous plus ou moins démagogiques. L'Élysée annonce ainsi 1,5 milliard d'euros pour réaménager [l'accès des lieux publics aux handicapés](#) et rendre gratuit l'achat des fauteuils roulants. Ou encore 3 milliards pour la revalorisation, ô combien indispensable et maintes fois promise, des traitements [des enseignants](#). La première ministre décrète l'embauche de 6000 assistants médicaux d'ici à 2024 (pour aider les médecins). On joue petit bras.

Au total les dépenses publiques représentent 58,1% du PIB en France, niveau record des pays de l'OCDE

De son côté, [Gabriel Attal](#), le ministre des Comptes publics, tambourine sur les radios «*un plan Marshall pour les classes moyennes*», expression d'une totale vacuité. De même fait-il la publicité du site de Bercy intitulé En avoir pour mes impôts(sic), où «*chacun peut comprendre clairement et précisément comment est utilisé l'argent de ses impôts*». On y apprend notamment qu'un accouchement par césarienne coûte entre 3900 et 10.000 euros à la collectivité, et qu'une intervention de pompiers revient en moyenne à 1150 euros. Cette transparence, louable en soi, vient flatter une tendance plus contestable où «*l'impôt est le prix d'un service pour le contribuable qui se pense comme un client*», a parfaitement analysé le professeur Michel Bouvier, auteur de *L'Impôt sans le citoyen*. «*Il faut sauver le système de retraite par répartition*», n'a cessé de clamer cet hiver le gouvernement pour justifier le report de 62 à 64 ans de l'âge de la retraite. Mais il ne fait aucun effort pour instruire un débat politique digne de ce nom sur la nécessaire transformation de l'État-providence, alors que la retraite est l'une des quatre branches de la Sécurité sociale depuis 1945 (les trois autres étant la santé, la famille et les accidents du travail). S'est greffée une cinquième branche, «*la dépendance des personnes*

âgée», votée par le Parlement en novembre 2020, sans lui avoir pour autant attribué un financement spécifique.

Outre la Sécurité sociale proprement dite, le système français de solidarité nationale se caractérise par un second pilier particulièrement développé, les services publics gratuits pour la plupart, comme l'enseignement. À quoi s'ajoute une kyrielle de soutiens pécuniaires individuels (allant des aides au logement au RSA, le revenu de solidarité active, en passant par la prime d'activité, PA). Au total les dépenses publiques, y compris les actions dites «régaliennes», telles la défense et la justice, représentent 58,1% du PIB en France, niveau record des pays de l'OCDE.

Les va-et-vient de l'Élysée

On aurait pu espérer que les «100 jours» constitueraient un moment privilégié de discussion autour de l'État-providence. À la fois pour le défendre (l'Hexagone se targue d'être un des pays les moins inégalitaires et le plus redistributif), pour le rendre viable financièrement et donc en assurer la pérennité comme semblent le vouloir les Français. Ce ne sera hélas pas le cas.

Il faut dire qu'Emmanuel Macron n'a jamais été à l'aise sur le sujet, soufflant le chaud et le froid. *«On met un pognon de dingue dans les minima sociaux»*, tonne-t-il en juin 2018 dans une mise en scène d'assez mauvais goût montée par son attachée de presse. Le mois suivant, devant les 900 parlementaires réunis en congrès à Versailles, changement de ton: *«La priorité pour l'année à venir (2019) est de bâtir un État-providence émancipateur, universel, efficace, responsabilisant»*, promet-il. Puis en décembre 2018, en réponse à la crise des «gilets jaunes», l'Élysée augmente tout à trac de moitié la prime d'activité, ce complément public de revenu en faveur des bas salaires (4,4 millions de foyers concernés). L'année 2019 sera consacrée à la (première) réforme des retraites, *«système à point assurant les mêmes droits pour un euro cotisé»*. Mais tout est gelé pour cause de Covid-19, qui nous vaut en mars 2020 un hymne à «la santé gratuite» et le fameux *«quoi qu'il en coûte»*, etc. Au gré des crises successives («gilets jaunes », Covid, guerre en Ukraine) l'exécutif se met à distribuer les chèques à tout va

Ces va-et-vient trahissent l'absence de ligne directrice et de cap. Au départ, à l'été 2017, le jeune président «social-libéral» paraît vouloir une protection sociale d'«assistance» à l'anglo-saxonne, financée sur l'impôt et visant en priorité les plus pauvres (comme il l'explique alors dans une interview fleuve au magazine *Le Point*). Cela aux dépens du système «d'assurance» contre les risques de la vie (chômage, maladie, vieillesse) fondé sur les cotisations sociales et dans la tradition de l'Europe continentale. Mais au gré des crises successives («gilets jaunes», Covid, guerre en Ukraine) l'exécutif se met à distribuer les chèques à tout va.

Macron confond la protection sociale telle qu'elle a été définie au Conseil national de la résistance en 1944, avec un État prétendument «distributeur de pouvoir d'achat» comme s'il créait lui-même de la richesse. Vision racoleuse, qui est la définition même du populisme. C'est un véritable dévoiement de l'État-providence, conséquence du dialogue de sourds avec les corps intermédiaires. La verticale du vide, selon le sociologue Michel Wieviorka.

1 mai 2023 (WSJ)

[The Oldest Mistake in Economics - WSJ](#)

OPINION

The Oldest Mistake in Economics

Chile nationalizes its lithium reserves, in another sign of Latin America's left turn.

By [Mary Anastasia O'Grady](#)

April 30, 2023 4:42 pm ET



Chilean President Gabriel Boric delivers a speech in Antofagasta, Chile, April 21.

PHOTO: CHILEAN PRESIDENCY/VIA REUTERS

It's never a good idea to allow career politicians to manage the economy. They're not a financially astute bunch and their incentives are all wrong. Yet developing countries rich in natural resources continually repeat the mistake.

In Latin America, it's as if abundant blessings from above come with instructions prohibiting their productive use. For the latest example, see Chile's socialist President Gabriel Boric's April 20 announcement that his government will nationalize the lithium industry.

Chile has one of the world's largest lithium reserves and in 2021 it was the [second](#)-largest producer of the mineral, after Australia. This "white gold" is a key component in rechargeable-battery technology.

In an address to the nation, Mr. Boric called the country's vast reserves "the best chance we have at transitioning to a sustainable and developed economy." He added: "We can't afford to waste it."

The implication of Mr. Boric's remarks is that Chile has an enviable supply of something the world will want for years to come and that the only way to ensure that the nation captures its maximum value is to make the state its owner. Both suppositions deserve scrutiny.

It's tempting to call the Boric declaration the top of the market, but that may have already happened. Lithium prices have retreated some 70% since November, mostly due to falling

demand in China. The mineral remains important in today's battery market, but it's by no means the surefire future of rechargeable technology.

No one knows where the search for reliable, low-cost energy storage will lead, but the hunt is on to replace lithium. A November [piece](#)—in the North American industrial-sourcing platform Thomas—titled “7 Lithium Battery Alternatives” noted that industrial demand combined with “issues surrounding lithium extraction and safety are forcing markets to find batteries independent of the alkali metal.”

Among these, the report says are “sodium-based battery technologies,” through which “several ventures are threatening to kick lithium out of the battery equation entirely.” Solid-state technology is also gaining ground, with Toyota Motor Corp. “on track to roll out solid-state EVs by 2025.” If that technology is successful, the report said, it could “propel the industry beyond its lithium-based constraints that are currently causing low EV adoption rates.”

As the Thomas report notes, the development of energy storage to replace lithium has to be both feasible and scalable. Science isn't yet there. But the idea that mankind will be satisfied with the limits of lithium production goes against experience.

“Human beings are intelligent animals who innovate their way out of shortages, real and imagined,” the Cato Institute's Marian Tupy [wrote](#) in 2018 in reference to alarms set off by China's dominance of rare-earth minerals. The national-security crisis predicted by New York Times columnist Paul Krugman and others hasn't happened because the market has produced searches for new deposits and substitutions, Mr. Tupy explained.

But let's suppose that lithium is the silver bullet for humanity that Mr. Boric describes. A second problem is the unlikely assumption that state ownership is the best way to capitalize on it.

There are currently two companies mining lithium in Chile: Sociedad Química y Minera de Chile (SQM) and Charlotte, N.C.-based Albemarle Corp. (ALB). Mr. Boric has said that their concessions—expiring in 2030 and 2043, respectively—will remain in place. But he also said that he hopes the companies will work with the state before those expiration dates, which sounds like they'll be pressured to do so.

When those concessions expire, and for any new entrants in lithium, only minority ownership by private investors will be permitted. The state will become the 51% owner of the business. The day after the Boric speech, SQM shares lost nearly 20% while ALB was off almost 10%.

The government says that minority partners will put up capital and know-how to explore and exploit Chile's lithium reserves and the Chilean state will provide “financing.” But the Associated Press [reported](#) on April 21 that “it remains unclear whether the government would contribute capital in direct proportion to its ownership stake.”

How excited will investors be about risk-taking with a government partner that has final say over management and keeps a majority of the profits? Perhaps China will take the bait. But for private capital much will depend on alternatives. Shares in Australian lithium miners [rallied](#) on the Boric announcement; neighboring Argentina also has large reserves and [allows](#) private mining concessions.

Mr. Boric thinks Chile is so special that investors will go along with his plan to increase their risk and decrease their returns. He's also licking his chops at the prospect of a new state company whose patronage jobs and budgets will increase his power. Clearly, it's a moment he doesn't want to "waste."

1 mai 2023 (WSJ)

[‘Good Girls’ Review: When the Body Is a Battleground - WSJ](#)

BOOKS & ARTS

‘Good Girls’ Review: When the Body Is a Battleground

Other body-related disorders and alterations are now in the headlines, but anorexia has never gone away—and deserves a re-examination.



Hadley Freeman.

PHOTO: LINDA NYLIND

By Sally Satel

April 30, 2023 4:35 pm ET

Anorexia is not a desire to be thin—it’s a desire to look ill, an esteemed psychiatrist told Hadley Freeman many years after she’d left the hospital. Why young girls, why Ms. Freeman herself, would want to be ill is the gripping question at the heart of “Good Girls: A Story and Study of Anorexia.”

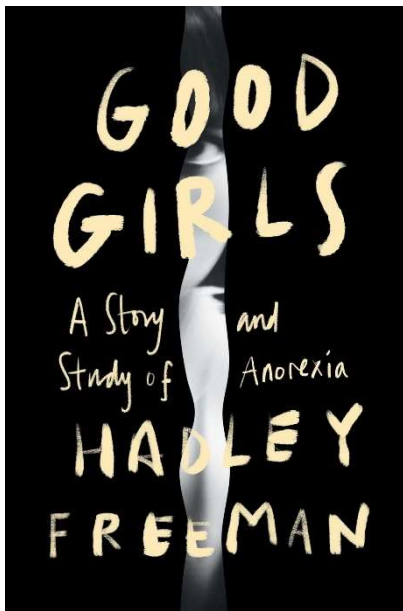
Ms. Freeman tells us that she and her family moved from New York to London in 1989, when she was 11. Though she adjusted well to the move, soon after her 14th birthday she underwent a change. She “suddenly stopped eating, that most basic of human activities that even infants can do.”

Good Girls

By Hadley Freeman

(Simon & Schuster, 271 pages, \$27.99)

The impetus was a stray remark by a thin classmate. The young Ms. Freeman had asked her if she had trouble finding clothes, and the classmate’s response—“I wish I was normal like you”—set off a cascade of devastation. “A black tunnel yawned open inside me,” Ms. Freeman writes. “Normal was average. Normal was boring. Normal was nothing.” From that moment on, she became hyper-attuned to messages in the media “telling me to make myself as small as possible”—that is to say, to make herself not normal, exceptional.



Next came a run of hospitalizations, consuming more than two years of her life. She was constantly tired, cold and ravenously hungry. In the hospital, where anorectic girls were housed together, they competed to see who ate the slowest, weighed the least and burned the most calories. At one point Ms. Freeman weighed 70 pounds; her bones were porous; and her hair fell out in clumps. Her doctor told her mother to prepare for her death. “I didn’t die,” she writes, “but I didn’t recover for a long time.”

The anorexia epidemic, as we may remember, reached the height of its public awareness not long before Ms. Freeman’s experience in the mid-1990s. “Good Girls” is a renewed attempt to make sense of the condition—and a reminder that it has never really gone away, though these days other forms of body-centered disorders and alterations capture the headlines. Social contagion—that is to say, the influence of peers—plays a role in all such maladies, but there is much more to it than that, as Ms. Freeman makes clear.

The remark by the skinny classmate was a catalyst, not a cause. “Anorexia was a bomb inside,” Ms. Freeman writes, “just waiting for the right time, the single flame, the trigger.” But what set the stage? A craving to be special was part of it. Deep into her illness she told herself that if she starved herself to death, people would be “a bit sad,” but they would “also feel some awe.” Her final diagnosis, concerning her own case, is this: Anorexia was about “trying to stay a child, running away from the terrifying complications of adolescence.”

Ms. Freeman is struck by the mythology swirling around anorexia: that it is supposedly a self-indulgence limited to the daughters of the wealthy; that it can be cured by just feeding the patient; that it is a response to social preoccupations, such as pressure to excel academically. All wrong, she says, refuting each claim with data. She was herself given scores of reasons for her problem, among them: Her parents were too strict, or too lenient; they cared too much about her academic achievements, or too little; her school was too rigid, or too flexible.

The disease is better understood now than it once was. There are plausible hypotheses, Ms. Freeman says, that link anorexia to metabolic factors, to hormones that control appetite, to insulin, to serotonin. Personality traits may play a part, too, such as introversion, perfectionism and obsessive-compulsive impulses. There may be a link to autism.

In a fascinating passage, Ms. Freeman quotes an expert who believes that gender dysphoria is the latest manifestation of “self-loathing” among teen girls, part of a sequence that begins with anorexia, which was itself followed by bulimia, which was followed by self-cutting—not that each subsequent stage obliterated the one before it. “There’s a golden thread between all these conditions: punishment to the body, sexual repression, self-loathing and a rejection of self,” Ms. Freeman writes. “These kids feel all wrong, and they want to be someone different. Anorexic and gender dysphoric kids were always good kids.”

And the solution? No one seems to know. Nor can they predict who will recover. What is known is that anorexia is among the most lethal of all psychiatric conditions, with a mortality rate of up to 10%. For Ms. Freeman, the path out winked open during her last year in the hospital, when she witnessed a 32-year-old patient melt down over buttered (too caloric!) toast. “I will not be having temper tantrums over toast when I’m thirty-two years old,” Ms. Freeman thought. “This will not be my life.”

Fortunately, she liked schoolwork, which she had maintained in the hospital. This affinity, paired with her revulsion at the woman’s outburst, “made me think that there might be a little more to me, maybe.” A year later, at age 17, she went off to boarding school.

It still took years for her to get free of anorectic ideas and habits, but she ate, went to Oxford, became a journalist, used too much cocaine to help her socialize (she felt she had lost a decade of social maturation thanks to anorexia), had three children—and eventually wrote “House of Glass,” a multigenerational account of her Jewish family’s fraught history.

Though there is no shortage of memoirs about anorexia, the sharp storytelling, solid research and gentle humor in “Good Girls” make it especially appealing. And Ms. Freeman has some good advice for parents. “Get professional help as soon as you can, and don’t become her caregiver.” Do not allow the family’s life to be swallowed up by a child’s anorexia. She reminds us that anorexia has to do with unhappiness and anxiety. Body image is simply “the way it’s expressed.” Most important: No matter how hopeless life may seem in the depths of misery, “things can get unimaginably better.”

Dr. Satel is a senior fellow at the American Enterprise Institute and a forensic psychiatry fellow at St. Elizabeths Hospital in Washington.

1 mai 2023 (The Economist)

[Business links between Germany and China are under review | The Economist](#)

A continuing conundrum

Business links between Germany and China are under review

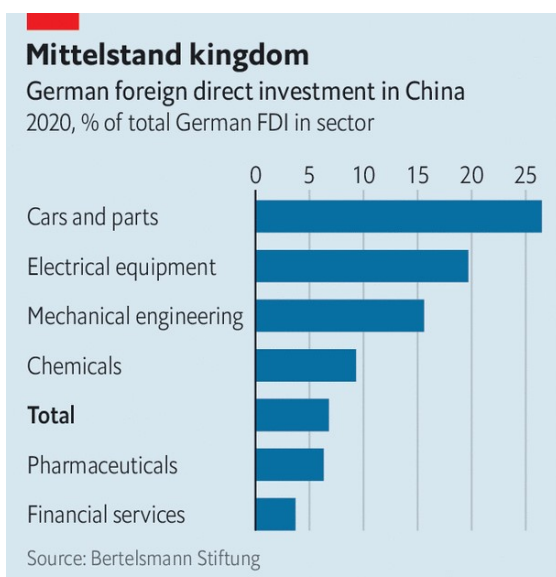
Less important for some, vital for others



Apr 27th 2023 | TIANJIN

Annalena Baerbock kicked off her first trip to China as Germany's foreign minister in April with a visit to a production site of Flender. The *Mittelstand* firm makes parts for wind turbines in Tianjin, a coastal city around 130km south-east of Beijing. Ms Baerbock toured the facility for about an hour, all the while bombarding her hosts with questions, such as whether its suppliers are local.

It is unusual for a foreign minister to tour a factory, but it shows the importance of business ties between Germany and China. The country is Germany's biggest trade partner and an important destination for foreign investments in several industries that are the backbone of the *Mittelstand*. Yet as the value of trade increased for the seventh consecutive year in 2022, the bilateral deficit widened. German imports from China rose by a third compared with 2021 to €192bn (\$202bn), whereas exports of German wares to China increased by only 3% to around €107bn.



The Economist

Ms Baerbock's ministry is spearheading efforts to write a new China strategy. Its much-awaited publication has been repeatedly postponed because of the need to strike a balance between boosting German business while at the same time encouraging some firms to diversify and make Germany less dependent on imports of critical raw materials from China.

As Germany's government recalibrates its China strategy two trends are emerging. One is that the companies already heavily invested in China are doubling down. Some of the country's largest companies greatly rely on Chinese customers and suppliers. That includes its three big carmakers (Volkswagen, Mercedes-Benz and BMW); BASF, a chemicals giant; and Bosch, a car-components supplier. BASF is charging ahead with its €10bn investment in a new production site in southern China. In October VW announced a €2.4bn investment in a joint venture with a Chinese firm for self-driving cars and will spend €1bn on a new centre for developing electric cars. The other is that German companies are increasingly producing in China for China. Flender's factory in Tianjin serves only the Chinese market.

This reinforces an uncomfortable position for policymakers. Overall Germany may be less dependent on China than generally assumed. A recent study published by the Bertelsmann foundation, the German Economic Institute in Cologne (IW), MERICS, a think-tank, and the BDI, an association of German industry, scrutinised investment in China. It showed that between 2017 and 2021 China accounted for, on average, 7% of German foreign-direct investment and 12-16% of annual corporate profits, much the same as America, but far less than the EU, which provided, on average, 56% of corporate profits in the same period. And only around 3% of German jobs either directly or indirectly depend on exports to China, says Jürgen Matthes of IW.

Yet that is not a reason to be less concerned about China, warns Max Zenglein of MERICS. In the past the assumption was that business in Germany would automatically benefit from investment in China, he says. With German companies increasingly spending on local production and research and development, the bulk of local profits is now often being reinvested there. And in the longer term the "local to local" trend could hurt both German jobs and exports to China.

Another cause for concern is the cluster of huge German firms and industries that continue to rely heavily on China. The survival of its large carmakers and chemicals firms could hinge on access to the country. And China supplies 95% of the solar cells installed in Germany as well as 80% of laptops, and 58% of the circuit boards that are integral to other electronic goods. Germany also depends on China for the rare-earth metals needed to make semiconductors and lithium-ion batteries as well as antibiotics and other important medicines.

Mr Matthes warns that companies will continue to pour billions into China unless the new policy provides incentives to do otherwise. If China's threats to Taiwan turn nastier the consequences could be devastating for firms doing an ever-bigger slice of their business there. The latest tentative date for the publication of the new strategy is just after a meeting on June 20th between Olaf Scholz, the German chancellor, and Li Qiang, China's prime minister. It is high time for a rethink.

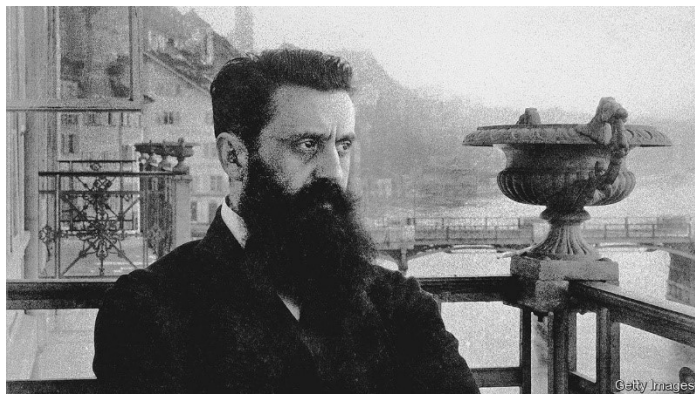
1 mai 2023 (The Economist)

[How Zionism has evolved from a project to an ideology | The Economist](#)

How Zionism has changed

How Zionism has evolved from a project to an ideology

It has been co-opted by politicians on all sides



Apr 27th 2023 | JERUSALEM

The first protest against the Israeli government's plans to weaken the country's Supreme Court on January 7th was a sparsely attended affair, dominated by left-wing and pro-Palestinian parties. A week later, as tens of thousands gathered in Tel Aviv and other cities, the demonstrations shifted to the centre ground. Gone were the Palestinian banners. In their place was a sea of blue-and-white Israeli flags.

In the months that followed the protesters displayed other symbols of Israeli nationhood, such as massive reproductions of Israel's Declaration of Independence, with its promises of "freedom, justice and peace as envisaged by the prophets of Israel". To broaden this new movement's appeal, its organisers made a conscious decision to focus it on a battle over the nature of democracy in the Jewish state. Without explicitly saying so, they framed their cause as a struggle over the very meaning of Zionism and who its rightful torchbearers are—the secular and liberal Israelis making up much of the protest movement, or the religious, conservative supporters of Binyamin Netanyahu's government.

It is a continuation of a dispute as old as Zionism itself, yet every bit as relevant to Israel's future as it was 120 years ago. Theodor Herzl (pictured), the man venerated in Israel for sparking a movement to give Jews their own state, nearly tore it apart in 1903 when he proposed that the Jews seek a haven from rising anti-Semitism, in east Africa. His proposal for "a modern solution to the Jewish Question" highlighted the tension at the heart of Zionism. Was it simply a plan to establish a national home for persecuted Jews, wherever that might be, or an ideology for the creation of a particularly Jewish state in its biblical homeland?

Today's tensions over Israeli democracy would have been familiar to many of Herzl's followers. Some were secular, even assimilated Jews, whose imaginations were fired by the birth of nationalism across Europe. For those who were born into religious families, however, Zionism encapsulated the thrice-daily traditional Jewish prayer: "May our eyes behold Your return to Zion."

As Herzl's Zionist movement grew in the years leading up to Israel's founding in 1948, it was dominated by secular Jews who divided into two main camps. Their imprint is still felt on Israeli politics today. One camp was led by Ze'ev Jabotinsky, a right-winger who drew heavily on European nationalism, and in some cases fascism. He argued for "one flag", meaning a single-minded focus on establishing a Jewish state. He believed this should encompass not just Palestine but also modern-day Jordan. Mr Netanyahu's Likud party is the ideological heir of this "Revisionist Zionism" camp.

Set against this was the socialist camp of David Ben-Gurion, Israel's first prime minister. The socialists gained control of the Zionist movement in the late 1920s and went on to establish a state built on collectivist agriculture and government-owned industries. They dominated Israeli politics from 1948 to 1977 even as they quietly ditched their left-wing economics. "Zionism was basically split between those who saw it as an instrument not only for Jewish statehood, but for a bigger reality, like socialism, and the Jabotinskean 'one flag' ideal," says Micah Goodman, an Israeli philosopher. The socialists won, he argues, but Jabotinsky's vision endured.

A movement whose primary animating force was the yearning for a state might have been expected to die away once it had achieved its goal. But it has been challenged by the growth of religious Zionism, a once-insignificant part of the broader Zionist movement that is now a powerful force in Mr Netanyahu's government. Since the six-day war in 1967 when Israel captured the territories of the West Bank and east Jerusalem from Jordan, religious Zionists have been at the vanguard of the settler movement, which still dreams of a "Greater Israel" than that contained in its pre-1967 borders.

The presence of hundreds of thousands of settlers in these occupied territories is a daunting obstacle to the creation of a viable Palestinian state. But religious Zionism has even bigger plans for Israeli society. Its current leader, Bezalel Smotrich, Mr Netanyahu's finance minister, speaks of his desire to restore Jewish biblical law. Messianic Zionism is still a minority view, but it is gaining ground and influencing Likud, a party that was previously largely secular.

Creating their own vision

Yet the protest movement that has come out to oppose Mr Netanyahu's coalition has seen an opportunity to push back at its vision of the Jewish state. "The new struggle for Israeli democracy has highlighted that we're still fighting for a Zionism [that...] means all these things: democracy, ending the occupation of the Palestinians and achieving a more equal society," says Rami Hod, the director of the Berl Katznelson Centre, a progressive Zionist think-tank in Tel Aviv. "We can only achieve that in Israel through Zionism." The question Israelis must answer though, as in the 1920s, is which Zionism will prevail.

1 mai 2023 (The Economist)

[Ukraine's top guns need new jets to win the war | The Economist](#)

War in the skies

Ukraine's top guns need new jets to win the war

There is a dogfight between Swedish Gripens and American F-16s



Apr 23rd 2023 | LINKOPING, STOCKHOLM, AND ABOVE THE BALTIC SEA

Your correspondent often travels by air for work. But rarely does this involve skimming at low altitude over the summer homes that dot Sweden's Baltic coastline, breaking the sound barrier and taking the controls of a Gripen fighter jet for several rolls and loops. In the cockpit, next to the pilot, wisely out of your correspondent's reach, is a small switch that allows the Swedish plane to be pushed to its limits. It is set to "peace". The flick of a finger would toggle it to "war". It feels particularly resonant.

Listen to this story. Enjoy more audio and podcasts on [iOS](#) or [Android](#).

Since Russia invaded Ukraine last year, Ukraine's air force has lost 60 fighter jets, 40% of its pre-war fleet, according to a recently leaked American document. It has just 80 or so left. Russia has almost 500 planes allocated to the war. And they largely [outmatch Ukrainian ones](#), with better radar and longer-range munitions. The good news is that Russia has been unable to use that advantage to dominate the skies. Having failed to wipe out Ukraine's air defences, its planes are forced to fire missiles or lob bombs, often ineffectually, from a considerable distance. The bad news is that the air balance is looking shaky.

A regular drumbeat of Russian [drone and missile strikes](#) since October has forced Ukraine to expend huge numbers of its surface-to-air missiles (sams). The situation has stabilised in recent weeks, says a Western official, with new supplies coming in. But if sams run short, Ukraine would have to choose between protecting cities, critical infrastructure, bases or front line troops. "Our number one task is to stop Russian planes from coming into our skies," says Colonel Yuriy Ihnat, a spokesman for the Ukrainian air force. "We don't want a situation like the one above Mariupol, where they...flattened an entire city."

In theory, fighter jets can substitute for ground-based air defences by shooting down enemy planes, drones and cruise missiles. But Ukraine's current fleet rarely sees these early enough, says Colonel Ihnat, because of "ancient radar technology". Poland and Slovakia have delivered around eight MiG-29 jets in recent weeks, but these are similarly limited. Many of the jets are not in flyable condition and are being used for spare parts. Ukraine needs a fresh fleet.

The Gripen, built by Saab, a Swedish company, is one candidate. In many ways, it is ideally suited to Ukraine's needs. It was designed specifically to defend Swedish airspace from Russian jets, rather than fancier tasks like penetrating deep behind enemy lines for strike missions. It was also built to land on short runways and even roads, in circumstances where traditional air bases have been struck by missiles.

Saab says the plane can be refuelled and re-armed in ten minutes by a single technician and five conscripts.

The main problem with the Gripen is that there are so few of them around. Sweden has sold or leased around 66 to other countries. It has fewer than 100 itself. And because Sweden's bid for nato membership is being blocked by Turkey and Hungary, the country is hesitant to deplete its defences. Nothing is off the table, says Tobias Billstrom, Sweden's foreign minister, but "we don't have that many Gripens." Sweden could only provide one squadron's worth, about 14 or so, with a 10-year wait for any more, says Colonel Ihnat.



The Economist

He is not coy about what he would rather have: "Ukraine needs F-16s." Over 4,600 F-16s have been built since production began in the 1970s. Some are still being built in South Carolina and the us Air Force plans to keep its newest models flying until the 2040s. It is the "Toyota Hilux of the combat air world", says Edward Stringer, a retired air marshal in Britain's Royal Air Force, nodding to the ubiquitous and hardy pick-up truck. In 2020 the F-16 made up around 30% of fleets among European nato members, a higher share than any other plane.

Ukraine is eyeing the second-hand market: last year Norway retired all of its F-16s in favour of the stealthy F-35, and Denmark, Belgium and the Netherlands all plan to do so too. In February, Ukraine issued a formal request for the Dutch ones. Spare parts and maintenance facilities would be available in next-door Poland and Romania, says Mr Stringer, as well as in Greece and Turkey. On April 21st Ukraine's defence ministry published a tongue-in-cheek video praising the jet's qualities ("30-degree recliner seats, baby").

It also has some drawbacks. One problem is cost. The Gripen is much cheaper to fly and maintain. The other issue, says Justin Bronk of the Royal United Services Institute, a think-tank in London, is the state of Ukraine's airfields. Soviet runways were built like floor tiling: panels of concrete blocks with sealant in between. That allows them to withstand the expansion and contraction from extreme heat and cold. It also means that moss, stones and other debris accumulates in between. The Gripen, with smaller air intakes that sit higher up on the fuselage, would cope with this far better than the F-16, says Mr Bronk.

Ukraine could resurface some airfields, but that would only invite Russian missiles. And while the F-16 can land on roads in a pinch, its lighter undercarriage is not as well suited to the stresses of short runways—a point hammered home to your correspondent when his Gripen is slammed down for a short landing. Colonel Ihnat bristles at such objections. "We feel it's an attempt to pull the wool over our eyes," he retorts. "Any plane can land in Ukraine." In private, some experienced Ukrainian military pilots are more sceptical of the government's quest for F-16s.

Either way, what matters as much as the plane is its armament. Mr Bronk says that even a tiny fleet of Gripens, just eight to 12, could keep Russia's risk-averse air force at bay if they were armed with Meteor, the world's most advanced air-to-air missile. Because Meteor was jointly developed by Britain, France, Germany, Italy, Spain and Sweden, and would therefore require a consensus to export, it would also give Sweden multinational political cover for any decision to send jets. The snag is that Europeans may not

want to risk having the cutting-edge Meteor fall into Russian hands. America may be similarly hesitant about sending the latest variants of its equivalent, the aim-120, which Mr Bronk says would be needed to give the F-16 comparable range to Russia's best missiles.

Ukraine will need other supporting capabilities, too. Mr Stringer points to the importance of electronic warfare (ew) to blind Russian warplanes; Ukraine could deploy simpler ground-based systems, he suggests, rather than the dedicated EW planes used by America and its allies. Anders Persson, deputy commander of the Swedish air force until last August, points to the importance of a data link that connects fighter jets to air-defence radars on land. Gripens or F-16s without such links, he warns, would serve as little more than souped-up MiGs.

For now, many Western officials insist that the debate over fighter jets is a distraction from resupplying Ukrainian sams. That seems complacent. Russia's air force is easy to mock: on April 20th it even bombed the Russian city of Belgorod by accident. But air power could yet play a role in Ukraine's forthcoming offensive, particularly if the Russian air force takes greater risks.

It need not have been this way. "If we had begun this effort last year, modern combat aircraft would already be in Ukrainian hands," laments David Deptula, dean of the Mitchell Institute for Aerospace Studies in Arlington, Virginia, and a former lieutenant-general in the us Air Force. If the West acted now, he says, there could be up to 30 F-16s in Ukrainian hands by the end of the year. "Where there is will, there is a way," he adds. "Where there is no will, there is no way."

1 mai 2023 (The Economist)

[Are greedy corporations causing inflation? | The Economist](#)

Capital v labour

Are greedy corporations causing inflation?

That is the popular narrative. Yet there is reason to doubt it



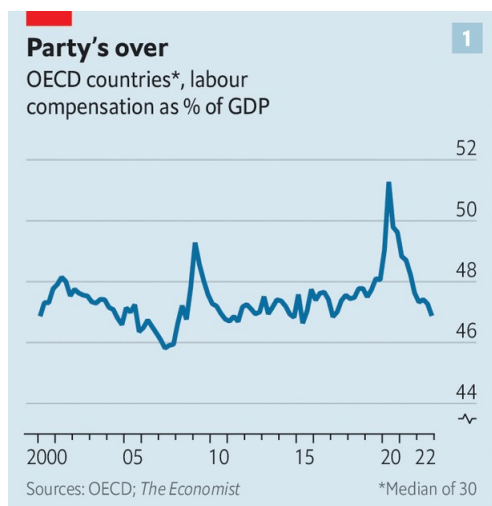
Apr 30th 2023 | SAN FRANCISCO

In the three years before covid-19 rich-world consumer prices rose by a total of 6%. In the three years since then they have risen by close to 20%. **People are looking for someone to blame—and corporations are often top of the list.** According to a recent survey by Morning Consult, a pollster, some 35% of Americans believe that “companies’ attempts to maximise profits” have contributed “the most” to inflation, more than any other factor by far.

It is not just the general public who blame fat cats. “Recent inflation has been driven by an unusual expansion of profit margins,” Paul Donovan of ubs, a bank, has argued. A study by America’s Bureau of Labour Statistics (bls) suggests that “dealer mark-up” has raised the price of new vehicles. **Central bankers are getting in on the act, too. Last month Fabio Panetta of the European Central Bank said that “there could be an increase in inflation due to increasing profits.”** Last year Lael Brainard, a former vice-chairwoman of the Federal Reserve, now a White House official, said that “reductions in mark-ups could also make an important contribution to reduced pricing pressures”.

The problem is that, at an aggregate level, evidence for head-honcho greed is thin on the ground. **What actually seems to be happening is that families and businesses are sharing the spoils of the post-pandemic economy.** This makes sense. **Arguments for “greedflation” rest on unsure theoretical ground.** Companies did not suddenly become avaricious. **Red-hot demand, linked in part to massive stimulus programmes in 2020-21, is the true source of price pressure—and can sometimes result in margins expanding.**

The theory also fails on its own terms. To believe that corporations are making out like bandits is to believe they are winning the fundamental battle in economics. Output must flow either to owners of capital—in the form of profits, dividends and rents—or to labour, as pay and perks. Economists refer to this as the “capital” or “labour” share of gdp. When one group wins, by definition the other must lose.



The Economist

For the moment, the evidence suggests an even match-up. We have estimated the labour share across the oecd, a group of mostly rich countries. Labour has had the upper hand for most of the past three years, though more recently its share has fallen (see chart 1). In 2020 firms continued to pay people's wages—helped by stimulus programmes—even as gdp dropped. In 2021 and 2022 strong demand for labour allowed many existing workers to demand more pay. It also pulled new people into the workforce. **Across the oecd the share of working-age folk in a job is at an all-time high of 70%.**



The Economist

Another way of assessing the balance of power is to look at “unit prices”. The second chart shows recent changes in the price of an average American good or service, split into the relative contributions of profits and labour costs. Corporations had the early spoils, but since 2021 workers have fought back. A calculation for the euro area published in a recent paper by Goldman Sachs, a bank, also suggests a relatively even match-up. If you are fuming at paying \$10 for a coffee, blame the barista serving it to you as much as the owner.

Recent months have been tougher for firms. In the first quarter of this year profit margins at companies in the s&p 500 are expected to sharply drop, perhaps because consumer tolerance for higher prices has worn thin. Workers, though, seem to be holding their own. The oecd's headline rate of inflation is now decisively declining, even as there is little evidence of slowing wage growth. The latest monthly data from the bls show that, after falling for much of 2021 and 2022, American hourly real pay is rising again. **David has not defeated Goliath, but he is putting up a good fight.**

1 mai 2023 (L'Express)

[L'économie selon Matthieu Pigasse : "La dette, ça n'est pas le sujet, on peut en effacer une partie" - L'Express \(lexpress.fr\)](https://www.lexpress.fr/economie/la-dette-qa-n-est-pas-le-sujet-on-peut-en-effacer-une-partie-1512111.html)

Economie, jeudi 27 avril 2023 1512 mots, p. 56

Economie

Matthieu Pigasse « Europe : la dette n'est pas le sujet »

BÉATRICE MATHIEU

Déficits, inégalités, retraites : le banquier d'affaires livre à L'Express sa vision de la conjoncture et des dangers du moment.

Matthieu Pigasse aime les cartoons. Un de ses préférés, *Bip Bip et Coyote*. Eh bien, voilà, nous en sommes là en matière de conjoncture économique pour l'ex-banquier star de Lazard : jamais les incertitudes n'ont été aussi grandes, et nous sommes tous des Bip Bip pédalant au-dessus du vide dans l'espoir fou d'échapper au pire. Dans les luxueux bureaux de la banque d'affaires américaine Centerview dont il a créé l'antenne parisienne, il nous confie ses angoisses du moment : l'explosion de la dette dans les pays pauvres et la flambée des inégalités partout sur la planète. Petite leçon d'économie version Pigasse.

« On peut effacer la partie de la dette détenue par le système européen des banques centrales »

Le ton est grave, les mines sévères. Ce jeudi 20 avril, dans une des grandes salles de la citadelle de Bercy, Bruno Le Maire, ministre de l'Economie, et Gabriel Attal, celui des Comptes publics, détaillent le Pstab, ce mystérieux acronyme désignant la feuille de route budgétaire de la France pour les cinq prochaines années. Avec une annonce forte à la clef : l'accélération du désendettement. Le ratio de la dette rapportée au PIB doit être ramené de 111,6 % du PIB à la fin de 2022, à 108,3 % en 2027... Principales raisons invoquées : le besoin de retrouver des marges de manoeuvre budgétaires en cas de nouveau coup dur sur la croissance et, surtout, la flambée des taux d'intérêt, qui alourdit la charge de la dette. Au même moment, dans son bureau avenue Matignon, avec vue plongeante sur les jardins de l'Elysée, l'ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn envoie valser les arguments des deux ministres. « En Europe, la dette, ce n'est pas le sujet, on peut effacer la partie détenue par le système européen de banques centrales. Environ 30 % de la dette publique française est ainsi dans les mains de la Banque centrale. On a changé de paradigme », lance-t-il, pas mécontent de son petit effet. « Sur ce sujet, il faut distinguer les pays qui disposent de la souveraineté monétaire et s'endettent dans leur propre monnaie de ceux qui, comme la grande partie des pays émergents, émettent dans une devise autre que la leur, en dollars ou en euros. C'est un facteur différenciant majeur. **Le "quoi qu'il en coûte" a été financé en réalité non par de la dette, mais par une création monétaire massive, sans que cela ait un effet sur l'inflation. Enfin, les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire hors inflation, sont toujours inférieurs au taux de croissance de l'économie, ce qui évite tout effet boule de neige. »**

Certes, mais la charge de la dette s'est nettement alourdie, et elle pourrait atteindre 70 milliards d'euros en 2027, devenant de fait le premier poste de dépenses de l'Etat. « Et alors?, nous répond Matthieu Pigasse. Rapportée au PIB, elle est toujours plus basse qu'il y a dix ans. » On imagine déjà les cris d'orfraie de son ancien patron à Bercy, François Villeroy de Galhau, ancien directeur de cabinet de Dominique Strauss-Kahn et... actuel gouverneur de la Banque de France.

« Le défaut des pays émergents, c'est la vraie bombe à retardement »

Les pays dont les finances sont en capilotade, Matthieu Pigasse connaît bien. Après Bercy, devenu banquier d'affaire chez Lazard, il s'est occupé dans les années 2010 de la restructuration des dettes de l'Argentine, de la Bolivie, du Venezuela, mais aussi de celles de la Grèce ou de l'Ukraine. « La faillite des pays émergents, c'est la vraie bombe à retardement. Lorsqu'un pays fait défaut, c'est une catastrophe pour ses citoyens. Mais lorsque dix font défaut en même temps, c'est un problème pour le monde entier. Or ce risque est réel, et c'est la grande différence par rapport à la situation des dernières décennies. »

La violente remontée des taux d'intérêt est un désastre pour des dizaines de pays pauvres dont les dettes sont libellées en devises étrangères et qui ont vu leur monnaie s'effondrer au cours des derniers mois. D'après les estimations du Fonds monétaire international, une cinquantaine de pays à bas revenus seraient aujourd'hui en situation de stress sur leur dette, ce qui représente plus de 700 millions d'habitants. « C'est un problème social et politique majeur. On devrait se souvenir de la leçon des années 1980, lorsque les défauts en cascade en Amérique latine ont conduit à des révoltes et des révolutions. C'est le cas lorsqu'un Etat ne peut plus assurer à ses citoyens les fonctions essentielles comme se nourrir, se loger, se déplacer. » Aujourd'hui, l'ampleur du phénomène fait que, par ricochet, la planète entière pourrait être contaminée. **« Tout le monde a prêté à ces pays. Donc l'exposition financière est très large. » Des risques auxquels il faut ajouter des impacts géopolitiques majeurs. « Cela fait vingt ans que je travaille en Afrique. J'ai vu arriver les Russes, puis les Chinois qui ont prêté aux Etats, construit des ports ou des routes et obtenu, en échange, des gages sur des mines et des ressources naturelles. Pékin, par l'intermédiaire de ses banques, a ainsi prêté l'équivalent de 900 milliards, devenant le premier prêteur bilatéral dans le monde.** Et je l'ai vécu dans le cas de la Grèce et du Congo, les créanciers chinois n'ont aucunement l'intention d'entrer dans le cadre classique de la restructuration de dette. **Les enjeux géopolitiques sont majeurs et la naïveté occidentale sur ces sujets a été confondante. »**

« On a fait une erreur en ne créant pas de fonds de pension, c'est une question de souveraineté »

La réforme des retraites, Matthieu Pigasse l'a suivie la nuit, ne perdant pas une miette des **débats lunaires et hystériques à l'Assemblée nationale retransmis sur les chaînes d'info...** **« Il ne faut pas refuser d'assumer ses fautes d'aujourd'hui au motif des erreurs passées. Parmi les pistes possibles pour sauver le système, injecter une dose de capitalisation en était une, je n'ai aucun problème à le reconnaître. »** De son propre aveu, **sa famille politique sociale-démocrate a commis une erreur à la fin des années 1990.** « Je me rappelle qu'à l'époque un débat a eu lieu sur la nécessité de créer des fonds de pension à la française. Sauf que cette expression faisait peur et a agi comme un repoussoir. La question a été enterrée. A tort. **D'une part, cela aurait donné du muscle à notre régime de retraite fondé sur la répartition, et, d'autre part, l'existence de fonds de pension aurait résolu une grande partie de l'insuffisance de capital disponible en Europe. »**

Dans le débat sur la souveraineté, il n'y a pas que l'accès aux matières premières stratégiques ou aux puces électroniques qui compte. **« Le capital, c'est un vecteur essentiel de l'indépendance de nos économies et un facteur clef dans le contrôle et le développement de nos entreprises. Sans capital, le contrôle des sociétés cotées est dans la main d'investisseurs étrangers, et le financement des entreprises se fait par des non-Européens »,** poursuit le banquier. Comment corriger cette faille? **« En créant de nouveaux produits d'épargne longue, en évitant surtout de les appeler fonds de pension. Les mots comptent. Et en orientant ces produits vers le développement de l'économie et la transition énergétique. »** A gauche, le sujet est radioactif, lui fait-on remarquer. **« Pff!... Oui. Mais la gauche sociale-démocrate a disparu, c'est un fait. Il nous appartient d'inventer un modèle nouveau, adapté au monde d'aujourd'hui et de demain. »**

« En matière d'inégalités, la perception compte autant que les chiffres, et la situation est insupportable »

Ne lancez pas Matthieu Pigasse sur le sujet des inégalités, ou alors seulement si vous avez plusieurs heures devant vous. D'abord le constat : **« Ma conviction absolue, c'est que les inégalités ont atteint un niveau insoutenable, en France comme ailleurs. »** Evidemment, on lui fait remarquer que le système redistributif tricolore ne fonctionne pas si mal, et que les inégalités ont moins progressé en France qu'ailleurs. **« On peut me sortir toutes les statistiques, je m'en moque. Il y a les inégalités et la perception des inégalités, et cela importe autant. Cette perception est intolérable socialement, insupportable politiquement et inexplicable moralement. J'observe deux choses. D'un côté des ultrariches qui accumulent toujours plus, et de l'autre une frange de la population qui travaille dur mais qui a de plus en plus de difficultés à vivre dignement. Je n'ai aucun problème avec le fait que des entreprises dégagent des milliards de bénéfices. C'est une très bonne chose, dès lors que cette richesse créée est utilisée de manière efficace économiquement et juste socialement. Nous n'échapperons pas à un changement profond dans la répartition des richesses. »**

Et le banquier de se lancer dans une série de propositions, dont certaines sentent le soufre : **« Oui, il faudra se poser la question du partage du travail, mettre en place un revenu universel, et créer un système fiscal plus juste et redistributif. »** Et le voilà qui propose une nouvelle version de l'IFI : l'impôt sur la fortune immobile. **« Il faut taxer ceux qui ne font pas circuler l'argent. » Sus aux rentiers!**

1 mai 2023 (L'Express)

["On ne peut pas gagner seul en 2027" : à droite, la peur du grand déclassement - L'Express \(lexpress.fr\)](https://www.lexpress.fr/actualite/le-pays/2023/04/25/on-ne-peut-pas-gagner-seul-en-2027-a-droite-la-peur-du-grand-declassement_1871111.html)

LR, mardi 25 avril 2023 924 mots

"On ne peut pas gagner seul en 2027" : A droite, la peur du grand déclassement

Paul Chaulet

Les divisions de la droite parlementaire et les doutes sur Laurent Wauquiez agitent Les Républicains. Au point de susciter des interrogations existentielles.

Laurent Wauquiez aime le rappeler. Les enquêtes d'opinion réalisées quatre ans avant une présidentielle ne sont pas des oracles. Toutes sont démenties dans les urnes. "La star des sondages, les Français lui coupent la tête", insiste le candidat putatif pour 2027. L'ancien ministre peut souffler, il n'est pas promis au destin tragique de Louis XVI. Une enquête Ifop- *Le Figaro Magazine* n'accorde au président de la région Auvergne-Rhône-Alpes que 5 % des suffrages si la compétition présidentielle avait lieu aujourd'hui. Loin derrière Marine Le Pen (29 %) et Edouard Philippe (26 %).

A droite, cette enquête cristallise une interrogation lancinante : Les Républicains (LR) sont-ils condamnés à une candidature de témoignage en 2027? Et si la droite n'était pas en mesure d'être sur la ligne de départ? L'histoire répondra. Mais la question révèle la profondeur de la crise traversée par l'héritier de l'UMP. "Un parti en soin palliatif proche de l'acharnement thérapeutique", note un conseiller.

Un socle si faible

Le nouveau patron de LR Éric Ciotti s'est assigné la tâche de ramener la droite au pouvoir. Il partage une analyse commune avec Laurent Wauquiez. Les héritiers du macronisme ne pourront pas incarner l'alternance, une nouvelle ère s'ouvrira en 2027. "L'électorat de droite traditionnel parti chez Macron va se chercher un leader qui empêchera le pays d'être confronté au choix entre Le Pen et Mélenchon", juge en privé le député des Alpes-Maritimes. Il souhaitait mettre en musique cette doctrine à l'Assemblée. Soutien à la réforme des retraites pour asseoir la crédibilité de LR. Rejet de la loi sur l'immigration pour poser un marqueur régalien.

Las, ce scénario a explosé en vol. La droite parlementaire s'est déchirée à ciel ouvert sur les retraites, incapable de parler d'une seule voix. Rivalités personnelles et flou idéologique ont entaché sa crédibilité. "Je ne sais pas comment on se remet de cette situation, admet un dirigeant. Que dira-t-on à la prochaine présidentielle? Qu'on va remettre les comptes publics d'aplomb?"

Laurent Wauquiez et Xavier Bertrand, rivaux pour 2027, ont opté pour des stratégies distinctes dans cette période. Le premier s'est muré dans le silence, le second a vilipendé sur les plateaux la réforme gouvernementale. Mais tous deux se pensent protégés des errements de LR. Ils développent une offre en marge du parti. La présidentielle n'est-elle pas la rencontre entre un homme et un peuple? L'optimisme flirte avec l'aveuglement, tant l'aventure personnelle de Macron en 2017 relevait de l'exception. "La marque collective LR s'est tellement affaiblie qu'ils héritent d'un socle faible, note un hiérarque. Et aucun des deux n'a de socle de fans." Dans le circuit depuis 20 ans, ils n'ont jamais généré d'enthousiasme national.

Le "tabou" d'une non-candidature

L'heure est à la "dépression générale". La droite n'est pas aidée par le calendrier électoral. Elle est menacée de disparition du Parlement européen en 2024, et des alliances locales avec la majorité lors des municipales de 2026 risquent de brouiller sa ligne d'indépendance. Se frayer un espace politique entre le RN et le bloc central s'apparente à une quête de la pierre philosophale. "Un candidat LR pour gagner, c'est une vue de l'esprit. On n'a pas assez d'électeurs pour arriver au second tour", note l'ex-ministre Jean-François Copé.

2027 est loin. L'heure n'est pas aux grandes manoeuvres, mais au cheminement intellectuel. Par pur pragmatisme, des cadres LR observent la préparation d'Edouard Philippe ou de Bruno Le Maire. Il est trop tôt pour se rapprocher, mais

une barrière psychologique se lève. "Je n'irai pas me flinguer pour un Wauquiez ou un autre et faire 5 %", raille un membre de la direction.

Sous couvert d'anonymat, certains évoquent le "tabou" d'une absence de candidature LR pour faire échec à un duel Mélenchon-Le Pen. Un lieutenant d'Éric Ciotti confie : "Si personne n'émerge, je ne peux pas exclure que LR se décide à soutenir un Philippe autonome de Macron ou un Darmanin qui aurait montré sa différence avec les macronistes de gauche. Si notre espace est trop contraint, il faudra se mettre d'accord sur un candidat de droite hors LR."

"Si on ne gagne pas en 2027, on finira comme le parti radical"

LR hors jeu? La réflexion est très minoritaire à droite, où la détermination de Xavier Bertrand et Laurent Wauquiez ne fait guère de doute. Les partis meurent lentement, le deuil est un long processus. Le Parti socialiste a bien envoyé Anne Hidalgo au casse-pipe en 2022. "Je souhaite qu'il n'y ait pas de candidat LR, mais je pense qu'il y aura quelqu'un, admet une sénatrice LR. Nos militants sont toujours là et ils croient en l'homme providentiel."

A droite, ces analyses sont souvent émises par les partisans d'une coalition gouvernementale avec Emmanuel Macron. Les débats sur 2027 prolongent ceux sur la conclusion d'un accord entre LR et la majorité présidentielle. Cette controverse n'est pas idéologique, mais stratégique. Les optimistes croient en la capacité de LR de renaître de ses cendres. Les pessimistes ont intégré le déclassement de leur famille politique. "Les idées de droite ont gagné dans le pays, assure le maire de La Baule Franck Louvrier. LR ne peut pas gagner seul et ce n'est pas un drame." Mais un parti a besoin de victoires pour exister. Éric Ciotti ne manque pas de lucidité : "Si on ne gagne pas en 2027, on finira comme le parti radical." A moins que LR ne le soit déjà devenu.

1 mai 2023 (L'Express)

[Immigration et intégration... Ce que la gauche devrait dire - L'Express \(lexpress.fr\)](#)

Politique, mardi 25 avril 2023 395 mots

Immigration et intégration... Ce que la gauche devrait dire

Olivier Pérou

L'apprentissage de la langue, de la laïcité et l'intégration par le travail ne sont pas des aliénations contrairement à ce beaucoup affirment à gauche.

N'en déplaise à une bonne partie de la gauche politique, la question de l'immigration, reste ancrée dans l'esprit de ses électeurs dont les positions en la matière se durcissent, et notamment chez les moins aisés d'entre eux. Avec ses réalités et ses fantasmes, là n'est plus le sujet. **Il ne suffirait pas de parler de l'immigration d'un seul tenant - à la manière millénariste de l'extrême droite, ou angélique de la Nupes. Cela, les Français, y compris ceux de gauche, ne l'entendent plus.**

En France, le débat sur l'immigration, qui aura droit à son énième loi dans quelques mois, se résume trop au nombre de régularisations de clandestins. **La question posée à notre pays, et que la gauche devrait saisir au bond, est avant tout celle du modèle d'intégration.** Mais là aussi, le bât blesse. Les Insoumis et EELV le considèrent trop souvent comme un commandement, sinon une coercition assimilationniste, consistant à imposer des valeurs et un mode de vie aux étrangers qui veulent devenir français.

Bigot

Qui, à gauche, s'interroge de savoir pourquoi l'intégration a échoué, ce "génie français" disait Michel Rocard, qui fait de la cohésion nationale le socle primordial à l'acceptation des particularités culturelles et religieuses? La gestion désorganisée des flux migratoires est devenue une angoisse française dont le bilan tient en deux faits : Marine Le Pen au second tour en 2017 et en 2022. L'apprentissage de la langue, de la laïcité et l'intégration par le travail ne sont pas des aliénations. Mal intégrer, c'est ajouter du malheur à la France et à ceux qu'elle accueille.

Robespierre, qui n'était pas un bigot d'extrême droite, écrivait dans la Constitution de 1793 : "Tout étranger domicilié en France, qui y vit de son travail [...], jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français." **Il n'y a pas trop d'immigrés en France, mais trop envoyés aux mêmes endroits, mal intégrés ou qui refusent de l'être. Pouvoir le dire ne devrait pas être un tabou.** Certains au PS et ailleurs, comme François Ruffin, aspirent à mettre cela à l'agenda de la gauche. Combien tenteront de les en empêcher?

1 mai 2023 (Le Point)

[Sophie Binet, la cadre qui rêvait d'être ouvrière \(lepoint.fr\)](https://www.lepoint.fr)

Sophie Binet, la cadre qui rêvait d'être ouvrière

À 41 ans, cette diplômée en philosophie est issue de l'Éducation nationale. Elle a succédé à Philippe Martinez à la tête de la CGT. Rencontre.

Par Philippine Robert



Adoubement. Sophie Binet, toute nouvelle secrétaire générale de la CGT, avec les syndicalistes de la centrale thermique de Gardanne (Bouches-du-Rhône), le 20 avril.

Publié le 01/05/2023 à 07h00

Un temps, Sophie Binet est partie à la chasse aux machettes et aux bombes lacrymo. Malgré son petit gabarit, elle se mêle à des « *bastons à 200* », joue des coudes, et parvient à se frotter aux contestataires armés. Ils se provoquent, se frappent ; certains veulent même se venger de la mort d'un de leurs camarades, tué par un jeune d'une autre cité. C'est le chaos durant plusieurs jours. Nous sommes en 2009 et Sophie Binet est alors conseillère principale d'éducation au lycée Jean-Moulin, au Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis. Plutôt que de se barricader dans son bureau, elle arrache donc, devant les grilles de l'établissement, « *machettes* » et « *gazeuses* » à ses élèves. Même pas peur de la bagarre, non. « *On ne peut pas se contenter de dire que l'école, c'est important. Il faut s'investir, et parfois même affectivement, confie-t-elle. Sinon ça coule.* »

Sophie Binet se serait bien vue, malgré tout, faire carrière au sein de l'Éducation nationale ; mais, à 41 ans, elle est secrétaire générale d'un autre irascible pachyderme à la dérive, alourdi par des luttes intestines : la CGT. Là aussi, il ne faut pas avoir peur de la bagarre pour diriger cette organisation aux 640 000 militants, toujours disposés à bloquer la France. On le voit encore, à l'occasion de cet interminable combat syndical contre la réforme des retraites. « *Macron, si tu continues, il va faire tout noir chez toi* », entonne Binet, qui s'est faufilée pour les trois prochaines années en tête de cortège, de manière inopinée.

Psychodrame. Personne n'avait misé un kopeck sur ce produit de l'Éducation nationale : ni elle ni - et surtout pas - Philippe Martinez, son prédécesseur, qui ne la portait guère dans son cœur. C'est à la suite d'un psychodrame joué fin mars, à Clermont-Ferrand, au vu et au su de tous lors du 53^e Congrès de la CGT, que son nom est sorti du chapeau rouge. Il se raconte que, désolés de ne pas voir les trois prétendants officiels au trône s'accorder, les proches de l'ancien numéro un Bernard Thibault, dit réformiste, y seraient pour quelque chose. Il est vrai que, depuis sa sortie en 2013, mélenchonistes,

trotskistes et communistes bataillaient pour le pouvoir, se vautrant dans une surenchère contestataire.

Autant dire que les modérés, dont on avait presque oublié l'existence, trépignaient sur le banc de touche, navrés de la dégringolade de leur syndicat à la deuxième place derrière la CFDT, en 2018. Et puis, coucou, voilà, le 31 mars, en fin de matinée, Sophie Binet qui monte sur scène, dans la capitale auvergnate, pour son couronnement surprise comme **Madame Muscles, la première de l'histoire de la CGT, née il y a pourtant bien longtemps, en 1895. En plus, elle sourit...** Regard perçant et cerné par deux nuits blanches, elle scande : « *On ne lâchera rien.* » Ouf, tout le monde dans l'assistance respire en l'entendant reprendre la ritournelle maison, poing gauche levé. Le baissera-t-elle un jour pour toper avec le gouvernement, à l'inverse de son prédécesseur ?



Nouvelle ère. Sophie Binet défile, le 6 avril à Paris, au côté de Marylise Léon, secrétaire générale adjointe de la CFDT, qui succédera à Laurent Berger à la tête du syndicat réformiste.

Gros bras. D'elle ses camarades disent, pêle-mêle, qu'elle est « *cash* », « *méticuleuse* », « *pas dogmatique* », « *autoritaire mais les hommes parleront d'autoritarisme* », et qu'elle « *voit large* ». Ces premiers jours de mandat, elle est allée à la rencontre des gros bras de son syndicat, tels **le stalinien Olivier Mateu, le patron de la fédération Énergie**, Sébastien Menesplier, celui des ports et docks, Tony Hautbois... Comme pour rassurer, si quelqu'un en doutait, sur sa capacité à monter au front, elle, la cadre guidant une structure galvanisée par les conditions des ouvriers. **Avant elle l'ont précédée un métallo (Martinez), un ouvrier soudeur (Thierry Lepaon), un cheminot (Thibault), un contrôleur des PTT (Louis Viannet)... Pas de prof, jusque-là.**

« Je voulais faire comme dans L'Établi, de Robert Linhart, moi, la fille de cadres : devenir ouvrière. Mais, à la fin de la terminale, je me suis débinée. Je me suis dit que j'allais plutôt mettre mon capital culturel au service des autres. » L'exigeante Binet assure ne pas s'être tourné les pouces à l'Éducation nationale et - attention, cela risque de déplaire - avoir travaillé le soir jusqu'à 20 heures. **« J'étais déléguée CGT et je participais aux réunions syndicales essentiellement sur mon temps libre, alors qu'il est possible de le faire sur son temps de travail. J'avais du mal quand les autres syndicalistes me disaient que faire des heures supplémentaires sans être payé, ce n'est pas bien. En creux, on me disait de mal faire mon métier. »**

Démocratique. Heureusement que le dur labeur n'est pas pour lui déplaire, car 32 heures par semaine - le temps de travail défendu par son organisation - ne lui suffiraient pas pour arriver à bout des dossiers qui l'attendent. En vrac : maintenir la pression contre le gouvernement sur la réforme des retraites (« *d'une violence sans nom contre le salarié* ») ; finaliser son équipe de direction ; promouvoir un fonctionnement du syndicat plus démocratique ; nouer une bonne relation avec la future patronne de la CFDT, Marylise Léon ; convaincre ses camarades de s'intéresser à l'écologie ; se

pencher sur la transformation du salariat ; bâtir un début de dialogue avec l'exécutif - qui ne semble pas très ouvert à la discussion ; éviter l'implosion de la CGT, tiraillée par trois blocs à gauche toute.

« *Il y a une alchimie à trouver, estime Bernard Thibault. Elle sera tantôt qualifiée de "trop molle", tantôt de "trop dure", en interne comme en externe, c'est le propre de tout secrétaire général de la CGT. Mais je suis certain qu'elle sera une grande dirigeante grâce à son caractère affirmé et ouvert.* »



Héritage. En 2008, alors à l'Unef, elle manifeste contre une réforme des retraites. À dr., Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. Il loue aujourd'hui son « caractère affirmé et ouvert ».

Engagement militant. Ah ! si l'administration avait été conciliante avec Binet, Emmanuel Macron pourrait peut-être dormir un peu mieux... En 2013, la CGT lui propose de prendre du galon, en intégrant la direction confédérale, une sorte de gouvernement interne, et de piloter à moyen terme la fédération des cadres. **Elle est partante, mais souhaite encore exercer un jour par semaine, non plus comme CPE, mais comme professeur de lettres et d'histoire. Que ne demandait-elle pas...** « *L'inspectrice qui a examiné mon dossier l'a jugé bon, mais elle m'a dit que, dans le cadre d'une décharge syndicale, ce changement de poste était impossible. Je me suis fait avoir car j'ai été transparente, alors que je ne voulais qu'aider. C'était un engagement militant pour moi.* » **Bref, ne lui restait plus qu'à prendre place sur les bancs de Montreuil. À 31 ans.** Dont plus de la moitié à ferrailer.

Son goût pour la bagarre naît à Nantes. Tout a commencé, très précisément, à la **Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC)**, une organisation agissant « *pour un changement dans la suite des luttes sociales* » et fortement implantée dans l'Ouest, où a grandi Binet. **Une couveuse catholique pour la gauche :** Jacques Delors, Jean-Marc Ayrault, Cécile Duflot, Jean-Yves Le Drian, et même Laurent Berger y ont fait leurs premiers pas de militants. **Sauf qu'elle, fille d'un géographe-urbaniste et d'une assistante sociale, n'est pas baptisée.** « *La JOC est une école d'humanisme, de respect de la parole et d'écoute des autres. J'en ai retenu le "Aide-toi et le ciel t'aidera" ou encore "Quand tu vois des choses injustes, prends-toi en main et agis". Ça fonde toujours mon action aujourd'hui.* » Décidément, elle dénote du côté de Montreuil. Et cela ne s'arrête pas là.

« **Trahison** ». **Figurez-vous qu'elle a été aussi socialiste. Du jamais-vu pour un patron de la CGT, tous passés par le PC.** Elle prend soin de nous préciser qu'elle a voté pour le communiste Robert Hue, en 2002. « *J'ai culpabilisé, je me suis dit que j'avais contribué à l'arrivée de l'extrême droite au second tour. Je me suis forgé la conviction qu'il faut rechercher des perspectives progressistes majoritaires.* » Elle s'encarte en 2008, mais cette pro-Martine Aubry quitte le parti en 2013, peu après l'élection de François Hollande. « *C'était une trahison. J'étais révoltée, en colère. Il n'allait pas assez fort, pas assez vite. J'avais suivi le contrat de génération, qui devait permettre l'embauche en CDI par les entreprises de jeunes accompagnés par des seniors. Je voyais que c'était du blabla.* » Un sujet que cette

pugnace connaît sur le bout des doigts depuis son passage, **entre 1999 et 2008, dans les rangs du syndicat étudiant Unef**. Où, là aussi, elle a gravi les échelons. Jusqu'à en devenir vice-présidente.

Début 2006, elle apparaît pour la première fois sur les écrans. Elle défile déjà. **Elle s'oppose au contrat première embauche (CPE), un texte passé par le 49.3 puis enterré par le gouvernement Villepin, après une forte mobilisation.** « *Elle faisait preuve de fermeté, presque une raideur. Elle cherchait l'argument qui contrerait, plus qu'à comprendre si l'autre n'avait pas un peu raison* », se souvient Pascal Bolo, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, alors maire de Nantes, où elle étudie la philosophie. **Et c'est aussi pendant ses années Unef qu'elle commence à fréquenter les grands frères de la CGT. Cette adepte de Descartes s'enrôle en 2008.** « *Son potentiel a rapidement été détecté, elle a l'âme d'un leader* », dit Pierre Ferracci, fin connaisseur du syndicat.

640 000

C'est le nombre d'adhérents à la CGT.

12 %

C'est le pourcentage de militants CGT ingénieurs, techniciens et cadres.

Pugnace. Montreuil la déploie très vite sur les questions d'égalité hommes-femmes ; la pugnace **Binet se découvre une conscience féministe.** « *Pour ma génération, le féminisme était ringard, c'était le combat de nos mères. Aujourd'hui, je défends un féminisme de lutte des classes, qui traite au même niveau les rapports sociaux de genre et ceux de classe. Ce n'est pas parce qu'on aura une femme patronne au FMI ou au Medef qu'on règlera l'ensemble des problèmes des femmes.* » Au niveau national, elle a participé aux discussions avec le ministère du Travail et le Medef sur l'égalité professionnelle. Fait rare : elle impose comme base de négociation un texte rédigé par les syndicats, et non par le patronat. « *On travaille en intersyndicale, et on n'est pas constamment dans l'affrontement. Elle sait bien remettre en place nos interlocuteurs* », dit la numéro deux de la CFTC, Pascale Coton, qui a souvent négocié à ses côtés. On la croise, en 2018, enceinte, au siège de l'Organisation internationale du travail, à Genève, pour composer un texte sur la violence faite aux femmes au nom des travailleurs français. « *Elle ne doit pas se laisser enfermer dans la case féministe* », souligne Pascale Coton.

Autre fait d'armes : en 2018, elle s'oppose à un texte européen sur le secret des affaires. Inquiète du sort réservé aux « lanceurs d'alerte » et à la presse, et des dispositions limitant leurs actions, elle œuvre en coulisses. Habile, elle embarque avec elle la CFE-CGC, mais aussi des associations écologistes et des journalistes. Une pétition est imaginée, et elle est portée par la vedette-télé Élise Lucet. En parallèle, Binet se rapproche de François Ruffin, qu'elle a connu lors du mouvement Nuit debout. Il est député, et elle le convainc ainsi que Delphine Batho de saisir le Conseil constitutionnel. Les organisations environnementales se chargent des frais judiciaires. En vain...

Mais qu'importe. **À la guerre comme à la guerre**, dans une version qui respire le XXI^e siècle, loin des moustaches et de l'air sévère de Martinez. **Campant dans l'ombre, elle est à la manœuvre, en 2016, avec la militante féministe Caroline De Haas et l'ex-EELV Elliot Lepers pour s'opposer à la loi Travail.** « *Quand on a commencé à travailler sur ce sujet, on sentait une inertie forte du côté des syndicats, raconte Lepers. On a créé un collectif d'experts qui nous a donné de la matière pour faire campagne. Sophie a ramené plein d'acteurs issus de différents syndicats - avocats, FO, Unef... -, et a réussi à créer une équipe, les "ocean eleven" de la mobilisation.* » Une pétition est lancée. Une déferlante : 1 356 004 signatures. Bienvenue dans l'ère de la contestation 2.0.



Dans la danse. En 2020, déguisée en Rosie la riveteuse lors d'un flash mob à Paris, pour dénoncer la précédente réforme des retraites.

Clarinetteste. Elle danse, chante aussi, Sophie Binet. « À cause de Macron... », s'égosille-t-elle. Sur une courte vidéo d'Attac, la voilà en Rosie la riveteuse, symbole de la lutte féministe. Elle participe à un flash mob, à Paris, le 24 janvier 2020, pour dénoncer la précédente réforme des retraites. « À cause de Macron, on a moins de pognon... » Binet semble s'amuser plus que Manon Aubry, de LFI, elle aussi présente. **Membre d'une troupe de rue et clarinetteste, elle garde le rythme.** « **Elle sort du lot de par sa vivacité intellectuelle, sa force de travail et son innovation revendicative,** souligne Marie-José Kotlicki, ancienne dirigeante de l'Ugict-CGT, qui l'a convaincue de rejoindre l'ensemble vrombissant de Montreuil. **Elle maîtrise les nouvelles technologies et les réseaux sociaux.** »

Connaissez-vous les hashtags #balancetonsalaire et #viedemere sur Twitter ? C'est elle qui les lance en 2016. Avec succès. « Elle bosse ses dossiers sur le fond, avance un de ses camarades. Mais elle réfléchit à les optimiser en termes de communication, elle a le sens de la mise en scène. »

« **Lol** ». Le 8 mars, elle a défilé derrière une banderole « Les Grandes gagnantes », un clin d'œil ironique au gouvernement, qui prétendait que les femmes bénéficieraient de la réforme des retraites. **Au discours outrancier elle préfère les formules piquantes** : après la dernière allocution télé de Macron appelant à une rencontre avec les syndicats, qui « *aurait pu être faite par ChatGPT* » selon Binet, cette dernière écrit sur Twitter : « *J'ai envie de dire "lol".* »

Insolente ? Ce n'est pas nous qui le disons. C'est elle. « *J'ai toujours été ainsi. Cela m'a causé beaucoup de soucis.* » Lorsqu'elle grimpe pour la première fois les marches de l'Élysée, c'est en tant que vice-présidente de l'Unef. **Nicolas Sarkozy**, alors chef de l'État, reçoit les représentants des syndicats étudiants. « *Je l'ai interrompu. J'ai cru qu'il allait renverser la table. L'instant qui a suivi, j'ai eu peur. C'était outreucidant. Je n'étais qu'une étudiante.* » Quinze ans après, bagarreuse en cheffe de la CGT, aura-t-elle envie de bien se tenir face à Macron ?

Fil rouge

1982 Naissance de Sophie Binet le 5 janvier à Metz.

À 15 ans, elle milite à la Jeunesse ouvrière chrétienne.



1999 Étudiante, elle milite à l'Unef jusqu'en 2008 (*photo, en 2006*). Elle décrochera une maîtrise de philosophie à l'université de Nantes.

2008 Prend sa carte au PS (jusqu'en 2013) et à la CGT.

2014 Secrétaire générale adjointe de l'Ugict, puis secrétaire générale.

2023 Secrétaire générale de la CGT le 31 mars.

1 mai 2023 (Contrepoints)

[\[Entretien\] - « En avoir pour mes impôts » n'est pas à la hauteur des enjeux fiscaux et démocratiques - Contrepoints](#)

[Entretien] –

« En avoir pour mes impôts » n'est pas à la hauteur des enjeux fiscaux et démocratiques

[Baptiste Gauthey](#)

Comment rétablir le consentement à l'impôt et remédier à la crise démocratique ? Le chercheur Kevin Brookes nous livre son analyse de la consultation « En avoir pour mes impôts ».



Publié le 1 mai 2023

Kevin Brookes est enseignant-chercheur en science politique à l'IEP de Grenoble, et chercheur associé à GenerationLibre.

Baptiste Gauthey : *Le gouvernement vient de lancer une [grande consultation intitulée « En avoir pour mes impôts »](#) pour sonder les contribuables sur l'utilisation de l'argent public. Faut-il y voir un énième gadget politique destiné à répondre à la crise politique que traverse le gouvernement, ou au contraire se réjouir de cette démarche en ce qu'elle permettrait de réactualiser le consentement à l'impôt ?*

Kevin Brookes : Cette initiative va dans le bon sens puisqu'il contribue à rendre les recettes et les dépenses publiques plus lisibles pour le contribuable. Il permettra à tout un chacun d'avoir accès à des informations sur le coût des services publics et sur l'usage de ses impôts. **Cette pédagogie est utile, car environ la moitié des Français ont tendance à sous-estimer le niveau des prélèvements obligatoires, tandis qu'un cinquième ne connaissent pas leur montant. Cette méconnaissance est d'autant plus frappante que nous sommes les vice-champions d'Europe des prélèvements obligatoires.** Espérons que cet outil aidera les Français à prendre du recul par rapport à **ceux qui défendent la « gratuité » des services publics... alors qu'en réalité tout a un coût et comme le disait l'économiste Milton Friedman « there is no free lunch ».** Nous pouvons aussi espérer qu'il rende les futurs gouvernements plus réactifs aux demandes des citoyens concernant l'usage du budget de l'État. Ils sont en majorité [insatisfait de l'usage de leurs impôts](#) et dans une note publiée en 2020 pour *GenerationLibre*, nous rappelions que les dépenses publiques avaient augmenté depuis des décennies dans des secteurs pour lesquels les Français souhaitaient les voir baisser (comme dans le secteur de la culture).

Cependant, ce dispositif n'est pas à la hauteur des enjeux, ni en matière fiscale, ni pour répondre à la crise démocratique (nous y reviendrons). **Il n'adresse ni le problème du volume des impôts ni le problème de la structure des dépenses publiques.** Alors que les taxes et les impôts n'ont cessé d'augmenter depuis les années 1970, [les trois quarts des Français jugent les impôts trop élevés en France](#) et **presque autant considèrent que l'État devrait réduire le nombre de missions dont il a la charge. Il y a un ras-le-bol fiscal latent.** Rappelons qu'à l'origine, c'était une hausse de taxe qui avait suscité la mobilisation des premiers gilets jaunes ! **Une mesure d'envergure aurait été de baisser certains impôts ou taxes pour les classes moyennes qui sont les principaux contributeurs nets du système.** Par ailleurs, celui-ci est considéré à la fois comme **inéquitable et trop complexe. Avec ses centaines de « niches fiscales » (en augmentation) et son code de l'impôt qui fait plus de 1000 pages, il est pratiquement**

impossible de s'y retrouver, même pour les législateurs ! Pour répondre à ces préoccupations, le gouvernement aurait pu **proposer un choc de simplification de son système fiscal comme cela a été fait en Australie ou en Nouvelle-Zélande par exemple.**

BG : *Dans cette note, vous proposiez de modifier la procédure budgétaire afin de « rétablir le consentement à l'impôt ». Pouvez-vous nous en dire plus sur le contenu de cette proposition ?*

KB : Nous proposons de mettre en place une « Consultation Budgétaire Citoyenne » qui était plus ambitieuse que l'initiative du gouvernement **pour revenir à une conception de l' »impôt-échange « : le citoyen verse une certaine somme en échange de la prestation de certains services dont il bénéficie et sur lequel il a un droit de regard, particulièrement sur ses performances.**

Le dispositif que nous défendions avec *GenerationLibre* consistait tout d'abord à mettre à disposition de chaque contribuable une synthèse budgétaire adaptée au montant de son impôt, comme au Royaume-Uni. Ensuite, de lui donner la possibilité, au moment où il **renseigne sa déclaration de revenus, de flécher le montant total de son impôt vers les dépenses budgétaires qui lui semblent essentielles.** Enfin, ces données seraient recueillies puis débattues au Parlement au moment des débats jalonnant l'examen du projet de loi de Finances. Ceci constituerait un « rituel démocratique » puisque le Parlement y serait associé étroitement (ce qui n'est pas le cas du dispositif du gouvernement).

Le but fondamental de cet exercice aurait été d'introduire plus de transparence, mais aussi de réduire l'illusion fiscale, c'est-à-dire l'ensemble des outils utilisés par les acteurs politiques pour minimiser le coût des dépenses publiques par rapport aux avantages qu'elles apportent aux citoyens. **Pour reprendre une formule attribuée à Colbert, les gouvernements ont tendance à « plumer l'oie pour obtenir le plus possible de plumes, tout en obtenant le moins possible de cris ».** Plus il y a de transparence et de simplicité dans le système fiscal, plus il est difficile de recourir à ce procédé.

Par ailleurs, la « consultation budgétaire » aurait été un premier pas pour **introduire une dose de volontarisme dans notre système fiscal dans un horizon plus lointain : que le citoyen puisse décider effectivement du montant de l'impôt (on s'attend notamment à ce que les intellectuels progressistes en versent volontairement plus qu'actuellement...)** et de son usage, non plus sous la forme d'une consultation, mais dans les faits. A ce titre, les intentions du gouvernement sont encore floues sur les suites qui seront données à cette consultation...

BG : *La succession des « crises » politiques survenues depuis 2017, ainsi que la longue liste des mécontentements des citoyens à l'égard de leur personnel politique donnent l'impression d'un « ras-le-bol » et d'une **déconnexion croissante entre le « peuple » et les « élites politiques ».** Comment analysez-vous ce phénomène ?*

KB : Cela fait maintenant plusieurs décennies que les politistes évoquent la crise de la représentation politique. Elle est protéiforme et ses symptômes sont multiples. Elle se manifeste à travers **le haut niveau de défiance vis-à-vis des institutions politiques** qui a atteint un niveau inégalé depuis une quinzaine d'années selon la **dernière vague du baromètre de la confiance politique du Cevipof**. **Moins de trois Français sur dix font confiance dans le gouvernement ou le Parlement.** La crise s'exprime également à travers un mécontentement vis-à-vis de l'offre politique qui se traduit par **une montée de l'abstention à la plupart des scrutins, notamment aux législatives.** Enfin, elle se traduit par une **recrudescence de participation « non-conventionnelle »** comme les **manifestations non encadrées par les syndicats et plus susceptibles de dégénérer dans la violence.** **Les commentateurs insistent sur la dimension sociale de cette fracture entre les citoyens et les élites, mais négligent sa dimension territoriale.** Le mouvement des **Gilets jaunes** est né en périphérie des grandes agglomérations et on constate avec la réforme des Retraites une **forte mobilisation des villes moyennes**, éloignées des grandes agglomérations. Une enquête en cours du projet de recherche **« Rural Urban Divide in Europe » indique qu'il y a un fort niveau de ressentiment vis-à-vis des habitants des grandes villes de la part des ruraux :** ils considèrent que les préoccupations politiques de leurs zones sont insuffisamment prises en compte par les autorités

politiques, que leur mode de vie est méprisé par les urbains, et qu'ils sont les derniers à bénéficier des dépenses publiques. Il y a un sentiment que les décisions viennent d'en haut ou de Paris.

Plusieurs facteurs contribuent sans doute à cet ensemble de frustrations démocratiques.

L'hyperprésidentialisation qu'a induit la pratique de la Vème République fait naître des attentes démesurées des citoyens vis-à-vis de la personne du Président. On le voit avec la réforme des retraites : alors qu'il s'agit d'un sujet de politiques publiques essentiel et assez technique, une partie du débat s'est déporté vers la personne du Président (sa psychologie, sa stratégie, ses choix etc.)... **c'est à se demander si la détestation de la personnalité du Président n'est pas la première motivation des manifestants.** La frustration est aussi alimentée par la structure de l'offre politique, qui donne le sentiment à une partie des électeurs que le parti qu'ils soutiennent est écarté durablement de l'exercice du pouvoir. Le mode de scrutin majoritaire à deux tours couplé à la stratégie du Président d'unir les partis de gouvernement sous une même bannière donne l'impression aux Français d'une absence d'alternatives politiques : soit le Président, soit le Rassemblement National. **Cet état de fait a de quoi frustrer aussi bien des électeurs de gauche que de droite.**

BG : *Les Français paraissent parfois déconnectés des réalités économiques et budgétaires, au point d'adopter des postures et des demandes que l'on peut raisonnablement qualifier d'irresponsables : la séquence des retraites en est une énième manifestation. Comment expliquer cette déresponsabilisation face aux enjeux politiques contemporains, et quels sont les dangers qu'elle fait courir à la vie démocratique ?*

KB : Il faut se garder de faire des généralisations hâtives sur les « Français » au prisme du miroir déformant des réseaux sociaux et des chaînes d'information continues. **Si une majorité de Français est effectivement contre la réforme des retraites, seule une extrême minorité d'entre eux participe aux manifestations (une personne en âge de voter sur 45 aux pics des manifestations de février / mars) et les violences sont le fait d'une extrême minorité au sein de cette minorité.** En réalité, les Français sont favorables au remboursement de la dette et l'électorat est profondément divisé sur les enjeux économiques et sociaux. **L'axe gauche droite en la matière demeure encore structurant : les électeurs de droite souhaitent voir le nombre de fonctionnaires diminuer et sont favorables à une diminution des dépenses publiques pour rétablir les comptes publics. Ce qui n'est pas le cas des électeurs de gauche.**

Il n'y a pas d'irresponsabilité des électeurs, mais une incompréhension vis-à-vis de cette réforme. La séquence a été marquée par une victoire argumentative des opposants à la réforme qui **ont eu réussi** à imprimer dans l'opinion publique qu'il n'y avait pas de problème de financement de la retraite en France, et qu'il **« suffit de prendre l'argent où il est »**, selon une rhétorique simpliste, mais efficace des **forces politiques de gauche.** De manière générale, il est très rare de voir advenir des réformes de l'État-providence, car comme l'ont montré les travaux du politiste Paul Pierson, la **« dépendance au sentier »** des politiques publiques y est très forte : les coûts fixes pour mettre en place ce type de système sont très importants, il serait très compliqué d'un point de vue organisationnel d'en sortir, et enfin, **il a généré des clientèles électorales importantes.** **Ce type de réformes nécessiterait un discours de légitimation et une éthique de conviction forte de la part des gouvernants, couplée à une forte légitimité acquise dans les urnes. Autant d'éléments qui manquent au gouvernement actuel...**

Quant aux dangers vis-à-vis de la démocratie, il est encore trop tôt pour en juger. Il faut garder deux éléments à l'esprit : bien qu'il y ait une frustration quant à la légitimité des décisions prises (notamment avec le recours à l'article 49.3) et une certaine lassitude à l'endroit de la verticalité du pouvoir, le cœur de nos institutions démocratiques n'est violemment remis en cause que par une faible partie de la population. Par ailleurs, si les Français sont insatisfaits du fonctionnement de la démocratie et s'ils sont pessimistes sur la situation économique, ceux qui se déclarent insatisfaits par rapport à la vie qu'ils mènent restent minoritaires (un quart). **Il y a donc un écart entre le jugement que les Français portent sur leur situation personnelle et celle du pays.** C'est le jour où ce pessimisme socio-tropique (jugement sur la société) déteindrait sur leur situation personnelle qu'il y aurait un risque que l'insatisfaction se transforme en danger pour les institutions démocratiques.

1 mai 2023 (Le Figaro)

[Entre rêve de «grand soir» et haine des «flics», voyage au cœur d'un «black-bloc» \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Entre rêve de «grand soir» et haine des «flics», voyage au cœur d'un «black-bloc»

Par [Christophe Cornevin](#)

Publié le 28/04/2023 à 15:28 , mis à jour le 29/04/2023 à 08:46



Les black-blocs désignaient initialement des groupes d'autonomes (Autonomen) installés dans des squats du Berlin-ouest des années 80. *LOIC VENANCE*

RÉCIT - Quarante ans après sa naissance, ce mode d'action radical s'est imposé par la violence davantage que par ses idées dans le paysage de la colère sociale qui secoue la France.

Aguerris aux techniques de guérilla urbaine, ces professionnels de l'émeute ont multiplié les coups d'éclat au point de devenir la hantise des forces de l'ordre. **Mais, derrière les scènes de saccages en marge des manifestations se cache un écosystème qui a ses codes, son histoire, son idéologie et ses méthodes, bien particulières. *Le Figaro* décrypte cette constellation qui rêve encore du « grand soir ».**

Un black-bloc, c'est d'abord une méthode

Trop souvent, les observateurs ont tendance à parler des « black-blocs » comme s'il s'agissait de personnes alors qu'il convient de parler de la technique du « black bloc ». Comme le rappelle le chercheur Francis Dupuis-Deri dans une étude de référence (*): **« L'expression black bloc désigne une forme d'action collective, une tactique très typée qui consiste, lors d'une manifestation, à manœuvrer en un groupe au milieu duquel chacun préserve son anonymat »**. Le chercheur précise : **« le port d'un masque et d'habits noirs – en particulier le chandail à poche ventrale et capuchon - (...) sont les instruments de cet anonymat »**. **Vêtus de sombre, les adeptes du black-bloc se déploient tel un drapeau pirate avant de passer à l'action.** Le visage dissimulé par des lunettes de ski ou de plongée, des capuches d'anorak et des écharpes, ils communiquent par réseaux cryptés. Très compacts, ils se dissimulent derrière un mur de parapluies et des « *banderoles renforcées* ».

« Cette technique vise à déployer un grand écran, épais et rigide, en première ligne pour se cacher et se protéger des jets de grenades, explique au Figaro un gradé parisien. Ils jaillissent en quelques secondes de leur groupe, le temps de passer à l'action avant de s'éparpiller d'un claquement de doigts, de se désilhouetter et de se servir de la foule pour se dissimuler. » **« Ils utilisent la méthode dite du « coucou », confirme une note du centre de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (Creon). *Tel l'oiseau qui pond dans le nid des autres, ils***

s'infiltrer dans le cortège et apparaissent sans prévenir au cœur de la manifestation. Ensuite, le black bloc va tenter de se séparer du cortège, soit en le dépassant vers l'avant, soit en le quittant sur les côtés dans le but d'atteindre plus facilement les cibles visées ».

Au moment de passer à l'action, les assaillants pratiquent **la méthode dite du « swarming »** (essaimage) qui consiste à se disperser en petits groupes pour saturer les services d'ordre, puis à se regrouper pour se défendre tout en restant mobile. Cette méthode, que les gendarmes comparent à celle du banc de poissons, est celle de la « **recomposition perpétuelle** ». Situés en tête de cortège, les membres des black-blocs restent groupés jusqu'au bout, à la différence des casseurs non politisés qui se dispersent à l'arrivée de la police. Pour eux, la « **masse procure la sécurité** », observe la note du Creon. « **Un black bloc est organisé de manière horizontale : il n'y a ni hiérarchie, ni chef**, conclut la note de la gendarmerie. **Ce fonctionnement en réseau permet une très grande autonomie de mouvement et une réactivité qui n'existe pas chez les manifestants classiques.** » Leur interpellation vire au casse-tête.

Une constellation née il y a quarante ans, à Berlin

« Originaires d'Allemagne, les black-blocs désignaient initialement **des groupes d'autonomes (Autonomen) installés dans des squats du Berlin-ouest des années 80**», rappelle la note du centre de recherche de la gendarmerie, qui précise: « **lors d'opérations d'expulsions par les policiers, les autonomes sont descendus dans la rue pour se défendre habillés de noir et masqués, ce qui leur a valu le nom de « schwarzer block », c'est-à-dire « bloc noir »** ». Portée par les fanzines, des sites spécialisés mais aussi la culture punk, la technique du « schwarzer block » s'est transformée en « black bloc » quand ses militants ont défrayé pour la première fois la chronique lors du sommet de l'OMC, en 1999 à Seattle aux États-Unis. En 2001, l'ultra violence de ses militants s'illustre au sommet du G8 réunissant les dirigeants des sept pays les plus industrialisés et la Russie - à Gênes.

À l'époque, les échauffourées se soldent par un bilan d'un mort et de 600 blessés du côté des manifestants. L'Europe est sidérée. Lors du sommet de l'Otan à Strasbourg, en 2009, plus de 2 000 casseurs mettent à sac le poste frontière, des commerces et dégradent même des lieux de culte. Au printemps 2015, des « blocs » radicaux sont à l'origine du saccage en règle du centre-ville de Milan en marge de l'Exposition universelle. Peu avant, ils perpètrent diverses exactions à Francfort, lors de l'inauguration de la Banque centrale européenne (BCE). Devant une agence bancaire en feu, il avait été inscrit : **"Vous nous plumez, aujourd'hui vous payez"**. Manifestation après manifestation, la fièvre rouge et noire s'est répandue.

Qui se cache derrière le drapeau noir ?

Si la plupart échappent le plus souvent aux coups de filet, ceux que les policiers interpellent présentent un profil qui peut déconcerter. **Jeunes, urbains et davantage politisés que les « gilets jaunes » incarnant une France déclassée, ils ont même été décrits comme des « black-bourges »** par **Gérald Darmanin**. Le ministre de l'Intérieur a assuré que, dans les black-blocs, figurent des « gens de bonne famille », au risque de surprendre tant les modes opératoires sont devenus hyper violents. **Gravitant dans les mouvances libertaires, anarcho-autonomes et de l'ultra gauche, soit environ 2000 à 3000 membres à travers le pays** selon les services de renseignements, ces nihilistes sont rejoints à l'occasion par des activistes radicaux venus de toute l'Europe.

Ce fut le cas à Sainte-Soline pour se greffer au mouvement hostile aux « mégabassines », ou lors de la COP21 en 2015 à Paris. « **Moins marqués idéologiquement que leurs aînés issus du mouvement maoïste, ces militants d'ultra-gauche assez mobiles et volatils se retrouvent à Nantes, Rennes, Toulouse où Lyon, confiait récemment au Figaro un haut policier. Ils occupent aussi des squats à Dijon, ultimes bastions où convergent des sympathisants venus de France et de l'étranger.** » Mus

par un **rejet viscéral de l'État et du capitalisme**, ces nostalgiques alimentent une haine farouche contre les forces de l'ordre.

Pourquoi les « black-blocs » cassent

Déterminés, les black blocs lancent des slogans et multiplient les tags pour faire passer **leurs messages, qui oscillent entre anarchie et nihilisme**. La note de recherche de l'école des officiers de la gendarmerie liste quelques morceaux choisis : « *Les plus récurrents tiennent à la haine de l'État (« Ne prenons pas le pouvoir, détruisons-le !* », « *Kein Staat is mein Staat* » - « *L'État, c'est l'absence d'État* »), *des forces de l'ordre* (« *Tout le monde déteste la police* », « *ACAB –All cops are bastards* » : « *Tous les flics sont des salauds* ») ou du *capitalisme* (« *à vos ordres mon capitalisme* », « *tant qu'il y a aura de l'argent, il n'y en aura jamais assez pour tout le monde*»). « *L'objectif premier d'un black bloc est d'indiquer la présence, dans la manifestation, d'une critique radicale du système politique et économique* », explique Francis Dupuis-Déri.

En ce sens, poursuit le chercheur, il s'agit d'un « *vaste drapeau noir tissu de corps et qui flotte au-dessus d'une manifestation : comme le dira un activiste, le black bloc est notre bannière* ». Pour préciser ce message, la constellation d'activistes brandit volontiers **des drapeaux anarchistes noirs ou rouges** et des banderoles frappées de slogans anticapitalistes ou anti autoritaires. Lors du défilé du 1er mai 2018, à Paris, pas moins de 1200 anarchistes et militants d'ultra-gauche ont formé un « *black bloc* » avant de saccager et de s'en prendre aux forces de l'ordre. Gantés et le visage masqué, comme à leur habitude, une centaine d'entre eux s'étaient déployés derrière des banderoles flanquées du slogan «*Marx attack*» ou «*Risques de troubles à l'ordre public*».

Equipés comme à la guerre, ils se greffent sur toutes les manifestations

Marteaux, burins, morceaux de bois hérissés de lames de rasoir, des blocs de métal surmontés de clous, des engins de mortiers... Protégés par des casques, des lunettes de plongée ou de ski, des boucliers de fortune pour prévenir le premier rang des coups de matraque et éviter la fragmentation du bloc, **ces contestataires disposent d'un arsenal rudimentaire mais redoutable**. Outre le «*patator*», puissant lanceur artisanal de projectiles propulsé par des bouteilles d'air comprimé un temps aperçu dans les années 2000, leur panoplie se complète d'engins incendiaires ou de bombes agricoles assourdissantes claquant à 200 décibels. **Soit le double du seuil de tolérance de l'oreille humaine.**

Maintenant, les « black blocs », qui ont appris de leurs erreurs, arrivent non armés pour ne pas se faire prendre. Un cadre du maintien de l'ordre raconte : «*Ils s'équipent sur place pendant la manifestation en arrachant des pierres, des pavés, du goudron, des éléments de mobiliers urbains et des échafaudages croisés en chemin* ». À Rennes, le 11 février dernier, ces furieux ont grièvement brûlé un CRS à l'aide d'un cocktail Molotov tandis que le premier flic de France a déploré des jets d'acide sur les effectifs. **Des flacons de parfum auraient même été piégés avec des pétards pour brûler les agents.** « *Certains sont là pour tuer, c'est du jamais-vu* », grince un policier. Pour la seule journée de manifestations du 23 mars dernier contre la réforme des retraites, 441 policiers et gendarmes ont été blessés. Soit un toutes les trois minutes environ.

Désormais, l'ombre menaçante du black-bloc plane sur les prochains JO de Paris 2024.

(*) *Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent. 344 pages, publié chez Lux éditeur.*